



Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**Rapport financier
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2009**

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-cinquième session
Supplément n° 5B**

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-cinquième session
Supplément n° 5B

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**Rapport financier
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2009**

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2010

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

| <i>Chapitre</i> | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Lettres d'envoi | iv |
| I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes | 1 |
| II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes | 3 |
| A. Mandat, étendue des vérifications et méthode | 9 |
| B. Constatations et recommandations | 10 |
| 1. Suite donnée aux recommandations antérieures | 10 |
| 2. Aperçu de la situation financière | 13 |
| 3. État d'avancement de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public | 14 |
| 4. État des recettes et des dépenses | 15 |
| 5. État de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds | 20 |
| 6. Prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie après la cessation de service | 22 |
| 7. Budgétisation et gestion axées sur les résultats | 27 |
| 8. Transferts de fonds | 29 |
| 9. Gestion des programmes et des projets | 33 |
| 10. Passation et gestion des marchés | 36 |
| 11. Gestion des biens durables | 39 |
| 12. Gestion des stocks | 41 |
| 13. Gestion des ressources humaines | 43 |
| 14. Consultants, experts et personnel temporaire | 45 |
| 15. Informatique | 47 |
| 16. Progiciels de gestion intégrés | 47 |
| 17. Audit interne | 48 |
| 18. Conclusions des audits internes | 49 |
| 19. Activités productrices de recettes | 52 |
| 20. Gestion des voyages | 56 |

| | | |
|------|---|----|
| C. | Informations fournies par la direction | 58 |
| 1. | Passation par profits et pertes de liquidités, de créances ou de biens | 58 |
| 2. | Versements à titre gracieux | 58 |
| 3. | Cas de fraude ou de présomption de fraude | 58 |
| D. | Remerciements | 59 |
| | Annexe I | |
| | Bureaux de l'UNICEF ayant fait l'objet de vérifications durant l'exercice biennal 2008-2009 | 60 |
| | Annexe II | |
| | Suite donnée aux recommandations relatives à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007. . . | 61 |
| III. | Rapport financier de l'exercice clos le 31 décembre 2009. | 68 |
| IV. | États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009. | 70 |
| A. | États financiers | 70 |
| | État I. Recettes, dépenses et variations des réserves et du solde des fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 | 70 |
| | État II. Actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2009 | 72 |
| | État III. Flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 73 |
| | État IV. État des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009, au 31 décembre 2009 | 74 |
| | État V. Recettes et autres rentrées de fonds, dépenses et décaissements, et variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 . . . | 75 |
| | État VI. État au 31 décembre 2009 des engagements approuvés et des ouvertures de crédits | 76 |
| | État VII. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 : ressources ordinaires, autres ressources affectées aux opérations ordinaires et autres ressources affectées aux opérations d'urgence | 77 |
| | État VII.1. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 : ressources ordinaires | 82 |
| | État VII.2. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 : autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | 87 |
| | État VII.3. État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 : autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | 92 |
| B. | Tableaux correspondant aux états financiers. | 96 |
| | Tableau 1. Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 | 96 |

| | |
|---|-----|
| Tableau 2. Contributions à recevoir au 31 décembre 2009 au titre des ressources ordinaires et des autres ressources (affectées aux opérations ordinaires et aux opérations d'urgence) | 105 |
| Tableau 3. Fonds d'affectation spéciale, montants reçus, décaissements et soldes pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 | 108 |
| C. Notes relatives aux états financiers | 109 |
| Annexes | |
| I. Recettes, dépenses et variations des réserves et du solde des fonds pour les années civiles 2008 et 2009 | 125 |
| II. Glossaire | 127 |

Lettres d'envoi

Le 31 mars 2010

Conformément à l'article 13.3 du Règlement financier du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport et les états financiers du Fonds pour l'exercice biennal 2008-2009, établis et signés par le Contrôleur.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires reçoit également des exemplaires de ces états financiers.

La Directrice générale
(*Signé*) Ann M. **Veneman**

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 30 juin 2010

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009.

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud,
Président du Comité
des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Terence **Nombembe**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009, qui se composent des éléments suivants : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2009 (état II); état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds (état I); état des flux de trésorerie (état III); état des ouvertures de crédit (état IV); états V à VII; notes explicatives, tableaux et notes relatives aux états financiers. Notre examen n'a pas porté sur les annexes I et II des états financiers.

Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Il incombe au Contrôleur du Fonds des Nations Unies pour l'enfance d'établir et de présenter sans fard les états financiers du Fonds selon les Normes comptables du système des Nations Unies et d'exercer le contrôle interne que l'administration juge nécessaire pour permettre d'établir des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit. Celles-ci imposent au Comité de se conformer aux règles déontologiques et d'organiser et d'exécuter ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Une vérification consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur. Pour évaluer ce risque, le vérificateur prend en compte les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation objective des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en l'espèce, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles. Une vérification consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations faites par l'administration, et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Nous estimons que les justificatifs recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle asseoir la présente opinion.

Opinion des commissaires aux comptes

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au 31 décembre 2009, ainsi que de ses résultats financiers et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous estimons en outre que les activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et règles de gestion financière du Fonds et à son mandat.

Conformément à l'article XIV du Règlement financier du Fonds, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud,
Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Terence **Nombembe**

Le Vérificateur général des comptes de la Chine
(Signé) **Liu Jiayi**

Le Premier président de la Cour des comptes
de la République française
(Signé) Didier **Migaud**

Le 30 juin 2010

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Nous avons examiné les états financiers et les activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009. À cette fin, nous nous sommes rendus dans six bureaux régionaux et 11 bureaux de pays et nous avons examiné les opérations financières et les activités des services centraux de New York, Genève, Copenhague et Florence (Italie). Notre vérification n'a pas porté sur les annexes I et II des états financiers.

Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité des commissaires aux comptes a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de l'exercice considéré (voir le chapitre I).

Suite donnée aux recommandations antérieures

Sur les 38 recommandations formulées pour l'exercice biennal 2006-2007, 26, soit 68 %, avaient été intégralement appliquées et 12, soit 32 %, étaient en cours de mise en œuvre. On trouvera à l'annexe II des précisions sur l'état d'avancement de cette mise en œuvre. Le Comité a constaté que le taux d'application était tombé de 17 % par rapport à l'exercice biennal précédent. Ayant également déterminé quelle était l'ancienneté des 12 recommandations en cours de mise en œuvre, il a constaté qu'aucune ne remontait plus loin qu'à l'exercice biennal 2006-2007.

Aperçu général de la situation financière

Pour l'exercice considéré, le montant total des recettes s'est élevé à 6,61 milliards de dollars, contre 5,75 milliards pour l'exercice précédent, soit une hausse de 15 %. Le montant des dépenses s'est établi à 6,32 milliards de dollars, contre 5,1 milliards pour l'exercice précédent, soit une hausse de 24 %; d'où un excédent de 290 millions de dollars, contre 650 millions l'exercice précédent.

Soixante-quinze pour cent de la hausse des recettes tient à la hausse des contributions volontaires versées par des gouvernements et des organisations intergouvernementales. Du côté des dépenses, l'augmentation de 1,22 milliard de dollars s'explique principalement par l'accroissement des dépenses d'aide aux programmes, en hausse de 1,11 milliard.

Avancement de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public

Comme d'autres organismes des Nations Unies, l'UNICEF avait initialement prévu d'adopter les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) en 2010, mais, en juin 2009, son conseil d'administration a pris note d'une proposition selon laquelle l'application complète des Normes serait reportée à 2012, à la suite d'un tour d'horizon des initiatives de l'organisation et surtout pour une question de synchronisation avec la mise en service du nouveau progiciel de

gestion intégré et pour tenir compte de ses incidences financières. Le plan de communication et de formation IPSAS du Fonds n'avait pas été actualisé pour tenir compte du nouveau calendrier de mise en place des Normes.

État des recettes et des dépenses

Selon les accords de base types régissant la coopération passés avec les gouvernements, les partenaires gouvernementaux sont tenus de présenter des états financiers annuels vérifiés à l'UNICEF. Dans les 15 bureaux de pays de l'échantillon, rien n'indiquait que des états financiers aient été reçus pour l'exercice à l'examen.

L'UNICEF comptabilisait ses transferts de fonds au bénéfice des partenaires d'exécution comme des dépenses, au fur et à mesure qu'il les déboursait, avant l'exécution effective des programmes, ce qui n'est pas conforme au principe de la comptabilité en droits constatés. La question avait déjà été portée à l'attention de l'UNICEF.

Prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie après la cessation de service

Au 31 décembre 2009, les obligations relatives aux prestations liées à la cessation de service s'élevaient à 578,28 millions de dollars, comparés à 568,36 millions à la fin de l'exercice biennal précédent, soit une augmentation de 9,92 millions, due principalement à la réévaluation des reliquats de congés payés et des prestations liées au rapatriement au moyen d'un calcul actuariel, ainsi qu'au fait que le personnel en activité a été compté dans ce calcul.

Dans son rapport précédent, le Comité des commissaires aux comptes a noté que l'UNICEF n'avait pas provisionné ces obligations, en indiquant simplement le montant dans les notes relatives aux états financiers. Le Comité avait donc recommandé que le Fonds envisage de publier ses obligations liées à la cessation de service dans le corps de ses états financiers. Néanmoins, pour l'exercice à l'examen, l'UNICEF a continué d'indiquer le montant de ces obligations dans les notes. De plus, les données démographiques utilisées pour le calculer étaient partiellement périmées.

Budgétisation et gestion axées sur les résultats

L'UNICEF a établi le budget d'appui pour l'exercice biennal 2008-2009 suivant la méthode de la budgétisation axée sur les résultats. Certains des résultats n'étaient cependant pas précis, mesurables, réalisables, pertinents et assortis d'une échéance et certains des indicateurs n'étaient pas mesurables. En outre, il n'y avait pas pour chaque résultat des prévisions budgétaires et une définition des activités correspondantes. Par ailleurs, un certain nombre de faiblesses ont été observées concernant le report de crédits alloués aux programmes, notamment : a) des taux de report élevés; b) le non-respect des délais de présentation de certaines demandes de report; et c) l'absence de dispositifs permettant de contrôler le respect des délais de présentation des demandes de report par les bureaux extérieurs.

Transferts de fonds

Au 31 décembre 2009, un montant total de 507,86 millions de dollars de transferts de fonds était toujours en instance, dont 4,51 millions depuis plus de neuf mois. En outre, dans certains bureaux extérieurs, les partenaires d'exécution

n'avaient pas émis tous les reçus nécessaires, et certains bordereaux de paiement n'étaient pas assortis d'un reçu.

Gestion des programmes et des projets

Sur les 260 évaluations réalisées pour 2009, 163 (soit 63 %) n'ont pas été enregistrées dans la base de données de l'UNICEF sur l'évaluation dans le délai de trois mois fixé pour l'achèvement des rapports, tandis que 45 (soit 43 %) des 105 rapports d'évaluation concernant l'année 2008 n'ont pas été notés par le Bureau des évaluations dans le délai de six mois fixé par les politiques de l'UNICEF en matière d'évaluation (E/ICEF/2008/4).

Gestion des achats et des marchés

Un certain nombre d'irrégularités ont été relevées en ce qui concerne les appels d'offres. Dans un cas, il n'a été envoyé de sollicitations écrites qu'à deux fournisseurs, ce qui n'est pas conforme aux dispositions du Manuel des achats de l'UNICEF. Dans plusieurs autres, le principe de l'offre la moins-disante n'a pas été respecté, sans justification suffisante. Dans d'autres cas encore, des sollicitations ont été envoyées à des fournisseurs qui n'avaient pas été présélectionnés. En outre, dans certains bureaux extérieurs, des articles achetés ont été livrés après la date fixée sans que des pénalités de retard ne soient appliquées.

Gestion des biens durables

Au 31 décembre 2009, la valeur totale des biens durables s'établissait à 155,84 millions de dollars, en augmentation de 9 % par rapport aux 142,61 millions de l'exercice précédent. À l'issue d'un inventaire physique réalisé par l'UNICEF à son siège à New York, 1 005 articles d'une valeur de 3,24 millions de dollars n'ont pu être localisés. En outre, des écarts ont été constatés entre les résultats des vérifications physiques et les informations figurant dans les bases de données, au siège et dans certains bureaux de terrain.

Gestion des stocks

À la Division des approvisionnements, les rapports sur les stocks de matériels approchant de la fin de leur vie utile n'étaient pas présentés au Comité de contrôle du matériel sur une base mensuelle comme le prévoient les procédures de la Division. Il y avait aussi des retards dans l'approbation par le Directeur de la Division des recommandations du Comité de contrôle du matériel concernant les stocks de matériels proches de la fin de leur vie utile.

Gestion des ressources humaines

Au 31 décembre 2009, sur un total de 10 518 postes approuvés, 1 898 postes (soit 18 %) étaient vacants. Dans 13 bureaux de terrain ou divisions du siège, les taux de vacance dépassaient 30 %. Des taux aussi élevés pourraient nuire à la capacité de l'UNICEF d'exécuter les activités prévues. En outre, au siège de l'UNICEF et dans certains bureaux extérieurs, les rapports d'évaluation du comportement n'ont pas été établis dans le délai fixé par le Manuel des ressources humaines. Par ailleurs, il n'y avait pas de service ou de division chargé de suivre l'état d'avancement de ces rapports.

Progiciels de gestion intégrés

L'UNICEF a prévu d'installer le progiciel de gestion intégré PGI-VISION One dans tous ses bureaux d'ici à la fin de 2011. Le projet était dans la phase de réalisation et de mise à niveau de l'infrastructure à l'échelle mondiale. Ces deux étapes comportent six grandes tâches : élaboration du système, essai du système, actualisation du cadre réglementaire, organisation des formations, préparatifs de la mise en service du système et mise en place des services d'appui. Toutefois, certaines activités relatives à l'actualisation du cadre réglementaire n'étaient pas menées dans les délais voulus.

Audit interne

Selon le plan de gestion pour 2008-2009 du Bureau de la vérification interne des comptes, il ne doit pas y avoir de recommandation qui ne soit pas suivie d'effet pendant plus de 18 mois. Au 31 mars 2010, il en restait pourtant encore sept concernant les bureaux régionaux et les services du siège.

Constatations des auditeurs internes

Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, le Bureau de la vérification interne des comptes a effectué 50 audits de bureau de pays et formulé 730 observations à l'issue de ces audits. Un total de 18 audits, dont des audits des services du siège, des audits de systèmes et des audits thématiques ont également été effectués au cours de la période considérée

Les principales observations issues des audits de bureau de pays portant sur les points suivants : a) faiblesses dans la planification stratégique et la définition des priorités; b) absence de gestion systématique des risques; c) faiblesses au niveau de la gestion stratégique et du recrutement des ressources humaines; d) mauvaise évaluation des moyens d'exécution des partenaires; e) faiblesse des fonctions d'évaluation; f) connaissance lacunaire de la situation des enfants et faiblesses dans la défense de leurs droits; g) faiblesses dans le traitement des opérations financières et dans les contrôles financiers; h) faiblesses de l'achat de fournitures et la sélection des fournisseurs; et i) mauvaise gestion des stocks et des avoirs.

Les principales observations issues des audits des services du siège, des audits de système et des audits thématiques portent sur les points suivants : a) manque de directives et de services pour aider au renforcement de l'efficacité des bureaux de pays; b) faiblesses dans la gestion de la trésorerie; c) mauvaise gestion de l'évaluation au niveau des bureaux de pays; d) faiblesses des activités de contrôle et d'appui aux opérations des bureaux de pays assurées par les bureaux régionaux; et e) faiblesses dans la gestion des technologies de l'information et des communications dans les bureaux de pays.

Activités productrices de recettes

Il s'est produit une baisse de la proportion des ressources ordinaires dans le montant total des recettes ainsi qu'une baisse de la proportion des fonds thématiques dans le montant total des autres ressources, qui pourraient compromettre la capacité de l'UNICEF de continuer à jouer le rôle de chef de file pour la défense des intérêts des enfants et sa capacité à réaliser son plan stratégique à moyen terme pour la période 2006-2011.

Selon l'accord type de coopération entre les comités nationaux et l'UNICEF, les comités nationaux peuvent être autorisés à conserver jusqu'à 25 % de leurs recettes. Pourtant, 24 comités nationaux ont conservé plus de 25 % de l'ensemble de leurs recettes en 2008 et en 2009.

Bien que le pourcentage de rapports présentés à temps aux donateurs par les bureaux de pays soit passé de 77 % en 2007 à 82 % en 2009, dans 10 bureaux, 155 rapports aux donateurs ont été présentés avec des retards allant de 1 à 437 jours.

Renseignements communiqués par l'administration

L'administration a communiqué certains renseignements au sujet de la passation par profits et pertes de liquidités, de créances ou de biens et des cas de fraude ou de présomption de fraude, dans la section C du présent rapport.

Recommandations

Les vérifications effectuées par le Comité l'ont amené à faire des recommandations. Les principales tendent à ce que l'UNICEF :

a) **Réviser son plan de communication et de formation relatif aux normes IPSAS afin de tenir compte du nouveau calendrier applicable à la pleine adoption de ces normes;**

b) **Revoie la manière dont il s'y prend pour obtenir la preuve de la réalité des dépenses consacrées aux programmes et prenne les mesures voulues en la matière;**

c) **Envisage de réviser son règlement financier de façon que le traitement comptable des transferts de fonds prévoie que les sommes versées d'avance aux partenaires d'exécution soient comptabilisées comme des avances et non comme des dépenses de programme tant que les rapports sur l'utilisation des ressources financières n'ont pas été reçus;**

d) **Revoie ses règles comptables et fasse figurer ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service dans les états financiers proprement dits lorsqu'il adoptera les normes IPSAS;**

e) **Fasse le nécessaire pour assurer l'exactitude des données utilisées pour calculer les prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie);**

f) **Crée pour son personnel des stages de formation à la budgétisation axée sur les résultats; fasse figurer dans ses futurs budgets les prévisions budgétaires et les activités correspondant à chacun des résultats attendus; et mette en place un mécanisme permettant de suivre l'exécution du budget et le progrès accompli dans la réalisation des objectifs;**

g) **Fournisse l'appui nécessaire aux bureaux affichant des taux de report élevés, afin qu'ils puissent améliorer l'exécution des programmes, et mette en place des mesures permettant de contrôler le respect des délais de présentation des demandes de report de crédits des bureaux extérieurs;**

h) **Redouble d'efforts pour régulariser les transferts de fonds en instance depuis longtemps;**

i) Veille à ce que ses bureaux extérieurs respectent les dispositions de la circulaire financière n° 15 sur la délivrance de reçus officiels par les bénéficiaires de transferts de fonds;

j) S'assure que toutes les évaluations sont présentées et notées dans les délais prévus par les politiques de l'UNICEF en la matière (E/ICEF/2008/4);

k) Se conforme strictement aux dispositions du Manuel des achats relatives à l'appel d'offres et archive les justificatifs dans les cas où la procédure n'a pas été utilisée;

l) Veille à ce que, conformément aux dispositions de son Manuel des achats, tous les bureaux prévoient dans leurs bons de commande des pénalités sanctionnant les retards de livraison;

m) Fasse le nécessaire pour améliorer sa gestion des biens durables, notamment en veillant à l'exhaustivité et à l'exactitude des données enregistrées;

n) Veille à ce que la Division des approvisionnements se conforme strictement aux dispositions de sa procédure 006 relatives à la gestion des matériels stockés proches de la fin de leur vie utile;

o) Réexamine si des postes vacants depuis de longues périodes restent nécessaires; et fasse le nécessaire pour pourvoir les postes vacants restants;

p) Se conforme strictement aux dispositions de son Manuel des ressources humaines relatives à l'évaluation du comportement professionnel; et institue un mécanisme de suivi du taux global d'établissement des rapports d'évaluation des résultats professionnels;

q) Achève rapidement l'exécution du projet PGI-VISION One conformément à son plan de travail;

r) Fasse appliquer plus rapidement les recommandations issues des audits des services du siège et des bureaux régionaux;

s) Renforce ses activités de plaidoyer et de communication auprès des bailleurs de fonds actuels et potentiels, afin d'accroître les ressources ordinaires et les fonds thématiques mondiaux;

t) Respecte rigoureusement les dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'UNICEF relatives à la proportion des recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver;

u) Détermine les causes des retards pris par les bureaux extérieurs dans la présentation de rapports aux donateurs et prenne les mesures qui s'imposent pour que les rapports soient présentés conformément aux accords conclus avec les donateurs.

Les autres recommandations du Comité figurent aux paragraphes 40, 45, 50, 54, 58, 75, 84, 106, 115, 138, 142, 145, 149, 153, 168, 172, 181, 188, 192, 200, 211, 216, 220, 222, 247, 255, 258, 261 et 267 du présent rapport.

A. Mandat, étendue des vérifications et méthode

1. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale (1946). Il a conduit son contrôle conformément à l'article XIV et à l'annexe du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'UNICEF, ainsi qu'aux normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude importante. Les annexes I et II aux états financiers n'ont pas fait l'objet d'un contrôle.

2. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière de l'UNICEF au 31 décembre 2009 et les résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il s'agissait notamment de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugé nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à différents examens de la gestion en application de l'article 12.5 du Règlement financier de l'UNICEF, selon lequel le Comité doit formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et les contrôles financiers internes de l'UNICEF et, d'une manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités. L'Assemblée générale avait aussi demandé au Comité d'examiner la suite donnée à ses recommandations antérieures et de lui en rendre compte. Ces questions sont traitées dans les sections pertinentes du présent rapport.

4. Comme par le passé, le Comité a présenté les résultats de ses contrôles à l'UNICEF, dans des lettres d'observations détaillant ses conclusions et recommandations, ce qui a donné lieu à des échanges suivis. Pour la période considérée, il y a eu 20 lettres d'observations.

5. Le Comité continue d'organiser ses vérifications en coordination avec le Bureau de la vérification interne des comptes de l'UNICEF afin d'éviter les chevauchements d'activité et de déterminer dans quelle mesure il peut utiliser les travaux des auditeurs internes.

6. Dans le présent rapport, lorsqu'une observation se réfère à un lieu particulier, elle ne porte que sur ce lieu, et il ne faut en déduire ni qu'elle s'applique à d'autres lieux, ni qu'elle ne s'y applique pas.

7. Le présent rapport porte sur des questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale, y compris comme suite à certaines demandes

particulières de l'Assemblée générale et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires(CCQAB).

8. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

9. Elles n'abordent pas la question des mesures que l'Administration pourrait envisager de prendre à l'encontre des fonctionnaires qui n'auraient pas respecté son Règlement financier et ses règles de gestion financière, ses instructions administratives et ses directives connexes.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

10. Sur les 38 recommandations que le Comité avait formulées à l'occasion du contrôle portant sur l'exercice biennal 2006-2007, 26 (soit 68 %) avaient été appliquées intégralement et 12 (soit 32 %) étaient en cours d'application. On trouvera le détail de l'état d'application de ces recommandations à l'annexe II. S'agissant de l'exercice biennal précédent, 85 % des recommandations avaient été appliquées intégralement, 14 % étaient en cours d'application et 1 % n'avaient pas été appliquées. Le pourcentage des recommandations appliquées a donc baissé d'un exercice biennal à l'autre. L'UNICEF a indiqué, en guise d'explication, que certaines des recommandations formulées pour cet exercice portaient sur des domaines différents, et que leur application exigeait davantage de temps et d'effort.

11. S'agissant des 12 recommandations relatives à l'exercice biennal 2006-2007 toujours en cours d'application (voir tableau II.1), l'UNICEF a indiqué que la plupart d'entre elles seraient appliquées avec le lancement du nouveau système de gestion intégré et l'introduction des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), prévue pour le mois de janvier 2012.

Tableau II.1

Détail des recommandations en cours d'application

| <i>Résumé de la recommandation</i> | <i>Application au 30 avril 2010</i> |
|--|--|
| 1. Information des donateurs : déterminer les causes des retards dans la présentation de rapports aux donateurs par les bureaux extérieurs et prendre des mesures pour que les rapports soient présentés conformément aux accords conclus avec les donateurs (recommandation visant tous les bureaux extérieurs) | L'UNICEF a mis en place des mécanismes visant à améliorer l'information des donateurs. De plus, l'introduction d'outils supplémentaires de contrôle permettant une meilleure information des donateurs était prévue. |
| 2. Assistance en espèces aux gouvernements : respecter les dispositions de la circulaire financière n° 15 (Rev. 3) sur la fourniture de reçus officiels par les bénéficiaires d'une assistance en espèces (recommandation visant tous les bureaux extérieurs) | L'UNICEF a appliqué cette recommandation dans nombre de bureaux de pays et continuera de veiller, en coopération avec ses bureaux de pays, à ce que les bénéficiaires d'une assistance en espèces fournissent des reçus officiels. |

- | | |
|--|---|
| <p>3. Assistance en espèces aux gouvernements : suivre de près l'assistance en espèces consentie aux gouvernements pour s'assurer que ces fonds sont employés conformément aux objectifs des projets approuvés; régler tous les cas d'assistance en espèces/de transferts d'espèces aux gouvernements restés en souffrance depuis longtemps; n'effectuer de nouveaux transferts d'espèces aux partenaires de réalisation qu'après que ceux-ci auront remis les rapports sur l'utilisation des fonds déjà reçus (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)</p> | <p>L'UNICEF a continué de suivre la situation auprès des bureaux de pays grâce aux divers outils de contrôle existants. Si certains soldes étaient en souffrance depuis longtemps, c'était pour divers motifs liés aux partenaires de réalisation (mouvements de personnel et retard dans l'exécution des projets, par exemple).</p> |
| <p>4. Contrôle financier : contrôler régulièrement les modifications effectuées dans le tableau des autorisations de gestion de documents; mettre périodiquement à jour les tableaux des pouvoirs et fixer des procédures garantissant que les autorisations financières paramétrées dans le système de gestion des programmes soient conformes aux données du tableau des pouvoirs (recommandation visant tous les bureaux extérieurs)</p> | <p>L'UNICEF a mis fin aux incohérences dans de nombreux bureaux de pays et continue de collaborer avec ses bureaux en ce sens.</p> |
| <p>5. Charges liées à la cessation de service : envisager d'indiquer dans le corps de ses états financiers les charges liées à la cessation de service; et mettre en place des mécanismes permettant de les provisionner intégralement (recommandation visant le siège de New York)</p> | <p>L'UNICEF continuera d'étudier la possibilité de faire figurer dans le corps de ses états financiers les charges liées à la cessation de service à l'occasion de l'adoption des normes IPSAS, en janvier 2012.</p> |
| <p>6. Placements : présenter des informations détaillées sur le portefeuille de placements, y compris sur la valeur de marché, à la fois pour les placements à court terme et les placements à long terme (recommandation visant le siège de New York)</p> | <p>L'UNICEF améliorera l'information fournie à l'occasion de l'adoption des normes IPSAS, en janvier 2012.</p> |
| <p>7. Gestion des actifs : examiner les processus de gestion des biens durables et les mécanismes de contrôle de la comptabilité matières (recommandation visant le siège de New York)</p> | <p>L'UNICEF est en train de réviser et de renforcer les procédures manuelles de gestion de ses biens durables, en attendant la mise en œuvre, en 2012, du progiciel de gestion intégré « One ERP », lequel comportera un nouveau module de comptabilité des actifs qui permettra d'automatiser nombre de procédures actuellement manuelles. Les politiques et</p> |

- | | |
|---|--|
| | procédures applicables aux biens durables allaient elles aussi être révisées afin de tenir compte du nouveau système ainsi que du rôle et des responsabilités des services chargés des achats quant aux actifs acquis par leurs soins. |
| 8. Consultants, experts et personnel temporaire : respecter les conditions fixées pour le recrutement de consultants dans le Manuel des ressources humaines et les instructions administratives pertinentes s'agissant des procédures de sélection, de la signature de contrats de louage de services avant le début des travaux, des examens médicaux et de l'appréciation du comportement professionnel (recommandation visant tous les bureaux extérieurs) | L'UNICEF a mis en place des mécanismes visant à améliorer la gestion des consultants, des experts et du personnel temporaire dans de nombreux bureaux de pays. Il allait continuer à s'employer, en collaboration avec ses bureaux, à assurer le respect du Manuel des ressources humaines. |
| 9. Activités productrices de recettes : faire respecter la règle de gestion financière 9.04 relative aux recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver (recommandation visant la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | L'accord révisé de coopération avec les comités nationaux, dont la négociation est entrée dans sa phase finale, comporte de nouvelles dispositions en matière de taux de contribution et précise les mesures supplémentaires devant être prises dans les cas où le pourcentage de recettes conservées (25 %) ne serait pas respecté. |
| 10. Activités productrices de recettes : étudier la possibilité d'appliquer le pourcentage de 25 % à tous les comités nationaux pour la part des recettes à conserver (recommandation visant la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | |
| 11. Activités productrices de recettes : en consultation avec les comités nationaux, revoir le calendrier de soumission afin que la date limite de présentation des déclarations définitives de recettes et de dépenses soit synchronisée avec celle fixée pour la présentation du rapport financier (recommandation visant la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | L'UNICEF a expliqué que la question de la révision de ce calendrier s'inscrivait, plus largement, dans le débat stratégique en cours sur l'avenir, à long terme, du modèle d'activité applicable aux cartes et aux cadeaux. |
| 12. Administration des voyages : respecter les consignes et directives relatives à la présentation des documents relatifs aux voyages et veiller à ce que les avances sur frais de voyage soient régularisées dans un délai de 15 jours après l'accomplissement du voyage (recommandation visant tous les bureaux extérieurs) | L'UNICEF a mis en place des outils de contrôle dans nombre de bureaux de pays pour parvenir à un meilleur traitement des demandes de remboursement des frais de voyage. Il a ainsi lancé, en 2009, une nouvelle politique d'administration des voyages qui précise les responsabilités du personnel quant au traitement des demandes de remboursement. |

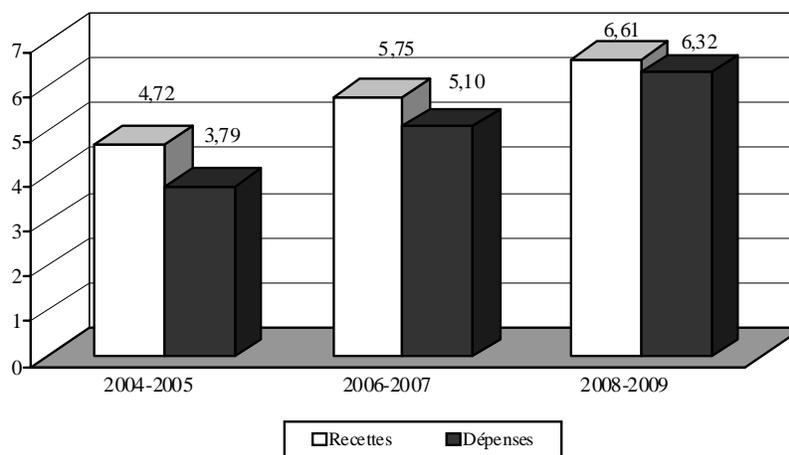
12. À la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/59/736, par. 8), le Comité a examiné l'ancienneté de ses recommandations antérieures et constaté que les 12 recommandations en cours d'application avaient été formulées pour la première fois en 2006-2007.

2. Aperçu de la situation financière

13. Le montant total des recettes de l'exercice considéré s'est élevé à 6,61 milliards de dollars et celui des dépenses à 6,32 milliards, d'où un excédent de 286,24 millions de dollars. Les chiffres correspondants des exercices 2004-2005, 2006-2007 et 2008-2009 sont donnés dans la figure II.1.

Figure II.1
Évolution comparée des recettes et des dépenses

(En milliards de dollars des États-Unis)



14. Pour l'exercice biennal 2008-2009, le montant total des recettes s'est élevé à 6,61 milliards de dollars, contre 5,75 milliards de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 860 millions de dollars (15 %). Soixante-quinze pour cent de cette hausse s'expliquent par l'augmentation des contributions volontaires versées par les gouvernements et les organismes intergouvernementaux, qui sont passées de 3,35 milliards de dollars à 3,99 milliards de dollars. L'augmentation des dépenses, qui ont progressé de 1,22 milliard de dollars (soit 24 %), s'explique principalement par celle des dépenses liées à l'aide aux programmes, qui ont augmenté de 1,11 milliard de dollars, passant de 4,64 milliards de dollars en 2006-2007 à 5,75 milliards de dollars en 2008-2009.

15. Comme on le voit au tableau II.2, le ratio engagements non réglés/total du passif s'est amélioré, tandis qu'il y a eu une légère dégradation des deux autres ratios (disponibilités/total de l'actif et disponibilités/total du passif). Ces baisses s'expliquent principalement par une réduction de 91,34 millions de dollars (soit 4 %) des dépôts à vue et à terme.

Tableau II.2
Principaux ratios financiers

| Ratio | Exercice biennal clos le 31 décembre | | Dividende et diviseur du ratio de 2009 ^a |
|---|--------------------------------------|------|--|
| | 2007 | 2009 | |
| Disponibilités/total de l'actif ^b | 0,65 | 0,56 | 2 138,49/3 800,07 |
| Disponibilités/total du passif ^c | 2,79 | 2,45 | 2 138,49/871,53 |
| Engagements non réglés/total du passif ^d | 0,34 | 0,30 | 264,38/871,53 |

^a En millions de dollars des États-Unis.

^b Un indicateur élevé est le signe d'une bonne santé financière.

^c Un indicateur bas montre qu'il n'y a pas suffisamment de liquidités pour régler les dettes.

^d Un indicateur bas montre que les engagements sont en train d'être réglés.

16. Au 31 décembre 2009, le montant des placements s'élevait à 838,95 millions de dollars, contre 445 millions au 31 décembre 2007, soit une progression de 89 %. Le produit des placements au cours de l'exercice biennal 2008-2009 s'est élevé à 49,95 millions de dollars.

3. État d'avancement de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS)

17. En application de la résolution 61/233 de l'Assemblée générale et comme suite aux observations que le CCQAB a formulées dans le rapport paru sous la cote A/61/350, le Comité a décidé d'analyser une nouvelle fois les insuffisances faisant obstacle à la mise en œuvre des normes IPSAS à l'UNICEF.

Pilotage du projet et organisation

18. L'Assemblée générale a approuvé l'adoption des normes IPSAS dans sa résolution 60/283 et, comme d'autres organismes des Nations Unies, l'UNICEF avait prévu, au départ, de les adopter en 2010. Le même Comité de projet est responsable du projet IPSAS et du projet « One ERP ». Il se compose de directeurs de divisions et de représentants des bureaux hors siège et il est présidé par le Directeur général adjoint à la gestion. Une équipe formée d'un chef de projet et de deux spécialistes des normes IPSAS a été créée pour mettre en œuvre le projet. En septembre 2008, le Comité de projet a approuvé la charte du projet, qui en définit les objectifs et la portée.

19. En juin 2009, le Conseil d'administration de l'UNICEF a pris note d'une proposition visant à reporter à 2012 la pleine adoption des normes IPSAS. Cette proposition se fondait sur l'examen des initiatives en cours, qui avait révélé, notamment, la nécessité de synchroniser le projet IPSAS avec le projet « One ERP » et de tenir compte des incidences financières en découlant. En juillet 2009, la charte du projet a été révisée pour tenir compte de ce report. L'équipe chargée de la mise en œuvre a été élargie aux coordonnateurs chargés du projet « One ERP » au sein des divisions ainsi qu'aux coordonnateurs chargés des normes IPSAS au sein des principales divisions où un important travail de conception et de mise en œuvre était nécessaire.

Mise en œuvre des normes IPSAS

20. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, Chap. II, par. 120), le Comité avait noté que l'UNICEF ne s'était pas doté d'un plan en vue de l'adoption des normes IPAS, et lui avait recommandé d'établir un plan exposant les diverses mesures à prendre en vue de la mise en œuvre complète des normes IPSAS en 2010. S'étant penché sur les mesures adoptées par l'UNICEF pour appliquer cette recommandation, il a constaté que le Comité de projet avait approuvé une démarche de mise en œuvre mobilisant des acteurs de haut niveau, qu'un cadre d'action détaillé avait été défini et appliqué et que des plans d'exécution détaillés étaient en cours d'élaboration. À la date de l'audit, 16 documents stratégiques principaux avaient été achevés et approuvés par le Comité de projet.

21. Toutefois, le plan de communication et de formation n'avait pas été actualisé de manière à tenir compte du nouveau calendrier. Or, le Comité considère que la bonne mise en œuvre de ces normes dépendra en grande partie d'un suivi étroit des différentes étapes, y compris la communication avec les acteurs concernés et la formation du personnel.

22. L'UNICEF a accepté de suivre la recommandation du Comité et de réviser son plan de communication et de formation relatif aux normes IPSAS afin de tenir compte du nouveau calendrier applicable à la pleine adoption de ces normes.

23. L'UNICEF a fait observer que les principales activités de communication prévues dans le plan initial restaient valables et qu'elles seraient donc reportées en 2011. Un plan de formation détaillé qui comporterait un volet consacré aux normes IPSAS était en cours d'élaboration.

4. État des recettes et des dépenses

États financiers vérifiés des partenaires d'exécution

24. En vertu de l'accord de base de coopération entre l'UNICEF et les gouvernements, ces derniers présentent à l'UNICEF dès que possible, et au plus tard dans les 60 jours suivant la fin de chaque exercice, un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de coopération et des états financiers certifiés, vérifiés conformément à leurs règles et procédures en vigueur.

25. Le Comité n'a pas reçu de renseignements concernant le nombre de partenaires gouvernementaux et les dépenses de programme devant faire l'objet d'états financiers vérifiés. En outre, aucun des 15 bureaux de pays de l'échantillon n'avait obtenu d'états financiers vérifiés de ses partenaires gouvernementaux au cours de l'exercice biennal 2008-2009.

26. Le Comité recommande que l'UNICEF revoie la manière dont il s'y prend pour obtenir la preuve de la réalité des dépenses consacrées aux programmes et prenne les mesures voulues en la matière.

27. L'UNICEF a signalé qu'en vertu des Principes régissant la remise de fonds aux partenaires d'exécution, approuvés en septembre 2005 par le Groupe des Nations Unies pour le développement, le formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses était destiné à remplacer tous les autres documents que les partenaires utilisaient pour demander des fonds et rendre compte des dépenses. Il a également fait observer qu'en vertu de la politique harmonisée des

transferts de fonds, tous les partenaires d'exécution étaient tenus de présenter régulièrement un état certifié des dépenses effectuées, et que leur demander de présenter des états financiers vérifiés annuels représenterait une charge administrative (et financière) supplémentaire.

28. Malgré l'explication donnée par l'UNICEF, le Comité demeure d'avis que le formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnement des dépenses est le document interne servant à rendre compte de l'utilisation des fonds transférés et qu'il serait préférable que l'UNICEF fasse certifier les états de dépenses de programme par des vérificateurs externes indépendants.

Traitement comptable des transferts de fonds aux partenaires d'exécution

29. Comme le prévoit le paragraphe 4 des Normes comptables du système des Nations Unies, la comptabilité en droits constatés est un des postulats comptables fondamentaux appliqués par les organismes des Nations Unies; elle consiste à rattacher les dépenses à l'exercice au cours duquel l'engagement ou la dette ont été contractés, et non pas à celui où les montants correspondants sont décaissés. Comme indiqué dans la note 2 relative aux états financiers, toutes les dépenses de l'UNICEF sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité en droits constatés, sauf dans le cas de certaines dépenses relatives aux droits du personnel.

30. Pour l'exercice biennal 2008-2009, le montant total des dépenses de programme de l'UNICEF s'est élevé à 5,75 milliards de dollars, dont 1,68 milliard sous forme de fonds transférés aux partenaires d'exécution soit directement soit au titre de l'assistance en espèces aux gouvernements. Bien qu'elles aient été décaissées avant l'exécution du programme, ces sommes ont été inscrites comme dépenses et non comme avances. Cette pratique est contraire à l'application du principe de la comptabilité en droits constatés aux dépenses.

31. Le Comité a fait des observations sur le sujet dans son rapport sur l'exercice biennal 1994-1995, dans lequel il a précisé que la comptabilisation de l'assistance en espèces versée aux partenaires d'exécution en tant que dépenses de programme au moment où les fonds étaient avancés aux gouvernements était en contradiction avec la définition des dépenses de programme figurant alors dans le Règlement financier de l'UNICEF. Le Comité avait recommandé que l'UNICEF revoie ses règles comptables pour ce qui est de l'assistance en espèces versée à l'avance aux partenaires d'exécution.

32. En septembre 1999, le Conseil d'administration de l'UNICEF a décidé de conserver ses règles comptables et de modifier le Règlement financier en conséquence. Pour l'exercice biennal 2000-2001, le Comité s'est de nouveau déclaré préoccupé par la politique comptable de l'UNICEF en la matière et a recommandé que le Fonds modifie son règlement financier de façon que les avances de trésorerie ne soient comptabilisées comme dépenses de programme qu'une fois reçus les rapports relatifs à l'utilisation de l'argent.

33. L'UNICEF a expliqué que si les virements de fonds étaient considérés comme des dépenses plutôt que comme des avances, c'était parce que la propriété des fonds était intégralement transférée aux bénéficiaires dès le moment du décaissement, et que cette pratique était conforme au Règlement financier et aux règles de gestion financières de l'UNICEF. Il a également fait valoir que, d'après son modèle d'activité actuel, il pouvait contribuer aux programmes de pays de diverses façons,

notamment sous forme d'assistance en espèces. Les programmes de pays appartiennent aux gouvernements, et c'est eux qui contrôlent les ressources qui y sont injectées, notamment au titre de l'assistance en espèces.

34. Selon la pratique en vigueur à l'UNICEF, lorsque le virement de fonds à un partenaire d'exécution est comptabilisé comme une dépense, une fiche de suivi est créée dans le Système de gestion des programmes de l'UNICEF, et elle n'est fermée (liquidée) qu'à la réception du rapport sur l'utilisation des fonds reçus. D'autre part, les transferts de fonds couvrent habituellement les dépenses prévues pour une période ne dépassant pas trois mois. Les bénéficiaires des transferts doivent présenter leurs rapports sur l'utilisation des fonds à l'UNICEF s'ils veulent recevoir les versements suivants. Lorsque les dépenses effectives sont inférieures au montant versé, le solde est soit affecté à d'autres activités, soit rendu à l'UNICEF. Le montant effectif des dépenses n'est établi qu'une fois que le partenaire d'exécution a présenté son rapport sur l'utilisation des ressources financières. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, des fonds alloués aux programmes mais non dépensés d'un montant total de 82,48 millions de dollars ont été réaffectés à d'autres activités ou restitués à l'UNICEF.

35. S'il est possible de demander la restitution des sommes non dépensées, cela signifie que les importants avantages et risques liés à la propriété des fonds n'ont pas été transférés aux partenaires d'exécution au moment où les versements ont été effectués. Il est donc contraire à la comptabilité en droits constatés de comptabiliser les avances consenties aux partenaires d'exécution comme des dépenses définitives.

36. Le Comité recommande que l'UNICEF envisage de réviser son règlement financier de façon que le traitement comptable des transferts de fonds prévoie que les sommes versées d'avance aux partenaires d'exécution soient comptabilisées comme des avances et non comme des dépenses de programme tant que les rapports sur l'utilisation des ressources financières n'ont pas été reçus.

Frais de gestion perçus par les services d'achat

37. La Division des approvisionnements propose des services d'achat qui aident les gouvernements et les organismes de développement à assurer la fourniture de produits de première nécessité destinés aux enfants. D'après une de ses directives exécutives (CF/Exd/2007-004), l'UNICEF devrait facturer un minimum de frais de gestion pour couvrir les dépenses occasionnées par la fourniture de ces services.

38. La Division des approvisionnements a indiqué que les taux moyens de frais de gestion pour l'ensemble des demandes de services d'achat de 2008 et 2009 s'étaient élevés respectivement à 3,95 % et 3,94 % du montant des commandes. Selon la note 9 relative aux états financiers, l'UNICEF a reçu pendant l'exercice financier à l'examen un montant total de 38,68 millions de dollars au titre des frais de gestion, tandis que les dépenses correspondantes liées à la fourniture des services d'achat se sont élevées à 25,87 millions de dollars au total, d'où un excédent de 12,81 millions de dollars comptabilisé dans les états financiers à la rubrique Recettes accessoires. Cette pratique est contraire à l'obligation de percevoir le minimum de frais de gestion permettant de couvrir les coûts supportés par l'UNICEF.

39. L'UNICEF a expliqué que les services d'achat occasionnaient aussi des dépenses indirectes au siège, à New York, et dans les bureaux extérieurs concernés,

dépenses qui n'étaient pas imputées directement aux frais de gestion. N'ayant pas pu évaluer les coûts indirects liés à la fourniture de services d'achat, il n'a pas pu valider le taux actuellement pratiqué pour les frais de gestion.

40. Le Comité recommande que l'UNICEF revoie sa méthode de calcul des coûts relative à la fourniture de services d'achat, de façon que les dépenses indirectes puissent être correctement affectées et imputées aux frais de gestion.

Incohérences entre le tableau des pouvoirs, le tableau des autorisations relatives aux documents et la liste des signataires autorisés

41. La politique de l'UNICEF en ce qui concerne les personnes habilitées à autoriser, certifier, ordonner ou approuver différentes opérations financières ou à effectuer les versements est décrite dans le tableau des pouvoirs, qui sert de base au tableau des autorisations relatives aux documents dans le système de gestion des programmes. Toute modification de ce dernier tableau procède d'une modification du précédent. Les signataires autorisés pour les opérations bancaires portent habituellement le titre de fonctionnaire des paiements.

42. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 62 à 68), le Comité a constaté qu'il existait des incohérences entre le tableau des pouvoirs et le tableau des autorisations relatives aux documents et a recommandé que l'UNICEF veille à ce que les autorisations financières paramétrées dans le Système de gestion des programmes soient conformes aux données du tableau des pouvoirs. Ayant examiné les mesures prises par l'UNICEF pour appliquer cette recommandation, le Comité a noté que des incohérences subsistaient dans certains bureaux extérieurs, lesquelles sont énumérées ci-après :

a) Au bureau de pays de Madagascar, on a relevé 17 incohérences entre les pouvoirs attribués dans le tableau des pouvoirs et dans le tableau des autorisations relatives aux documents. En outre, le bureau ne disposant d'aucune procédure d'examen périodique de ce dernier tableau, il n'a pas été possible de déterminer la nature de ces incohérences;

b) Dans le bureau de pays du Népal, 12 fonctionnaires étaient habilités à intervenir dans la vérification du budget et l'ouverture de crédits avec des pouvoirs plus ou moins étendus selon le tableau. De plus, neuf fonctionnaires étaient autorisés à allouer des fonds pour l'exécution du plan de travail annuel dans le tableau des pouvoirs, mais le tableau des autorisations relatives aux documents n'en faisait pas mention. Enfin, le tableau des autorisations relatives aux documents précisait l'étendue des pouvoirs de quatre autres fonctionnaires, données qui n'apparaissaient pas dans le tableau des pouvoirs;

c) Dans le bureau de pays du Yémen et au Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, les tableaux des pouvoirs en vigueur n'avaient pas été mis à jour depuis mai 2007 et avril 2008, respectivement. Quatre fonctionnaires figuraient toujours sur les listes du Bureau régional en tant que fonctionnaires des paiements alors qu'ils avaient cessé d'y travailler. Le retard avec lequel le tableau des pouvoirs était mis à jour avait également donné lieu à des incohérences entre ce tableau et le tableau des autorisations relatives aux documents. Par exemple, au bureau de pays du Yémen, la limite d'autorisation du représentant et du fonctionnaire chargé des opérations pour les demandes de fonds était fixée à 5 millions de dollars dans le tableau des autorisations relatives aux documents, alors

que, dans le tableau des pouvoirs, elle s'établissait à 1 million de dollars pour l'un et 50 000 dollars pour l'autre.

43. En outre, trois fonctionnaires du bureau de pays du Népal et deux fonctionnaires du Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest qui étaient désignés comme signataires pour les opérations bancaires n'étaient pas habilités à remplir la fonction de fonctionnaires des paiements dans le tableau des pouvoirs, contrairement à ce que prévoit la circulaire financière 9 (Rev. 3) et Add.1.

44. Les divergences entre le tableau des pouvoirs et le tableau des autorisations relatives aux documents et entre le tableau des pouvoirs et la liste des signataires autorisés accroissent le risque que des opérations non autorisées soient effectuées.

45. Le Comité recommande une nouvelle fois que l'UNICEF veille à ce que tous les bureaux extérieurs procèdent en temps utile au suivi et à la mise à jour du tableau des autorisations relatives aux documents, du tableau des pouvoirs et de la liste de signataires autorisés afin d'en garantir la cohérence.

46. L'UNICEF a indiqué qu'il était conscient de la nécessité de tenir à jour le tableau des pouvoirs, le tableau des autorisations relatives aux documents et les listes des signataires autorisés, et qu'il avait éliminé les incohérences constatées dans les bureaux en question. Il continuerait de rappeler aux bureaux leurs responsabilités en la matière.

Contrôle pour approbation des factures de fret

47. La Division des approvisionnements a délégué les fonctions de certification et d'approbation des factures de fret à son centre logistique à l'aide du tableau des pouvoirs. Les consignes permanentes du centre logistique relatives à la certification des factures de fret veulent que l'assistant (soutien logistique) estampille les factures et y appose ses initiales. Pour les factures de 50 000 dollars et plus, le fonctionnaire chargé des expéditions doit également signer et estampiller la facture; ainsi, les factures de fret d'un montant inférieur à 50 000 dollars n'ont pas besoin d'être approuvées pour être acquittées.

48. Le montant total des factures de fret inférieures à 50 000 dollars s'est élevé à 54,34 millions de dollars en 2008 et 49,71 millions de dollars en 2009. Le Comité a examiné un échantillon de 24 factures de fret d'un montant inférieur à 50 000 dollars et a confirmé qu'elles avaient été certifiées bien que n'ayant pas été signées par un agent ordonnateur.

49. L'UNICEF a expliqué que, pour les factures de fret d'un montant inférieur à 50 000 dollars, les fonctions de certification et d'approbation étaient réunies. Cette pratique n'est toutefois pas conforme aux dispositions de sa circulaire financière 34 relative à la séparation des tâches. En outre, l'absence de paraphe sur ces factures risque de nuire au contrôle financier exercé sur les dépenses.

50. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) respecte scrupuleusement les dispositions de sa circulaire financière 34 relative à la séparation des tâches en matière de certification et d'approbation; b) mette en place un dispositif de contrôle pour l'approbation des factures de fret d'un montant inférieur à 50 000 dollars.

5. État de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds

Sommes à recevoir des autres organismes des Nations Unies ou à leur verser

51. Au 31 décembre 2009, les autres organismes des Nations Unies devaient 3,98 millions de dollars à l'UNICEF, qui leur en devait 11,28 millions. Il y avait des écarts importants entre les soldes enregistrés dans les comptes de l'UNICEF et ceux indiqués par lesdits organismes (voir les tableaux II.3 et II.4).

Tableau II.3

Sommes à recevoir : écarts entre les montants enregistrés par l'UNICEF et les autres organismes des Nations Unies au 31 décembre 2009

(En dollars des États-Unis)

| <i>Organisme</i> | <i>Montant enregistré par l'UNICEF</i> | <i>Montant indiqué par les organismes des Nations Unies</i> | <i>Écart (c)=(a)-(b)</i> |
|---|--|---|------------------------------|
| | (a) | (b) | |
| Siège de l'Organisation des Nations Unies | 1 555 045,20 | 0 | 1 555 045,20 |
| Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) | 624 706,52 | 0 | 624 706,52 |
| Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 707 398,11 | 0 | 707 398,11 |
| Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) | 314 060,91 | 0 | 314 060,91 |
| Total | 3 201 210,74 | 0 | 3 201 210,74 |

Tableau II.4

Sommes à payer : écarts entre les montants enregistrés par l'UNICEF et les autres organismes des Nations Unies au 31 décembre 2009

(En dollars des États-Unis)

| <i>Organisme</i> | <i>Montant enregistré par l'UNICEF</i> | <i>Montant indiqué par les organismes des Nations Unies</i> | <i>Écart (c)=(a)-(b)</i> |
|--|--|---|------------------------------|
| | (a) | (b) | |
| Siège de l'Organisation des Nations Unies | 5 835 643,57 | 2 017 411,45 | 3 818 232,12 |
| Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 0 | 4 731 448,18 | -4 731 448,18 |
| Organisation mondiale de la Santé (OMS) | 1 673 660,43 | 2 105 681,00 | -432 020,57 |
| Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) | 1 681 655,41 | 0 | 1 681 655,41 |
| Total | 9 190 959,41 | 8 854 540,63 | 336 418,78 |

52. Le Comité a confirmé l'existence d'un solde à payer au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au vu des justificatifs du versement de 1 681 655,41 dollars effectué par l'UNICEF en janvier 2010. Il n'a toutefois pas pu

expliquer les écarts entre les montants indiqués par l'UNICEF et par les autres organismes des Nations Unies, qui sont présentés dans les tableaux II.3 et II.4 ci-dessus. L'UNICEF a précisé que les autres différences s'expliquaient principalement par des décalages dans le temps et le retard avec lequel les renseignements relatifs aux opérations interinstitutions avaient été établis et communiqués à la fin de l'année. Il a également indiqué qu'il avait lancé, avec quatre des six organismes désignés, début 2009, des activités de mise en concordance et de recouvrement, et qu'il continuerait de coordonner son action avec lesdits organismes afin de liquider les soldes restant à régler.

53. Si l'UNICEF ne met pas ses soldes des sommes à recevoir et à payer en concordance avec ceux des autres organismes des Nations Unies, il s'expose à des différends et cela pourrait nuire à l'exactitude des soldes indiqués dans ses comptes.

54. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devait s'employer plus activement à rapprocher les soldes créditeurs et débiteurs figurant dans ses comptes et dans ceux des autres organismes des Nations Unies.

Indication des principes comptables applicables aux biens fonciers

55. En vertu de l'alinéa v) du paragraphe 49 des Normes comptables du système des Nations Unies, la valeur des terrains et des bâtiments doit être précisée et la méthode d'évaluation (coût d'achat, valorisation ou valeur nominale) clairement indiquée.

56. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 92 à 95), le Comité a fait observer que des terrains ne figuraient pas dans les comptes de l'UNICEF et étaient passés sous silence dans les états financiers. Il a donc recommandé au Fonds de procéder à l'inventaire complet de tous ses biens fonciers et d'en rapprocher les résultats des éléments figurant dans sa comptabilité.

57. Ayant examiné ce qu'avait fait l'UNICEF pour appliquer cette recommandation, le Comité a constaté que le Fonds avait fait l'inventaire de tous les immeubles de bureaux, logements de fonction et terrains qu'il possédait, qui lui avaient été donnés ou qu'il louait, et avait rapproché les résultats de ce qui figurait dans ses comptes d'actifs. L'UNICEF a indiqué qu'au 31 décembre 2009, il avait reçu gratuitement trois terrains (situés au Burundi, au Zimbabwe et en Haïti) et en avait inscrit le coût, qui était nul, à la rubrique « Bâtiments » dans ses états financiers. Les notes relatives à ces états ne contenaient toutefois aucune mention de cette valeur nulle ni de la méthode d'évaluation, ce qui est contraire aux dispositions des Normes comptables du système des Nations Unies.

58. L'UNICEF a accepté d'indiquer dans les notes relatives aux états financiers, comme le Comité le recommandait, la valeur de tous les terrains à sa disposition.

6. Prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie après la cessation de service

Indication des prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie après la cessation de service

59. Dans sa résolution 60/255, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que les charges à payer au titre des prestations liées à la cessation de service apparaissent dans les états financiers de l'ONU. Dans sa résolution 61/264, elle a noté que les normes IPSAS imposaient de faire figurer dans les états financiers proprement dits le montant des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et la valeur des prestations futures, cette règle étant applicable que les charges soient ou non financées par capitalisation.

60. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 109), le Comité a noté que l'UNICEF n'avait pas provisionné ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) mais avait fait figurer ces prestations dans les notes relatives aux états financiers. En conséquence, il a recommandé que l'UNICEF envisage d'inclure ses prestations liées à la cessation de service dans les états financiers proprement dits. Il a noté que, pour l'exercice considéré, l'UNICEF avait continué de reléguer les obligations liées à la cessation de service dans les notes relatives aux états financiers.

61. Comme indiqué dans la note 2 relative aux états financiers, l'UNICEF a pour principe de présenter les engagements au titre des prestations liées à la cessation de service (notamment au titre de l'assurance maladie) dans les notes relatives aux états financiers. Le Comité demeure d'avis que le fait de faire figurer ces engagements dans le corps des états financiers permettrait d'améliorer la transparence de l'information financière communiquée, en particulier en vue de l'application des normes IPSAS.

62. Le Comité recommande que l'UNICEF revoie ses règles comptables et fasse figurer ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service dans les états financiers proprement dits lorsqu'il adoptera les normes IPSAS.

63. L'UNICEF a indiqué qu'il prévoyait de faire figurer ces engagements dans le corps des états financiers au moment de l'adoption des normes IPSAS, soit à compter du 1^{er} janvier 2012.

Données démographiques

64. Comme prescrit par la résolution 64/241, le Comité a continué de valider les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Au 31 décembre 2009, le montant total des prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) de l'UNICEF s'élevait à 578,28 millions de dollars, dont 463,99 millions de dollars au titre de l'assurance maladie, 37,62 millions au titre des reliquats de congé payé et 76,67 millions au titre des prestations liées au rapatriement. Le montant des prestations dues a été calculé sur la base de l'évaluation actuarielle réalisée par un actuaire externe, à l'aide des données démographiques fournies par l'UNICEF et en appliquant les hypothèses actuarielles retenues à l'échelle du système des Nations Unies.

65. Les données démographiques qui ont servi à calculer le montant des prestations dues à la cessation de service ou après (y compris l'assurance maladie) par l'UNICEF au 31 décembre 2009 étaient partiellement obsolètes. L'UNICEF a expliqué que les bureaux extérieurs devaient remettre le 25 janvier 2010 au plus tard leur décompte de fin d'année des jours de congé non pris, alors que la date limite pour la communication des données démographiques à l'actuaire était fixée au 10 janvier 2010 au plus tard. Après avoir reçu les décomptes de fin d'année, l'UNICEF a mis à jour ses données démographiques, en mars 2010. En analysant les données démographiques fournies à l'actuaire et les données mises à jour, le Comité a relevé plusieurs divergences (voir tableau II.5) :

Tableau II.5

Écarts entre les données démographiques mises à jour et celles fournies à l'actuaire

| | <i>Données démographiques fournies à l'actuaire</i> | <i>Données démographiques mises à jour</i> | <i>Écart</i> |
|--------------------------------------|---|--|--------------|
| Nombre de fonctionnaires en activité | 11 022 | 10 919 | 103 (1 %) |
| Congés annuels accumulés | 332 559 | 359 715 | 27 156 (8 %) |

Source : Données démographiques fournies par l'UNICEF.

66. L'UNICEF a expliqué que l'écart entre les données fournies à l'actuaire et les données mises à jour concernant le nombre de fonctionnaires en activité tenait au retard avec lequel il était informé des noms à supprimer de la base de données tenue au siège, tandis que l'écart entre les chiffres donnés concernant les congés annuels accumulés était dû au fait que l'on avait utilisé les données de 2008 et non celles de 2009.

67. En mars 2010, l'UNICEF a demandé à l'actuaire d'évaluer l'incidence de la modification des données sur les engagements estimés au titre des prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie). L'actuaire a répondu que si l'on recalculait le montant de ces engagements, on obtiendrait : a) une augmentation de 2 à 3 % des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (qui passeraient de 9,28 millions de dollars à 13,92 millions de dollars); b) une augmentation de 1 à 2 % des engagements au titre des prestations liées au rapatriement (qui passeraient de 0,77 million de dollars à 1,53 million); c) une augmentation des engagements au titre des reliquats de congé payé bien inférieure à 4,62 % (1,74 million de dollars).

68. L'UNICEF a expliqué qu'il avait considéré, en concertation avec l'actuaire, qu'il n'était pas judicieux de demander à celui-ci de procéder à une nouvelle évaluation, compte tenu du calendrier de présentation des états financiers. Il a donc précisé dans les notes relatives aux états financiers la raison pour laquelle les données démographiques étaient erronées et quelle incidence avait cette erreur.

69. Lors de ses visites sur le terrain, le Comité a également constaté, au Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, et dans les bureaux de pays de la République démocratique populaire lao et du Kenya, que les reliquats de congé annuel accumulés présentés au siège de l'UNICEF concernant certains fonctionnaires ne concordaient pas avec les états de présence tenus par ces bureaux.

70. Du fait de cette divergence, ainsi que de la fourniture de données démographiques obsolètes à l'actuaire, le montant des engagements au titre des prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) indiqué dans les notes relatives aux états financiers pourrait être inexact.

71. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devait, pour les exercices à venir, faire le nécessaire pour assurer l'exactitude des données utilisées pour calculer les prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie).

Financement des prestations liées à la cessation de service, notamment au titre de l'assurance maladie après la cessation de service

72. Avec l'aval du Conseil d'administration, l'UNICEF a constitué des réserves en 2003 pour l'assurance maladie après la cessation de service et en 2006 pour les prestations dues à la cessation de service, pour des montants initiaux de 30 millions et de 10 millions de dollars prélevés sur les ressources ordinaires. Le Conseil d'administration a approuvé le versement de 30 millions de dollars par an à la réserve destinée à l'assurance maladie pendant la période de 2006 à 2009. Le fonds de réserve destiné aux prestations dues à la cessation de service augmente chaque année du montant net des contributions, déduction faite des paiements effectués.

73. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 112), le Comité a noté que la réserve constituée par l'UNICEF pour les prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) n'était pas suffisante, et recommandé que l'UNICEF mette en place des mécanismes permettant de provisionner intégralement ces engagements. Ayant examiné les mesures prises par l'UNICEF pour appliquer cette recommandation, le Comité a constaté qu'au 31 décembre 2009, le fonds de réserve destiné aux prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) s'élevait à 237,97 millions de dollars, contre 168,28 millions au 31 décembre 2007, ce qui représentait une augmentation de 41 %.

74. Toutefois, au 31 décembre 2009, les charges non provisionnées au titre des prestations liées à la cessation de service (y compris l'assurance maladie) s'élevaient à 340,31 millions de dollars (voir le tableau II.6), ce qui correspondait à 41 % du solde des fonds non affectés de l'UNICEF, lequel se montait à 825,98 millions de dollars.

Tableau II.6

Obligations au titre des prestations liées à la cessation de service (y compris au titre de l'assurance maladie) et réserve constituée au 31 décembre 2009

(En millions de dollars des États-Unis)

| Type de prestation | | | Montant |
|--|---------------|---------------|-----------------|
| | Passif | Réserve | non provisionné |
| Assurance maladie après la cessation de service | 463,99 | 210,00 | 253,99 |
| Autres engagements dus à la cessation de service | 114,29 | 27,97 | 86,32 |
| Total | 578,28 | 237,97 | 340,31 |

Source : États financiers vérifiés.

75. Le Comité recommande que l'UNICEF constitue des réserves suffisantes pour financer les prestations liées à la cessation de service.

76. L'UNICEF a précisé qu'il avait décidé de constituer ses réserves de manière avisée et en tenant compte de l'allocation de ressources aux activités relatives aux programmes. Il a également indiqué qu'il continuerait de mesurer la part non provisionnée de l'assurance maladie après la cessation de service et des sommes dues à la cessation de service afin de pouvoir maintenir un équilibre à long terme entre la constitution de réserves et l'exécution de son mandat.

Méthode d'évaluation des sommes à payer au titre des congés annuels

77. Comme il est expliqué dans la note 21 relative aux états financiers, les engagements de l'UNICEF au titre des congés payés étaient estimés à 37,62 millions de dollars au 31 décembre 2009. Alors que les engagements au titre des congés annuels étaient auparavant estimés par une méthode de calcul fondée sur les dépenses courantes, l'UNICEF applique désormais une nouvelle convention comptable, selon laquelle il fonde son calcul sur une évaluation actuarielle réalisée par un consultant externe. Ce dernier a indiqué dans son rapport que l'UNICEF lui avait demandé de présenter une évaluation actuarielle des prestations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, du rapatriement et des congés annuels, pour se conformer à la norme IPSAS 25.

78. L'UNICEF a justifié le changement de méthode d'évaluation des congés annuels en invoquant la norme IPSAS 25, alors qu'il n'est pas fait mention de ces normes dans les états financiers. Il considère que cette mesure contribue à améliorer l'information financière et est conforme aux Normes comptables du système des Nations Unies en même temps qu'elle constitue un pas vers la mise en œuvre des normes IPSAS.

79. Le Comité a pris ce fait en considération et vérifié que la nouvelle méthode d'évaluation serait conforme aux normes IPSAS lorsque celles-ci seraient pleinement appliquées à l'UNICEF.

80. La norme IPSAS 25 établit une distinction importante entre les prestations à court et à long terme. L'UNICEF a appliqué la méthode de l'évaluation actuarielle aux engagements au titre des congés annuels en supposant que ces congés constituaient une prestation à long terme.

81. Selon la norme IPSAS 25, les prestations à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) qui sont dus intégralement dans les 12 mois suivant la fin de la période pendant laquelle un membre du personnel a assuré les services correspondants. Le paragraphe 11 de la norme donne des exemples de prestations à court terme, dont les absences rémunérées de courte durée (telles que les congés annuels et les congés maladie), lorsque les absences se produisent normalement dans les 12 mois suivant la période pendant laquelle le personnel a apporté les services correspondants. Le fait que les fonctionnaires peuvent reporter les jours de congé accumulés d'un exercice à l'autre, comme le prévoit le règlement du personnel de l'UNICEF, ne suffit pas pour que les congés annuels soient considérés comme une prestation à long terme, pas plus que le fait que les fonctionnaires ont droit au paiement des jours de congé non pris à la cessation de service. La norme IPSAS 25 (par. 14 à 19) précise quels sont les types de prestation considérés comme des avantages à court terme.

82. En outre, le paragraphe 12 de la norme IPSAS 25 établit que les prestations à court terme sont généralement comptabilisés immédiatement, aucune hypothèse actuarielle n'étant nécessaire pour évaluer l'obligation ou la charge, et il n'y a pas d'écart actuariel à enregistrer. De plus, les obligations au titre des prestations à court terme sont chiffrées sans actualisation.

83. Par conséquent, le Comité estime que le montant des obligations au titre des jours de congé accumulés calculé au moyen de l'évaluation actuarielle (soit 37,62 millions de dollars) n'a pas été calculé conformément à la norme IPSAS 25 car a) il tient compte des jours de congé qui seront accumulés à l'avenir; et b) les montants futurs ont été actualisés.

84. Le Comité recommande que l'UNICEF envisage de revoir sa méthode d'évaluation des obligations au titre des jours de congé, dans la perspective de l'application des normes IPSAS.

Taux d'actualisation

85. Dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service qu'il avait faite précédemment, l'UNICEF avait appliqué un taux d'actualisation de 5,5 %. L'engagement au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2009 a été évalué avec un taux d'actualisation de 6,0 %.

86. Un taux d'actualisation est un taux d'intérêt communément utilisé pour déterminer la valeur actuelle d'un montant qui sera gagné ou perdu dans l'avenir. En d'autres termes, il représente la valeur temporelle de l'argent. Les obligations au titre de l'assurance maladie correspondent à des prestations qui seront assurées par l'UNICEF à ses fonctionnaires retraités dans l'avenir. Comme la plupart des systèmes comptables, les normes IPSAS requièrent que ces montants soient « actualisés » de sorte que l'entité qui présente les états financiers utilise la valeur actuelle des futures prestations pour estimer ses obligations.

87. Dans la pratique, plus le taux d'actualisation est élevé et plus la valeur actualisée des montants futurs est faible; inversement, plus le taux d'actualisation est faible et plus la valeur actuelle des montants futurs est élevée. En conséquence, toutes choses étant égales par ailleurs, le relèvement du taux d'actualisation utilisé par l'UNICEF a eu pour effet de réduire le montant de ses obligations au titre de l'assurance maladie, par rapport à l'exercice précédent. À cet égard, la note 21 relative aux états financiers indique qu'une augmentation de 1,0 % du taux d'actualisation entraînerait une diminution de 17 % des obligations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, soit 78,88 millions de dollars.

88. La norme IPSAS 25, qui sert de référence pour la méthode actuarielle applicable à l'évaluation des obligations au titre de l'assurance maladie en vertu de la résolution 61/264 de l'Assemblée générale, ne prescrit pas de taux d'actualisation particulier. Cependant, elle établit que le taux à utiliser pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (que ceux-ci soient financés d'avance ou non) doit correspondre à la valeur temporelle de l'argent. La monnaie et la durée de l'instrument financier retenu pour traduire cette valeur doivent être la monnaie et à la durée prévue des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (par. 91). La norme précise en outre qu'une entité doit déterminer si la meilleure approximation du taux d'actualisation traduisant la valeur temporelle de

l'argent est obtenue par référence au rendement sur le marché, à la date d'établissement des comptes, des obligations d'État, des obligations de sociétés de qualité ou d'un autre produit financier (par. 94).

89. Comme la plupart des éléments de la méthode d'évaluation actuarielle des obligations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, le taux d'actualisation a été arrêté par l'ONU pour toutes les entités qui participent aux mêmes régimes d'assurance maladie et au nom desquelles elle a coordonné les travaux d'évaluation.

90. En choisissant un taux d'actualisation pour l'évaluation des prestations dues à la cessation de service, l'ONU s'est fixé pour objectif de déterminer le montant qui, s'il était investi dans un portefeuille de titres d'emprunt de qualité, produirait les flux financiers voulus pour effectuer les versements au titre des prestations qui deviennent exigibles. Jusqu'ici, l'Organisation a déterminé le taux d'actualisation hypothétique par référence aux taux de rendement de placements à revenu fixe de qualité qui assureraient des flux financiers correspondant aux échéances et aux montants des versements attendus. Les taux de rendement qu'elle a retenus comme référence étaient ceux d'obligations à long terme de qualité émises par des sociétés.

91. Tout en convenant que cette méthode est conforme à la norme IPSAS 25, le Comité formule les observations ci-après afin qu'elles soient prises en considération lors de l'examen des moyens de financer les obligations en question :

a) L'augmentation du taux d'actualisation ne traduit pas l'évolution des taux d'intérêt qui ont eu tendance à diminuer au cours de la période qui vient de s'écouler. Cette augmentation tient au fait que l'ONU a décidé de ne pas relever le taux d'actualisation pour l'évaluation précédente, alors que l'application de la méthode décrite plus haut aurait exigé de le porter de 5,5 % à 6,5 %. Compte tenu des incertitudes entourant les prescriptions des normes IPSAS (la norme IPSAS 25 n'a pas encore été adoptée), l'ONU a décidé, par précaution, de maintenir le taux à 5,5 %. Si elle avait choisi de le porter à 6,5 % à l'époque, le taux aurait alors diminué au lieu d'augmenter pour la dernière évaluation – ce qui aurait correspondu à la conjoncture économique;

b) Le taux d'actualisation n'est qu'un exemple du niveau élevé d'incertitude inhérent à l'évaluation actuarielle d'une obligation. Même si elle cadre avec les Normes comptables applicables, cette évaluation n'est qu'une estimation de la valeur réelle de l'obligation. En conséquence, le Conseil d'administration de l'UNICEF voudra peut-être ne pas considérer l'évaluation actuarielle comme la référence absolue. Les évaluations reposant sur des normes autres que comptables peuvent produire des résultats différents. Le Comité tient d'ailleurs à souligner qu'une évaluation des besoins de financement (« évaluation de trésorerie ») donnerait une valeur différente de celle de l'évaluation comptable, qui est conçue pour donner des estimations généralement plus prudentes.

7. Budgétisation et gestion axées sur les résultats

Budget d'appui

92. L'UNICEF a établi le budget d'appui pour l'exercice biennal 2008-2009 suivant la méthode de la budgétisation axée sur les résultats, qui couvre les résultats attendus, les indicateurs, les niveaux de référence et les niveaux cibles.

93. Le Comité a examiné un échantillon de sept budgets d'appui pour l'exercice 2008-2009, présentés par cinq divisions du siège et deux bureaux régionaux, et y a relevé les lacunes suivantes : a) certains des résultats n'étaient pas précis, mesurables, réalisables, pertinents et assortis d'une échéance et certains des indicateurs n'étaient pas mesurables; b) il n'y avait pas pour chaque résultat des prévisions budgétaires et une définition des activités correspondantes. En outre, aucun système n'était en place pour assurer le suivi de l'exécution du budget axé sur les résultats, notamment en mesurant le progrès accompli vers la réalisation des résultats.

94. L'UNICEF a expliqué que 2008-2009 était le premier exercice biennal pour lequel la budgétisation axée sur les résultats avait été utilisée pour établir et présenter le budget d'appui et que, cette méthode en étant encore à ses débuts, les fonctionnaires la connaissaient mal. Les résultats attendus et les indicateurs avaient bien été définis, mais la correspondance avec les prévisions budgétaires n'avait pas toujours été clairement établie.

95. Sans disposer de prévisions de dépenses pour chaque résultat, l'UNICEF n'a pas pu établir un lien manifeste entre les résultats attendus et les ressources nécessaires à l'accomplissement de chaque fonction, et l'absence de système de suivi risquait de rendre difficile l'évaluation de la performance de la direction de chaque division.

96. Le Comité recommande que l'UNICEF : a) crée pour son personnel des stages de formation à la budgétisation axée sur les résultats; b) fasse figurer dans ses futurs budgets les prévisions budgétaires et les activités correspondant à chacun des résultats attendus; c) mette en place un mécanisme permettant de suivre l'exécution du budget et le progrès accompli dans la réalisation des objectifs.

97. L'UNICEF a indiqué qu'il organiserait une formation à la budgétisation axée sur les résultats dans le cadre de la mise en service de son progiciel de gestion intégré « One ERP », ce qui aiderait à faire le lien entre les dépenses et les ressources et à suivre l'exécution du budget.

98. Il a également fait savoir qu'il entreprenait avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le FNUAP une étude visant à renforcer la budgétisation axée sur les résultats, en s'attachant particulièrement à donner dans les projets de budget des informations détaillées sur les activités et les coûts y afférents. Les résultats de cette étude seront mis en œuvre en même temps que le plan d'élaboration d'un budget intégré à l'horizon 2014, qui a été approuvé par le Conseil d'administration.

Report de crédits alloués aux programmes

99. Une note d'orientation du Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics dispose que l'UNICEF doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le report des crédits. Toutefois, 369 dons (soit 30 %) concernant des crédits alloués au titre des autres ressources, d'une valeur totale de 0,68 milliard de dollars, ont été reportés au-delà de leur date d'expiration du 31 décembre 2009. Les taux de report des crédits alloués au titre des autres ressources étaient de 35 % pour la région d'Europe centrale et orientale et de la

Communauté d'États indépendants et 32 % pour la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique.

100. Le Comité a examiné un échantillon de 25 reports de crédits alloués au titre des autres ressources et a noté que 20 d'entre eux (soit 80 %) étaient imputables au retard pris dans l'exécution du programme et que 23 n'avaient pas été présentés par les bureaux extérieurs au Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics au moins trois mois avant l'expiration des crédits concernés, comme le veut la procédure prévue dans la note d'orientation. Les reports allaient d'un demi-mois à 10 mois. Par ailleurs, l'UNICEF n'avait pas de mécanisme lui permettant de s'assurer que les bureaux extérieurs respectaient les délais fixés pour la présentation des demandes de report.

101. Les reports de crédits alloués aux programmes risquent de nuire à la capacité de l'UNICEF de lever des fonds à l'avenir, et les retards constatés dans la présentation des demandes de report pourraient l'empêcher d'avoir le temps de mener des négociations avec les donateurs sur les fonds non dépensés.

102. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait a) fournir l'appui nécessaire aux bureaux affichant des taux de report élevés, afin qu'ils puissent améliorer l'exécution des programmes, et b) mettre en place des mesures permettant de contrôler le respect des délais de présentation des demandes de report de crédits des bureaux extérieurs.

Remboursements aux donateurs

103. L'UNICEF rembourse les donateurs dans les cas suivants : a) lorsqu'un projet a été exécuté à un coût moindre que prévu; b) lorsqu'un projet n'a pas été achevé mais le donateur ne peut pas reporter la date d'expiration du crédit alloué; c) lorsqu'un programme est annulé.

104. Un montant de 13,2 millions de dollars relatif correspondant à 467 crédits expirés a été remboursé aux donateurs en 2009. Cent six (soit 23 %) des crédits alloués, d'une valeur de 4,9 millions de dollars, avaient expiré avant 2006 et représentaient 37 % du montant total remboursé en 2009. En outre, 757 crédits alloués au titre des Autres ressources, pesant au total 5,2 millions de dollars, avaient expiré au 31 décembre 2008, leur montant comprenant 3,1 millions qui n'avaient pas été clôturés au moment de l'audit. Cela signifie que les fonds expirés n'avaient pas encore été réaffectés à d'autres programmes ou aux ressources générales, ni remboursés aux donateurs. Par ailleurs, il n'existait aucune règle régissant les remboursements et en désignant les responsables.

105. L'absence de pareilles règles et la clôture tardive des crédits expirés pourraient retarder le remboursement de fonds aux donateurs.

106. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait définir des règles régissant le processus de remboursement.

8. Transferts de fonds

107. En application de sa circulaire financière n° 15 (Rev.2), l'UNICEF apporte un soutien financier direct aux gouvernements, ce qui s'appelle l'« assistance financière aux gouvernements ».

108. En septembre 2005, le Groupe des Nations Unies pour le développement, qui comprend le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP et le Programme alimentaire mondial (PAM), a défini un schéma opérationnel commun, le « Dispositif relatif aux transferts de fonds aux partenaires d'exécution », à la suite de quoi tous les organismes du Groupe effectuent leurs virements de fonds suivant la procédure harmonisée de virements de fonds aux partenaires d'exécution.

109. En septembre 2005, l'UNICEF a publié la révision 3 de la circulaire financière n° 15 afin de donner effet à ses politiques et procédures en matière de transferts de fonds aux partenaires d'exécution à la suite de la mise en œuvre de la procédure harmonisée. Cette circulaire prévoit l'utilisation d'un formulaire d'autorisation de financement et d'ordonnancement des dépenses pour déclarer les transferts de fonds aux partenaires. Cette procédure de notification se distingue de celles qui s'appliquent à l'assistance financière aux gouvernements en ce que les partenaires d'exécution ne sont pas tenus de présenter à l'UNICEF des pièces justificatives confirmant qu'ils ont effectivement reçu les fonds transférés.

110. D'après les statistiques au 30 avril 2009 du Groupe des Nations Unies pour le développement, sur les 123 pays dans lesquels des membres du Groupe sont présents, 9 n'avaient pas mis en œuvre la procédure harmonisée de virements de fonds parce qu'ils n'en avaient pas eu l'occasion, 17 l'avaient pleinement appliquée et les 97 restants en étaient à différents stades de sa mise en application. Les révisions 2 et 3 de la circulaire financière n° 15 étaient donc toutes deux applicables durant l'exercice considéré.

Activités de suivi et de contrôle des transferts de fonds

111. La circulaire financière n° 15 (Rev.2) impose aux bureaux extérieurs d'effectuer un suivi et des vérifications ponctuelles sur le terrain afin de contrôler l'utilisation des versements effectués au titre de l'assistance financière aux gouvernements. Le Dispositif définit les activités de contrôle devant être entreprises à cette fin, prévoyant notamment des examens périodiques sur place (vérifications ponctuelles et audits spéciaux), un suivi de l'exécution des programmes (grâce à des visites et à un suivi sur place) et des audits programmés. Il impose également de prévoir et de mener des activités de contrôle et d'établir un plan d'audit annuel.

112. Le Comité a examiné les activités de suivi et de contrôle menées par les bureaux de pays et relevé les lacunes suivantes :

a) Le bureau de pays de Madagascar n'a pas programmé ni exécuté de vérifications ponctuelles en 2008;

b) Au bureau de pays du Tadjikistan, la feuille utilisée pour les vérifications ponctuelles ne contenait pas de recommandations à l'intention des partenaires, ni aucune observation formulée par ceux-ci;

c) Le bureau de pays du Cambodge a omis certaines vérifications ponctuelles, faute de personnel;

d) Au bureau de pays de la Chine, il n'y avait aucun mécanisme de coordination de toutes les activités de contrôle. En outre, le manuel des vérifications standard et la liste de contrôle n'avaient pas été respectés et aucun système n'avait été mis en place aux fins du suivi de la mise en œuvre des recommandations faites lors des vérifications ponctuelles.

113. D'autre part, le Comité a distribué à 17 bureaux de pays, qui assuraient à eux seuls 51 % du total des versements effectués par l'UNICEF pour l'exercice 2008-2009, des questionnaires sur les activités de suivi et de contrôle portant sur l'assistance financière aux gouvernements et les transferts de fonds aux partenaires d'exécution. Il a reçu 15 réponses, dont une du bureau de pays de l'Iraq, où la situation sur le plan de la sécurité a empêché toute activité de suivi ou de contrôle. Sur les 14 autres bureaux de pays, 7 n'avaient pas prévu d'activités de contrôle à l'échelle du bureau en 2008, et 6 ne l'avaient pas fait en 2009. En outre, 12 n'avaient pas établi de plans d'audit annuels pour 2008 et 2009, contrairement à ce que prévoit le Dispositif.

114. Du fait que des bureaux n'aient pas organisé d'activités de contrôle ni d'audits annuels, et vu l'insuffisance de certaines activités de suivi et de contrôle, l'UNICEF risque de ne pas pouvoir établir avec certitude que l'assistance financière aux gouvernements et les fonds transférés aux partenaires d'exécution ont été utilisés correctement.

115. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait s'assurer que tous les bureaux de pays organisent et entreprennent les activités de suivi et de contrôle visées dans la circulaire financière n° 15 et le Dispositif relatif aux transferts de fonds aux partenaires d'exécution.

116. L'UNICEF a déclaré qu'il continuerait de rappeler à tous ses bureaux de pays les obligations qui découlent de la circulaire financière et du Dispositif relatif aux transferts de fonds aux partenaires d'exécution.

Transferts de fonds en instance

117. Dans un rapport au Conseil d'administration daté du 30 mai 2002, l'UNICEF indiquait que les versements effectués au titre de l'assistance financière devaient couvrir les dépenses prévues pour une période de trois mois au maximum. et que le bénéficiaire de l'assistance financière était tenu de lui présenter un rapport financier et d'activité dans un délai de six mois, ou de neuf mois dans des cas exceptionnels, après que les fonds ont été versés.

118. Dans son précédent rapport (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 58 à 60), le Comité faisait observer que dans huit bureaux de pays, certains transferts de fonds étaient restés en instance pendant plus de neuf mois, et recommandait que l'UNICEF règle tous les cas d'assistance financière en instance. Ayant examiné les mesures prises par l'UNICEF pour donner suite à cette recommandation, il a constaté que le siège à New York avait renforcé le suivi des transferts de fonds à l'échelle mondiale et écrit tous les trois mois aux bureaux régionaux pour faire le point de l'état des transferts, attirant l'attention sur ceux qui étaient en souffrance depuis plus de neuf mois.

119. Au 31 décembre 2009, 507,86 millions de dollars de transferts de fonds étaient toujours en instance, dont 30,12 millions (6 %) depuis six à neuf mois et 4,51 millions (1 %) effectués par 56 bureaux de pays depuis plus de neuf mois.

120. À l'occasion des audits des bureaux extérieurs, le Comité a examiné les rapports de suivi des transferts de fonds aux partenaires d'exécution établis par cinq bureaux de pays (Madagascar, Népal, Niger, Sénégal et République-Unie de Tanzanie) et constaté que des transferts s'élevant au total à 345 455 dollars étaient

restés en instance pendant plus de neuf mois après que le versement avait été autorisé.

121. L'UNICEF a expliqué que les retards importants dans les transferts de fonds étaient dus à différentes circonstances imputables aux partenaires d'exécution, telles que la rotation du personnel, des retards dans l'exécution des projets, des lenteurs dans l'utilisation des fonds et des dossiers incomplets.

122. Les transferts de fonds en instance pourraient empêcher l'UNICEF de veiller comme il se doit à la bonne utilisation des crédits alloués aux programmes.

123. L'UNICEF a accepté la recommandation qu'a de nouveau formulée le Comité selon laquelle il devrait redoubler d'efforts pour régulariser les transferts de fonds en instance depuis longtemps.

Accusés de réception

124. Les révisions 2 et 3 de la circulaire financière n° 15 de l'UNICEF disposent l'une et l'autre que pour tous les transferts de fonds, un reçu officiel doit être obtenu du chef de l'administration concernée ou du responsable officiellement chargé de la comptabilisation des fonds. Joint au bordereau de paiement correspondant, ce reçu est conservé dans les dossiers de l'UNICEF.

125. Dans son précédent rapport (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 50), le Comité notait que, dans six bureaux de pays, certains bordereaux de paiement n'étaient pas assortis de reçus émis par les partenaires d'exécution, et il recommandait que l'UNICEF veille à ce que ses bureaux de pays respectent les dispositions de la circulaire financière n° 15 à cet égard. Le Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et les bureaux de pays de Madagascar, du Cambodge, du Tadjikistan, de la République démocratique populaire lao et du Yémen n'avaient pas non plus obtenu de leurs partenaires d'exécution tous les reçus nécessaires.

126. De même, dans les bureaux de pays de la République démocratique populaire lao, de Madagascar, du Tadjikistan, du Népal et du Niger, certains bordereaux de paiement n'étaient pas assortis d'un reçu. Les groupes des finances des bureaux de pays de la République démocratique populaire lao et de Madagascar ont classé les reçus et les bordereaux de paiement séparément. Dans les bureaux de pays du Tadjikistan et du Népal, ce sont les sections des programmes qui les ont conservés, et non, comme l'exige la circulaire financière, les groupes des finances. Au bureau de pays du Népal, six reçus ne portaient pas la signature du partenaire.

127. Faute de reçus, l'UNICEF pourrait être incapable de vérifier que les virements ont effectivement été reçus.

128. Le Comité recommande à nouveau que l'UNICEF veille à ce que ses bureaux de pays respectent les dispositions de la circulaire financière n° 15 sur la délivrance de reçus officiels par les bénéficiaires de transferts de fonds.

129. L'UNICEF a déclaré qu'il continuerait de rappeler à tous ses bureaux de pays les obligations qui découlent de la circulaire financière en ce qui concerne l'obtention de reçus officiels pour les transferts de fonds.

9. Gestion des programmes et des projets

Présentation et notation des évaluations réalisées

130. En application de la politique de l'UNICEF en matière d'évaluation (E/ICEF/2008/4), les bureaux et divisions de l'UNICEF sont tenus d'enregistrer les évaluations réalisées dans la base de données en ligne du Fonds sur l'évaluation, dans les trois mois suivant la date de leur achèvement. Le Bureau de l'évaluation gère l'appréciation des évaluations et note toutes les évaluations dans les six mois suivant leur réalisation.

131. Au 31 mars 2010, 97 (soit 37 %) des 260 évaluations réalisées pour 2009 avaient été enregistrées dans la base de données de l'UNICEF sur l'évaluation. Les taux de présentation des évaluations pour 2006, 2007 et 2008 se sont élevés respectivement à 25 %, 20 % et 15 %. Si les chiffres indiquent qu'une certaine amélioration a été réalisée en 2009, il reste des progrès à faire. Comme on le verra en détail plus loin dans le présent rapport, le Bureau de la vérification interne des comptes s'est également penché, dans ses audits des bureaux de pays, sur les retards constatés dans l'exécution des évaluations de programme.

132. L'UNICEF a expliqué que, ces dernières années, il s'était efforcé par plusieurs moyens d'améliorer le taux de présentation des évaluations, notamment en rappelant la nécessité de présenter lors des réunions de suivi et d'évaluation, ainsi que dans les rappels écrits adressés chaque année aux bureaux de pays à propos des lignes directrices relatives à l'établissement de leurs rapports annuels. Bien que les règles soient clairement définies et que des mesures aient été adoptées pour insister sur le caractère obligatoire des évaluations, la situation laissait néanmoins toujours à désirer.

133. Au total, 105 rapports d'évaluation concernant l'année 2008 avaient été achevés et présentés, dont 45 (soit 43 %) n'avaient pas été notés par le Bureau des évaluations dans le délai de six mois fixé par les règles de l'UNICEF en matière d'évaluation. Les retards accumulés dans la présentation et la notation des évaluations pourraient empêcher l'UNICEF de partager les enseignements tirés de l'expérience et d'améliorer ses capacités d'évaluation afin d'en tirer parti dans l'exécution des programmes.

134. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait s'assurer que toutes les évaluations sont présentées et notées dans les délais prévus par les règles de l'UNICEF en la matière (E/ICEF/2008/4).

135. L'UNICEF a indiqué qu'il appliquait une nouvelle stratégie visant à augmenter le taux de présentation et de notation des rapports d'évaluation.

Appui apporté par les bureaux régionaux aux bureaux de pays

136. Les bureaux régionaux de l'UNICEF sont chargés de fournir des orientations et des services d'appui, de contrôle et de coordination aux bureaux de pays de leur région. Lorsqu'il s'est rendu au Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, au Bureau régional de l'Asie du Sud et au Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants et les États baltes, le Comité a distribué aux bureaux de pays des questionnaires sur l'appui fourni par leur bureau régional. Au total, 34 bureaux de pays ont indiqué que celui-ci ne leur avait pas demandé de donner leur avis sur cet appui. En outre, 24 bureaux de pays

ont déclaré qu'ils souhaiteraient que leur bureau régional leur fournisse davantage d'assistance et d'appui techniques dans des domaines tels que la mise en œuvre de la procédure harmonisée de virements de fonds aux partenaires d'exécution, l'évaluation des programmes, la gestion du savoir et celle des ressources humaines. Le Bureau de la vérification interne des comptes a également abordé, dans ses audits des bureaux régionaux, la question de l'insuffisance de l'appui apporté aux bureaux de pays.

137. S'ils savaient rapidement ce que pensent les bureaux de pays de la qualité de l'assistance et de l'appui fournis, les bureaux régionaux pourraient améliorer la qualité de leurs activités d'appui.

138. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait veiller à ce que tous les bureaux régionaux demandent régulièrement aux bureaux de pays leur opinion sur l'appui dont ils ont bénéficié, afin de pouvoir renforcer leurs activités en la matière.

Plan de gestion annuel

139. Les plans de gestion annuels établis par les bureaux de pays sont des outils de gestion importants en ce qu'ils contribuent à garantir que les ressources des bureaux de pays restent principalement consacrées à la réalisation des résultats stratégiques visés en ce qui concerne les enfants. Aux bureaux de pays du Sénégal, du Cambodge et du Yémen, les plans de gestion annuels pour 2008 et 2009 n'avaient pas été établis dans les délais fixés dans le Manuel des politiques et procédures de programmation, affichant des retards de un à six mois. Dans le plan de gestion annuel du bureau de pays du Yémen pour 2008, contrairement à ce qui est prévu dans le Manuel, il n'y avait pas d'indicateurs de gestion (cibles). Le Bureau de la vérification interne des comptes s'est également intéressé, dans ses audits de bureaux de pays, aux retards et lacunes constatés dans l'établissement des plans de gestion annuels.

140. En outre, aux bureaux de pays du Cambodge, du Yémen, du Sénégal et du Niger, certaines des activités prévues dans le plan de gestion annuel pour 2008 n'ont pas été entièrement menées à bien cette année-là. Par exemple, l'équipe de gestion du programme de pays du Yémen ne s'est réunie que sept fois en 2008, alors que son plan de gestion annuel lui imposait de se réunir tous les mois. La même année, le bureau de pays du Niger n'a pas achevé l'analyse de la situation des femmes et des enfants prévue dans son plan de gestion annuel.

141. Les retards et les lacunes constatés dans l'établissement des plans de gestion annuels pourraient avoir des répercussions sur le suivi et l'accomplissement des réalisations des bureaux de pays.

142. Le Comité recommande que l'UNICEF veille à ce que tous les bureaux de pays respectent scrupuleusement les dispositions relatives à l'établissement et à la mise en œuvre des plans de gestion annuels énoncées dans le Manuel des politiques et procédures.

Plan intégré annuel de suivi et d'évaluation

143. Il est établi dans le Manuel des politiques et procédures de l'UNICEF que les bureaux de pays sont tenus d'établir chaque année des plans intégrés de suivi et d'évaluation, qui servent d'outils de gestion et permettent de suivre les progrès

réalisés dans la collecte d'informations critiques concernant l'établissement des plans et l'exécution des programmes. Sur les 155 études, enquêtes et évaluations prévues dans le cadre des plans intégrés de suivi et d'évaluation établis pour 2008 par les bureaux de pays de Madagascar, du Népal, de la République démocratique populaire lao, du Sénégal, du Kenya et du Niger, 63 (soit 41 %) avaient été achevées, 60 (soit 39 %) étaient en cours et 32 (soit 20 %) avaient été annulées ou reportées.

144. L'UNICEF a expliqué que le faible taux d'exécution des activités prévues dans le cadre des plans intégrés de suivi et d'évaluation s'expliquait principalement par le caractère peu réaliste de la planification, l'évolution de la situation dans différents pays et l'incapacité des partenaires. Le retard dans la réalisation de ces activités pourrait avoir une incidence sur le recueil d'informations relatives à l'exécution des programmes et à sa préparation.

145. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait veiller à ce que tous les bureaux de pays a) établissent des plans intégrés de suivi et d'évaluation réalistes et b) fassent tout leur possible pour améliorer le taux d'exécution de ces plans.

Visites sur le terrain

146. Les bureaux extérieurs de l'UNICEF effectuent régulièrement des visites sur le terrain destinées à faire avancer l'exécution des programmes. Le Manuel des politiques et procédures de programmation de l'UNICEF prévoit que les bureaux extérieurs veillent à ce qu'il soit donné suite aux recommandations formulées lors des visites sur le terrain. Il contient aussi une liste récapitulative des différents contrôles à effectuer durant ces visites.

147. Le Bureau régional de l'Asie du Sud, le Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants et les États baltes, le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et les bureaux de pays de Madagascar et du Kenya n'avaient pas établi de mécanisme de suivi de l'application des recommandations formulées lors des visites sur le terrain. Le Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants et les États baltes, par exemple, n'avait pas de base de données lui permettant de contrôler la mise en œuvre des principales recommandations contenues dans les rapports de visites sur le terrain et d'échanger des informations sur la question. D'autre part, au Bureau régional pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, 56 des 185 rapports de visite sur le terrain établis en 2009 n'avaient pas été communiqués à la section de la planification à des fins de suivi, en violation des procédures de gestion internes. En outre, les bureaux de pays de Madagascar et du Kenya n'avaient pas suivi la liste de vérification standard lors de leurs visites sur le terrain.

148. Si l'application des recommandations contenues dans les rapports de visites sur le terrain est mal suivie, cela pourrait empêcher l'UNICEF de mettre en commun les enseignements tirés de ces visites.

149. L'UNICEF a accepté la recommandation du Comité selon laquelle il devrait s'assurer que tous les bureaux de pays a) établissent des mécanismes permettant de vérifier la mise en œuvre des recommandations formulées lors

des visites sur le terrain et b) suivent les procédures indiquées dans la liste de vérification relative à ces visites.

Plan de préparation et d'action en cas de situation d'urgence

150. Le Manuel des politiques et procédures de programmation prévoit que tous les bureaux de pays examinent et actualisent annuellement leurs plans de préparation et d'action en cas de situation d'urgence afin de maintenir un niveau de préparation proportionné aux risques et donc de parer de manière efficace, fiable et rapide aux besoins des enfants et des femmes touchés par une situation d'urgence dans le pays.

151. Le Comité a examiné les rapports sur la situation en ce qui concerne les plans établis au 31 mars 2010 par 131 bureaux de l'UNICEF, dont 127 bureaux de pays, 3 bureaux du Pacifique (Kiribati, Vanuatu et Îles Salomon) et le bureau de zone du Sud-Soudan, et constaté que certains d'entre eux n'avaient pas actualisé leur plan chaque année comme l'exige le Manuel des politiques et procédures de programmation (voir tableau II.7).

Tableau II.7

Récapitulatif, au 31 mars 2010, des rapports de 131 bureaux de l'UNICEF sur l'actualisation du plan de préparation et d'intervention concernant les situations d'urgence

| <i>Année de la plus récente actualisation</i> | <i>Nombre de bureaux</i> |
|---|--------------------------|
| 2005 | 2 |
| 2006 | 2 |
| 2007 | 5 |
| 2008 | 27 |
| 2009 | 82 |
| 2010 | 13 |
| Total | 131 |

Note : Chiffres fondés sur le rapport d'actualisation du plan d'activité fourni par l'UNICEF.

152. Le retard pris par les bureaux de pays dans l'actualisation de leur plan de préparation et d'intervention risque de réduire la capacité de l'UNICEF de répondre aux besoins des femmes et des enfants.

153. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de faire en sorte que, conformément aux dispositions du Manuel des politiques et procédures de programmation, tous les bureaux de pays actualisent en temps voulu leur plan de préparation et d'intervention concernant les situations d'urgence.

10. Passation et gestion des marchés

Appels d'offres

154. Le Manuel des achats de l'UNICEF prévoit que, à certaines exceptions près, tous les achats doivent être le résultat d'un appel à la concurrence, des sollicitations écrites devant être envoyées à un nombre suffisant de fournisseurs pour susciter, si

possible, un minimum de trois réponses valables et acceptables. S'il est décidé de ne pas avoir recours à un appel d'offres, la décision doit être consignée par écrit et signée par le fonctionnaire habilité. Le Manuel des achats impose aussi, pour les besoins de l'audit, de consigner les raisons dans un écrit signé toutes les fois où l'offre acceptable la moins disante n'est pas retenue.

155. Comme il est détaillé ci-après, quatre bureaux de pays (Cambodge, Madagascar, Tadjikistan et Yémen) ainsi que la Division de la collecte de fonds privés et des partenariats ne se sont pas strictement conformés aux dispositions du Manuel des achats relatives aux appels d'offres :

a) À la Division de la collecte de fonds privés et des partenariats, en 2008, un marché a été attribué au soumissionnaire ayant fait la deuxième offre la plus basse;

b) Au bureau de pays du Cambodge, pour deux des 10 procédures locales de passation de marché de l'échantillon vérifié, il n'avait été envoyé de sollicitations écrites respectivement qu'à deux fournisseurs;

c) Au bureau de pays de Madagascar, dans l'ensemble des cinq marchés de fournitures d'urgence attribués en mars 2008, des sollicitations ont été envoyées à des fournisseurs qui n'avaient pas été présélectionnés par le bureau;

d) Au bureau de pays du Tadjikistan, pour trois des sept marchés de l'échantillon vérifié, les documents de sollicitation n'ont pas été archivés alors que l'ordre d'achat dépassait 10 000 dollars. En outre, dans trois cas, le principe de l'offre la moins disante n'a pas été respecté : le marché a été attribué dans un cas à l'offre la plus haute, dans un autre à la troisième offre la plus basse et dans le dernier à la cinquième offre la plus basse;

e) Au bureau de pays du Yémen, en 2008, des sollicitations écrites ont été envoyées à six fournisseurs pour la passation d'un marché, mais ce dernier a été attribué au seul soumissionnaire à avoir répondu.

156. La Division de la collecte de fonds privés et des partenariats a expliqué que le marché avait été attribué au soumissionnaire ayant fait la deuxième offre la plus basse en raison des retards subis dans la livraison lors d'un marché précédent passé avec le soumissionnaire le moins disant. Aucun élément concret n'a toutefois été fourni au Conseil pour étayer ce jugement. Les bureaux de pays du Cambodge et de Madagascar ont expliqué que c'était l'absence de fournisseurs qualifiés qui les avait obligés à s'écarter de la procédure d'appel d'offres, le bureau de pays du Tadjikistan ayant fait savoir, quant à lui, que le rejet de l'offre la plus basse tenait à la mauvaise qualité des échantillons fournis par les soumissionnaires.

157. Ces manquements à la procédure d'appel d'offres ont également été relevés par le Bureau de la vérification interne des comptes lors de l'audit des bureaux de pays. À s'écarter de la procédure prescrite, on risque de compromettre à l'UNICEF l'efficacité des passations de marché.

158. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de se conformer strictement aux dispositions du Manuel des achats relatives à l'appel d'offres et d'archiver les justificatifs dans les cas où la procédure n'a pas été utilisée.

Retards de livraison

159. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr. 1, chap. II, par. 128 et 129), le Conseil a noté que trois bureaux de pays n'avaient pas inclus dans les bons de commande de clauses concernant des pénalités en cas de retard et avait recommandé à ces bureaux de le faire, conformément aux dispositions du Manuel des achats de l'UNICEF.

160. Au Bureau régional de l'Asie du Sud, au Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique et aux bureaux de pays du Tadjikistan et du Cambodge des articles achetés ont été livrés après la date fixée. Ainsi, 32 commandes passées par le Bureau régional de l'Asie du Sud ont-elles été livrées entre 3 et 292 jours après la date de livraison convenue. En outre, les bons de commande standard générés par le système de gestion des programmes ne stipulaient toujours pas de pénalité en cas de retard de livraison. Au bureau de pays du Cambodge, il y avait six bons de commandes qui n'en prévoyaient pas.

161. Le Bureau régional de l'Asie du Sud a expliqué que les retards de livraison étaient essentiellement dus à un manque de planification. Le bureau de pays du Cambodge a indiqué, quant à lui, que les retards étaient dus au manque de personnel autorisé à recevoir les fournitures et à d'autres facteurs extérieurs.

162. Quant les bons de commande ne précisent pas de pénalité en cas de retard, on risque plus de connaître des retards de livraison des fournitures achetées et partant d'exécution des activités de programme, ainsi que de faire augmenter les coûts.

163. Le Conseil réitère la recommandation qu'il avait faite précédemment à l'UNICEF lui demandant de veiller à ce que, conformément aux dispositions de son Manuel des achats, tous les bureaux prévoient dans leurs bons de commande des pénalités sanctionnant les retards de livraison.

164. L'UNICEF a indiqué que le progiciel de gestion intégré serait mis en service dans ses bureaux de pays d'ici à la fin 2011. Le nouveau système permettrait au fonctionnaire contractant d'insérer des clauses de recours facultatives dans les contrats selon ce qu'il jugerait nécessaire.

Rapports de réception de vaccins

165. En 2008, la Division des approvisionnements a envoyé 1 803 doses de vaccins aux bureaux extérieurs. Au 31 décembre 2008, la Division avait reçu 1 588 rapports de réception de vaccins représentant 88 % de l'ensemble des doses, dont 234 (soit 15 %) seulement dans le délai de 72 heures imposé par le Manuel des achats. Les autres rapports sont arrivés avec un retard allant de 4 à 316 jours.

166. La Division des approvisionnements a expliqué que des efforts avaient été faits pour augmenter le taux de soumission des rapports. Un assistant à temps plein avait par exemple été désigné à cette fin. Une tendance positive a été observée en 2009 : sur un total de 1 906 rapports, 1 731 avaient été reçus au 31 décembre 2009, soit 91 % du total, et 404 (soit 23 %) l'avaient été dans les 72 heures prescrites. Les autres rapports étaient arrivés avec un retard allant de 4 à 360 jours.

167. Le fait que la Division des approvisionnements ne reçoive pas ces rapports dans le délai imparti peut l'empêcher de surveiller convenablement la livraison et l'état des vaccins, de prendre des mesures correctives lorsque des problèmes sont signalés et d'obtenir le cas échéant un remboursement auprès de l'assurance.

168. **L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que tous les bureaux de pays communiquent les rapports de réception de vaccins à la Division des approvisionnements dans le délai spécifié dans le Manuel des achats.**

Base de données sur les fournisseurs

169. Le Centre de recherche Innocenti n'avait pas de formulaire de profil pour les fournisseurs et n'évaluait pas la qualité de leurs prestations. Au bureau de pays de Madagascar, les renseignements relatifs à 506 fournisseurs étaient répertoriés dans un tableur Excel faisant office de base de données et il n'y avait de formulaire de profil que pour 12 fournisseurs. De plus, contrairement aux dispositions du Manuel des achats, les dossiers relatifs aux fournisseurs ne contenaient pas d'états financiers, de rapports annuels, de rapports d'inspection, de certificats de qualité, de correspondance concernant des problèmes de qualité ni d'autres documents relatifs à la qualité des prestations fournies.

170. Au bureau de pays du Tadjikistan, des informations n'avaient été recueillies que sur 19 des 92 fournisseurs enregistrés dans le progiciel de gestion des programmes. Aucune trace de la conduite ou du résultat d'évaluations de la qualité des prestations fournies n'était conservée.

171. Le problème du retard pris dans l'actualisation des bases de données des fournisseurs a aussi été examiné par le Bureau de la vérification interne des comptes pendant son audit des bureaux de pays. Le non-respect des procédures standard d'évaluation des fournisseurs et de gestion des dossiers risque d'avoir pour conséquence que des fournisseurs ne remplissant pas les conditions requises soient enregistrés dans la base de données et se voient attribuer des marchés.

172. **L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que, conformément aux dispositions du Manuel des achats, tous les bureaux mettent régulièrement à jour leur base de données et tiennent les dossiers voulus sur les fournisseurs qui y sont répertoriés.**

11. Gestion des biens durables

173. Les biens durables sont des produits ou du matériel dont la valeur unitaire atteint ou dépasse 1 500 dollars au moment de l'achat et qui ont une durée de vie utile d'au moins cinq ans. Comme il est indiqué dans la note 24, la valeur totale de ces biens au 31 décembre 2009 s'établissait à 155,84 millions de dollars, en augmentation de 9 % par rapport aux 142,61 millions de l'exercice précédent. Le détail est donné au tableau II.8 :

Tableau II.8
Détail des biens durables de l'UNICEF au 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Bureaux</i> | <i>Valeur</i> | <i>Pourcentage du total</i> |
|------------------------------|----------------|-----------------------------|
| Siège et 7 bureaux régionaux | 22 728 | 15 |
| 127 bureaux de pays | 133 107 | 85 |
| Total | 155 835 | 100 |

Note : Chiffres fondés sur les données fournies par la Division de la gestion financière et administrative.

Écarts

174. Selon le rapport de fin d'année 2009 dressant l'inventaire physique des biens durables du siège, à New York, 1 005 biens d'une valeur de 3,24 millions de dollars n'ont pu être localisés. L'UNICEF a expliqué que la plupart de ces biens étaient des ordinateurs portables confiés à des fonctionnaires, qui, contrairement à ce qui avait été demandé, ne les ont pas rapportés au bureau pour une vérification physique. En outre, certaines divisions n'avaient pas restitué les biens hors d'usage à réformer, ce qui explique qu'ils n'aient pas été trouvés lors de la vérification physique annuelle. Lors de l'audit, l'UNICEF a expliqué qu'il avait retrouvé 628 biens manquants estimés à une valeur de 1,69 million de dollars, et s'emploierait à élucider les écarts restants.

175. Dans neuf bureaux de terrain (Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et bureaux de pays du Népal, du Kenya, du Sénégal, du Yémen, du Tadjikistan, de Madagascar et de République-Unie de Tanzanie), à la Division de la collecte de fonds privés et des partenariats et au Centre de recherche Innocenti, des écarts ont été constatés entre les résultats des vérifications physiques et les informations figurant dans les bases de données. Des exemples sont donnés ci-après :

a) À la Division de la collecte de fonds privés et des partenariats, sur un échantillon de 77 biens recensés dans la base de données, 16 (soit 21 %) n'ont pu être localisés;

b) Au Centre de recherche Innocenti, sur un échantillon de 14 biens, les informations relatives à 4 biens figurant dans la base de données ne correspondaient pas à leur statut réel;

c) Au Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, sur un échantillon de 20 biens, l'emplacement réel de 14 ne correspondait pas à ce qui était indiqué dans la base de données;

d) Au bureau de pays du Sénégal, la valeur de 1 072 biens, dont cinq unités de matériel de transport, n'était pas indiquée dans la base de données;

e) Au bureau de pays du Kenya, sur un échantillon de 67 biens acquis en 2008 et 2009, 29 n'avaient pas été enregistrés en temps voulu dans la base de données et deux s'étaient vus attribuer une valeur erronée. De plus, sur un échantillon de 20 biens acquis avant 2008, les renseignements relatifs à 11 biens,

comme le numéro de série, l'emplacement et l'état d'usure, ne correspondaient pas à ce qui était indiqué dans la base de données.

176. Les écarts entre l'état physique des biens durables et ce qui était indiqué dans la base de données, ainsi que les lacunes du recensement de ces biens, risquent de nuire à la gestion de ces derniers et à l'exactitude des informations fournies dans les notes relatives aux états financiers.

177. Le Comité recommande à l'UNICEF de faire le nécessaire pour améliorer sa gestion des biens durables, notamment en veillant à l'exhaustivité et à l'exactitude des données enregistrées.

178. L'UNICEF a fait savoir que lors de la mise en service du progiciel de gestion intégrée, il examinerait et renforcerait ses procédures de gestion des biens durables. La mise en service du module de comptabilité des immobilisations du système permettrait d'automatiser les opérations et d'améliorer l'exhaustivité et l'exactitude des données.

Liquidation des biens durables

179. Au Bureau régional de l'Asie du Sud et au Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique, certains biens durables n'ont pas été liquidés en temps voulu, comme détaillé ci-après :

a) En décembre 2008, le Comité de contrôle du matériel du Bureau régional de l'Asie du Sud a décidé de réformer 49 biens durables endommagés ou hors service estimés à une valeur de 142 757 dollars. Au 20 mai 2009, trois de ces biens, estimés à une valeur de 27 496 dollars (soit 19 % de la valeur totale des biens dont la réforme avait été décidée) n'avaient pas encore été liquidés;

b) Au Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique, le Comité de contrôle du matériel, réuni le 3 juillet 2008, a recommandé de réformer 12 biens durables d'une valeur initiale de 30 193 dollars. La liquidation physique de ces biens n'a eu lieu qu'en janvier 2009. Le Bureau régional a expliqué que les biens qu'il avait été recommandé de réformer en juillet 2008 avaient été mis aux enchères avec d'autres biens dont la réforme avait été recommandée par le Comité de contrôle du matériel en octobre 2008, sans quoi le petit nombre de biens n'aurait pas permis de couvrir les frais de la vente.

180. Le retard mis à suivre les recommandations du Comité de contrôle du matériel concernant la liquidation des biens durables a également été relevé par le Bureau de la vérification interne des comptes lors de son audit des bureaux de pays. Un tel retard risque de faire baisser la valeur résiduelle des biens durables.

181. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que le Bureau régional de l'Asie du Sud et le Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique fassent le nécessaire pour accélérer la liquidation de leurs biens durables.

12. Gestion des stocks

Gestion des matériels stockés proches de la fin de leur vie utile

182. La procédure 006 de la Division des approvisionnements de l'UNICEF fait obligation aux gérants des entrepôts de présenter un rapport mensuel au Comité de

contrôle du matériel recensant les matériels stockés en fin de vie utile. Le Comité de contrôle se réunit tous les trimestres pour examiner les rapports et formuler des recommandations sur la manière de gérer ces matériels. Dans le délai d'un jour ouvrable après la réunion du Comité de contrôle, ses recommandations, assorties de la documentation, sont présentées au Directeur de la Division pour approbation. Le Directeur prend une décision dans le délai d'un jour ouvrable.

183. Le Comité des commissaires aux comptes a étudié les minutes des réunions tenues par le Comité de contrôle pendant l'exercice biennal 2008-2009 et relevé qu'il ne lui avait été présenté que huit rapports pour recommandation pendant cette période. Le délai moyen entre la date de la réunion du Comité de contrôle et la date d'approbation par le Directeur était de 27 jours, le délai le plus long ayant été de 82 jours.

184. Les retards de présentation des rapports au Comité de contrôle et d'approbation des recommandations par le Directeur de la Division des approvisionnements risquent d'empêcher de traiter, en temps voulu, les stocks approchant de la fin de leur vie utile.

185. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que la Division des approvisionnements se conforme strictement aux dispositions de sa procédure 006 relatives à la gestion des matériels stockés proches de la fin de leur vie utile.

Fournitures non distribuées

186. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr. 1, chap. II, par. 133 à 140), le Comité avait relevé que dans certains bureaux de pays des fournitures destinées aux projets n'avaient pas été distribuées pendant de longues périodes de temps, et avait recommandé aux bureaux de veiller à ce qu'elles soient distribuées rapidement aux bénéficiaires. Or, comme expliqué ci-après, ce problème n'avait pas été éliminé dans deux bureaux de pays :

a) Au bureau de pays du Niger, des fournitures de sept types d'une valeur totale de 154 174 dollars avaient atteint leur date d'expiration et ont dû être détruites en 2008 parce que la date d'expiration n'avait pas été correctement contrôlée. Le bureau de pays a expliqué que, depuis lors, il avait créé et utilisait des outils de contrôle pour améliorer sa gestion des fournitures en entrepôts;

b) Au bureau de pays du Sénégal, au 30 juin 2009, des fournitures d'une valeur de 164 119 dollars avaient été entreposées depuis une période allant de six mois à cinq ans. Le bureau de pays a expliqué que des mesures avaient été prises pour distribuer les fournitures stockées depuis longtemps et qu'il avait été décidé, lors de la réunion de l'équipe de pays, de faire de la réduction de ces biens une priorité.

187. Le retard pris dans la distribution des fournitures destinées aux programmes a également été relevé par le Bureau de la vérification interne lors de l'audit des bureaux de pays. À stocker des fournitures destinées aux programmes pendant de longues périodes, on risque de ne pas pouvoir les utiliser convenablement.

188. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que les bureaux de pays du Niger et du Sénégal prennent des mesures pour

éviter que les fournitures soient stockées pendant de longues périodes et arrivent à leur date d'expiration.

Conditions de stockage dans les entrepôts

189. La section 2 du chapitre 11 du Manuel des achats fait obligation à l'UNICEF d'améliorer la structure physique des entrepôts pour que le stockage soit convenable et sûr. L'entrepôt du bureau de pays du Sénégal, qui servait à stocker des médicaments et des denrées, n'avait ni thermomètre ni hygromètre permettant de vérifier la température et l'humidité, et n'était équipé ni de climatiseurs ni d'autre équipement de ventilation.

190. Aux bureaux de pays du Yémen et du Népal, certaines fournitures destinées aux programmes, dont des vaccins et des dispositifs d'injection, étaient stockées dans des entrepôts gérés par des partenaires opérationnels. Les conditions sanitaires de ces entrepôts laissaient à désirer. Ainsi, l'entrepôt au Yémen n'était équipé ni de thermomètre ni de climatisation alors que la température de stockage du Plasmotrim ne doit pas dépasser les 25 °C.

191. Les mauvaises conditions de stockage dans les entrepôts risquent de détériorer la qualité des fournitures destinées aux programmes.

192. Le Comité recommande à l'UNICEF de veiller à ce que tous les bureaux de pays, en coordination le cas échéant avec leurs partenaires opérationnels, améliorent les conditions de stockage des fournitures destinées aux programmes.

13. Gestion des ressources humaines

Taux de vacance de postes

193. Au 31 décembre 2009, sur un total de 10 518 postes approuvés à l'UNICEF (administrateurs recrutés sur le plan international, administrateurs recrutés sur le plan national et agents des services généraux), 1 898 postes (soit 18 %) étaient vacants. Le taux de vacance des postes d'administrateur recruté sur le plan international (26 %) était le plus élevé des trois catégories en 2009; en 2007 et 2008, il avait été respectivement de 28 % et 27 %. Malgré une certaine amélioration, ce taux de vacance reste relativement élevé. Sur 778 postes d'administrateur recruté sur le plan international vacants au 31 décembre 2009, 135 postes (soit 17 %) l'étaient depuis 2008 et 34 postes l'étaient depuis 2005. Au total, 98 postes étaient de classe P-5/L-5 ou de rang supérieur.

194. Dans 13 bureaux de terrain ou divisions du siège, les taux de vacance dépassaient 30 %. Les bureaux de terrain risquent, avec des taux aussi élevés, de n'avoir pas la capacité voulue pour exécuter les activités prévues.

195. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait : a) de réexaminer si des postes vacants depuis de longues périodes restaient nécessaires; et b) de faire le nécessaire pour pourvoir les postes vacants restants.

Délais de recrutement

196. Le Comité a noté qu'en 2009, sur 569 administrateurs recrutés sur le plan international au siège de l'UNICEF, à New York, 328 (soit 58 %) n'avaient pas été

recrutés en moins de 90 jours, délai recommandé dans le plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF (E/ICEF/2008/19), le délai le plus long ayant été de 510 jours (voir le tableau II.9).

Tableau II.9

Délai de recrutement des administrateurs recrutés sur le plan international en 2009

| <i>Délai de recrutement</i> | <i>Nombre de postes</i> | <i>Pourcentage du total</i> |
|-----------------------------|-------------------------|-----------------------------|
| 90 jours ou moins | 241 | 42 |
| De 91 à 180 jours | 273 | 48 |
| Plus de 180 jours | 55 | 10 |
| Total | 569 | 100 |

197. Le Comité a analysé le temps mis pour les différentes étapes du recrutement et noté que la longueur en était principalement due au temps qu'il avait fallu à la Division des ressources humaines pour obtenir les recommandations des divers services demandeurs quant aux candidats présélectionnés, le délai le plus long ayant été de près d'un an (voir le tableau II.10). L'UNICEF n'a pas établi de délais précis pour la communication des recommandations des services demandeurs.

Tableau II.10

Analyse des délais d'obtention des recommandations des services demandeurs quant aux candidats présélectionnés (postes d'administrateur recruté sur le plan international) en 2009

| <i>Temps mis pour obtenir les recommandations</i> | <i>Nombre de postes</i> | <i>Pourcentage du total</i> |
|---|-------------------------|-----------------------------|
| 30 jours ou moins | 85 | 15 |
| De 31 à 90 jours | 348 | 61 |
| Plus de 90 jours | 136 | 24 |
| Total | 569 | 100 |

198. L'UNICEF a expliqué que dès lors que la liste des candidats présélectionnés était communiquée aux services demandeurs, la Division des ressources humaines n'avait aucun moyen de faire en sorte qu'elle soit examinée sans retard par les services concernés. Le Fonds avait pris une série de mesures pour réduire les délais de recrutement, comme l'instauration d'un système de recrutement électronique, la création de nouvelles commissions d'examen centrales et l'adoption de directives sur le recrutement.

199. La longueur du processus de recrutement des administrateurs recrutés sur le plan international risque de nuire à l'efficacité des services ou divisions demandeurs.

200. **L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait et afin d'accélérer le recrutement, d'imposer aux services ou divisions demandeurs des**

délais précis pour la communication des recommandations concernant les candidats présélectionnés.

Évaluation du comportement professionnel

201. Le Comité a passé en revue un échantillon de 413 rapports d'évaluation du comportement de membres du personnel du siège de l'UNICEF pour l'année 2009 et noté que 126 d'entre eux (soit 31 %) n'avaient pas été faits dans le délai fixé par le Manuel des ressources humaines de l'UNICEF. En outre, chaque service ou division du siège gérait ses propres rapports et c'était les différents chefs de service ou de division qui étaient responsables de les faire, en temps voulu. Il n'y a pas de service ou division chargé de suivre l'état d'avancement des rapports et le taux global de rapports faits n'était pas disponible au moment de la vérification.

202. Dans sept bureaux de l'UNICEF (Centre de recherche Innocenti, Bureau régional de l'Asie du Sud, Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et bureaux de pays du Népal, du Sénégal et de la République-Unie de Tanzanie), certains rapports d'évaluation pour 2008 n'avaient pas été faits dans les délais fixés par le Manuel des ressources humaines de l'UNICEF.

203. L'UNICEF a indiqué que les retards pris étaient essentiellement dus à des conflits entre diverses priorités et délais d'exécution des projets, et à un volume de travail important en fin d'année. Il a également expliqué qu'un système électronique d'évaluation et de notation des fonctionnaires (e-PAS), en cours d'expérimentation en 2010, permettrait à l'avenir d'achever les rapports d'évaluation en temps voulu et d'en suivre l'état d'avancement.

204. Les retards constatés risquent de rendre les rapports d'évaluation moins efficaces pour motiver les membres du personnel, et de nuire au processus d'évaluation du comportement professionnel.

205. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait : a) de se conformer strictement aux dispositions de son Manuel des ressources humaines relatives à l'évaluation du comportement professionnel; et b) d'instituer un mécanisme de suivi du taux global de complétion des rapports d'évaluation des résultats professionnels.

14. Consultants, experts et personnel temporaire

Processus de sélection

206. Dans son précédent rapport (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 156), le Comité avait noté que certains bureaux de l'UNICEF avaient engagé certains de leurs vacataires auprès d'une source unique et recommandé à l'UNICEF de respecter les conditions fixées pour le recrutement de consultants dans le Manuel des ressources humaines.

207. À la Division des approvisionnements, 5 des 14 vacataires recrutés en 2008 ont été sélectionnés par l'intermédiaire d'une source unique. Concernant l'un d'entre eux, il n'y avait pas de justificatifs de cette dérogation, et, dans les quatre autres cas, les justificatifs n'étaient pas conformes aux dispositions du Manuel des ressources humaines.

208. Au Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, sur l'échantillon examiné de 25 consultants et vacataires recrutés en 2008, 10 avaient été recrutés auprès d'une source unique sans qu'aucune justification n'ait été apportée pour quatre d'entre eux.

209. En 2009, 78 anciens membres du personnel ou fonctionnaires à la retraite ont été recrutés au siège de l'UNICEF. Contrairement à ce que prévoit le Manuel des ressources humaines, 13 contrats (soit 17 %) ont été conclus sans avoir été approuvés par le Directeur de la Division des ressources humaines.

210. L'engagement de consultants et de vacataires auprès d'une source unique sans justifications suffisantes, et le recrutement d'anciens membres du personnel ou de fonctionnaires à la retraite sans l'approbation du Directeur des ressources humaines risquent de nuire à la qualité des services rendus.

211. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de se conformer strictement aux dispositions de son Manuel des ressources humaines relatives à la sélection des consultants et vacataires.

212. L'UNICEF a fait savoir qu'il prévoyait de prendre des mesures pour que son personnel soit davantage au fait des politiques existantes.

Évaluation du comportement

213. Les dispositions de la section 2 du chapitre 6 du Manuel des ressources humaines de l'UNICEF imposent d'évaluer le travail et les résultats professionnels de tous les consultants et vacataires et de n'effectuer de versement final qu'une fois reçue une évaluation indiquant que le travail a été intégralement accompli et jugé satisfaisant.

214. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr. 1, chap. II, par. 152), le Comité avait noté que, au bureau de pays de l'Inde, certains consultants ou vacataires avaient été payés alors que la qualité de leur travail n'avait pas été réellement évaluée, et il avait recommandé à l'UNICEF de respecter les dispositions du Manuel des ressources humaines relatives à l'évaluation des résultats professionnels.

215. Dans quatre bureaux de pays (Népal, Kenya, Tadjikistan et Yémen), 33 vacataires ont perçu le montant final de leurs horaires sans que la qualité de leurs prestations ait été évaluée au regard des résultats convenus. L'UNICEF a expliqué que certains vacataires avaient été évalués sans que cela apparaisse dans le système de gestion des programmes. De plus, certains d'entre eux relevaient de plusieurs services en même temps et le manque de coordination avait fait qu'ils avaient perçu le montant final de leurs honoraires malgré l'absence d'évaluation finale.

216. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de veiller à ce que tous les bureaux de pays se conforment strictement aux dispositions de son Manuel des ressources humaines relatives à l'évaluation du comportement professionnel des consultants et des vacataires.

15. Informatique

Gestion des comptes des utilisateurs du système

217. La réglementation de l'UNICEF visant la gestion des noms d'utilisateurs et des mots de passe stipule que les comptes d'utilisateurs doivent être fermés lorsqu'un contrat vient à expiration ou est résilié, ou qu'un fonctionnaire part à la retraite. Selon les procédures de sécurité de Systems, Applications and Products (SAP), si l'utilisateur ne s'est pas connecté au système SAP une seule fois depuis plus d'un an, son compte doit être fermé.

218. Au siège de l'UNICEF à New York, en examinant la liste des utilisateurs du système SAP au 16 avril 2010, le Comité a constaté que 89 utilisateurs ne s'étaient pas connectés au système depuis plus d'un an, dont 17 d'entre eux depuis plus de deux ans. Au moment de l'audit, ces comptes n'avaient pourtant pas été fermés.

219. Au bureau de pays de la République-Unie de Tanzanie, en examinant la liste des utilisateurs du système ProMS au 24 août 2009, le Comité a constaté que 11 comptes d'utilisateurs étaient restés actifs alors que les personnes concernées avaient quitté le bureau de 3 à 12 mois auparavant. La fermeture tardive des comptes d'anciens membres du personnel risque de faciliter l'accès non autorisé à des informations confidentielles.

220. L'UNICEF a accepté, comme le Comité le recommandait, de fermer les comptes d'utilisateurs dans les délais prescrits par sa réglementation concernant les noms d'utilisateurs et les mots de passe et par les procédures de sécurité du SAP.

Sécurité physique des centres de données

221. Selon les impératifs et les recommandations relatifs aux technologies de l'information et des communications de l'UNICEF pour 2008-2009, les serveurs de fichiers et autres composants des centres de données doivent être dans un endroit sûr, antistatique, à l'abri de la poussière et de température contrôlée, avec une source d'alimentation stable, mise à la terre et relayée, le cas échéant, par le bloc d'alimentation ininterrompible et les groupes électrogènes de l'UNICEF. Au bureau de pays du Niger, l'alimentation électrique, le nettoyage, le contrôle antistatique et la sécurité du centre de données laissaient à désirer, tandis qu'au bureau de pays du Cambodge, il n'y avait pas de dispositif de contrôle de l'humidité dans le centre de données. Ces bureaux de pays n'avaient pas non plus établi de directives ou de procédures précises quant à la sécurité physique du centre de données.

222. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de faire en sorte que les bureaux de pays du Niger et du Cambodge établissent et fassent appliquer des directives ou des procédures précises pour améliorer la sécurité physique de leur centre de données.

16. Progiciels de gestion intégrés

223. En 2008, l'UNICEF a pris la décision stratégique de passer au progiciel de gestion intégré PGI-VISION One pour renforcer son efficacité. Le projet PGI-VISION One serait étroitement relié aux initiatives d'amélioration en cours à l'UNICEF, notamment à l'engagement pris par le Fonds auprès de l'Assemblée générale d'adopter les normes IPSAS.

224. Selon la charte du projet PGI-VISION One, l'exécution du projet comprend neuf étapes : préparation du projet, détermination de la portée du projet, adoption de la charte, établissement des méthodes opératoires, adoption des méthodes opératoires, réalisation, mise à niveau de l'infrastructure à l'échelle mondiale, formation à l'échelle mondiale et derniers préparatifs du déploiement. L'UNICEF prévoit d'installer le nouveau système dans tous ses bureaux d'ici à la fin de 2011 de manière que la plate-forme de toute l'organisation soit conforme aux normes IPSAS en 2012.

225. L'UNICEF avait mené à bien les cinq premières étapes et abordait celles de la réalisation et de la mise à niveau de l'infrastructure à l'échelle mondiale. Ces deux étapes comportent six grandes tâches : élaboration du système, essai du système, actualisation du cadre réglementaire, organisation des formations, préparatifs de la mise en service du système et mise en place des services d'appui. Toutefois, certaines activités relatives à l'actualisation du cadre réglementaire ont été retardées. Par exemple, six divisions devaient fournir un descriptif des changements à apporter à 205 règles et procédures avant fin mars 2010, mais aucun descriptif n'avait été reçu à la fin d'avril 2010. Le retard de l'actualisation du cadre réglementaire risque de compromettre l'exécution du projet PGI-VISION One et le déroulement des initiatives d'amélioration.

226. Le Comité recommande à l'UNICEF d'achever rapidement l'exécution du projet PGI-VISION One conformément à son plan de travail.

17. Audit interne

227. Le Comité a examiné les activités du Bureau de la vérification interne des comptes touchant les bureaux de l'UNICEF ainsi que sa gestion des audits. Le Bureau suit une méthode axée sur le risque et planifie ses activités année par année. Dans son plan de gestion pour 2008-2009 étaient prévus 68 audits, dont 50 audits de bureau de pays et 18 audits portant sur les services du siège, les systèmes et des thèmes précis. Au 31 décembre 2009, le Bureau avait mené à bien les 68 audits prévus.

228. Comme l'indiquent les schémas opérationnels de gestion des audits du Bureau, le rapport d'audit doit être publié dans les 10 semaines après que les observations formulées par les auditeurs ont été vues avec l'entité contrôlée en réunion de bilan. L'UNICEF a indiqué que la publication des rapports d'audit concernant les bureaux de pays avait pris en moyenne 11,6 semaines en 2008 et 15,5 semaines en 2009, et ce principalement à cause de l'adoption de nouvelles modalités d'établissement des rapports. De plus, un certain nombre de bureaux de pays avaient pris énormément de temps à communiquer leurs explications, ce qui a ajouté au retard. Cette question a été examinée lors de l'atelier de janvier 2010 et le Bureau a envisagé de modifier cette règle.

229. Selon son mandat, le Comité consultatif pour les questions d'audit de l'UNICEF conseille sur la manière de renforcer les contrôles au Fonds. Durant la période considérée, il a examiné et approuvé le plan de travail annuel du Bureau de la vérification interne des comptes et a contrôlé régulièrement l'application du plan d'audit et des recommandations des auditeurs. Les rapports annuels du Bureau de la vérification interne des comptes lui ont également été présentés.

Application des recommandations formulées à l'issue des audits internes

230. Selon le plan de gestion pour 2008-2009 du Bureau de la vérification interne des comptes, il ne doit pas y avoir de recommandation qui ne soit pas suivie d'effet pendant plus de 18 mois. Pourtant, au 31 décembre 2009, il y en avait 32 qui n'avaient pas été appliquées depuis plus de 18 mois. Au 31 mars 2010, il en restait encore sept. Ces recommandations, qui concernent les bureaux régionaux et les services du siège, avaient été formulées en 2007.

231. L'UNICEF a expliqué qu'il fallait plus de temps pour appliquer les recommandations concernant les services du siège ou les bureaux régionaux que pour appliquer celles concernant les bureaux de pays, parce que les premières supposaient en général des modifications à apporter à son système de contrôle, à ses orientations générales et à ses systèmes de mesure des résultats et d'établissement des rapports correspondants.

232. L'application tardive des recommandations concernant les services du siège et les bureaux régionaux pourrait empêcher l'UNICEF de renforcer son efficacité et d'atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels à tous les niveaux.

233. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de faire appliquer plus rapidement les recommandations issues des audits des services du siège et des bureaux régionaux.

18. Conclusions des audits internes

234. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, le Bureau de la vérification interne des comptes a effectué 50 audits de bureau de pays, en se concentrant sur trois grands domaines, la gouvernance et la gestion des risques, la gestion du programme et la gestion des opérations. Il a formulé 730 observations à l'issue de ces audits. Les observations les plus fréquentes concernant les risques dans ces trois grands domaines sont récapitulées au tableau II.11 ci-après.

Tableau II.11

Principales observations issues des audits de bureau de pays effectués durant l'exercice biennal 2008-2009

| <i>Domaine</i> | <i>Principaux problèmes</i> | <i>Exemples</i> |
|------------------------------------|---|---|
| Gouvernance et gestion des risques | Faiblesses dans la planification stratégique et la définition des priorités | Certains bureaux de pays n'avaient pas élaboré de plan de gestion annuel. Quant aux plans qui avaient été établis, certains étaient incomplets et ne contenaient aucune information sur les opérations ni sur les priorités et objectifs du programme. D'autres contenaient trop de priorités et étaient donc trop dispersés, tandis que dans d'autres encore, les priorités n'étaient pas claires. |
| | Absence de gestion systématique des risques | Si les bureaux de pays avaient des mécanismes qui leur permettaient de cerner et d'analyser les problèmes concernant l'exécution du programme et la conduite des opérations, ils n'avaient en revanche pas de méthode structurée pour recenser et éliminer les risques et en rendre compte. |

| <i>Domaine</i> | <i>Principaux problèmes</i> | <i>Exemples</i> |
|------------------------|--|--|
| | Faiblesses au niveau des ressources humaines (gestion stratégique et recrutement) | Certains bureaux de pays devaient faire appel à un grand nombre d'agents et de consultants temporaires, en raison d'une mauvaise analyse des besoins ou des lenteurs du recrutement. |
| Gestion du programme | Évaluation défectueuse des moyens d'exécution des partenaires | Certaines observations faisaient ressortir une évaluation défectueuse de la capacité des partenaires pour ce qui est d'utiliser et de gérer les fournitures achetées par l'UNICEF; des lacunes dans la mobilisation et la livraison des apports au programme; et un mauvais suivi des résultats, des indicateurs de programme et de suivi faisant défaut ou étant mal choisis. |
| | Faiblesse des fonctions d'évaluation | Dans certains bureaux de pays, les évaluations de programme n'étaient pas une priorité ni effectuées à temps, et il n'y avait pas de suivi rigoureux des recommandations qui en découlaient; l'UNICEF ne pouvait donc pas juger correctement de l'efficacité du programme ni rendre compte avec exactitude de la réalisation des résultats pluriannuels. |
| | Connaissance lacunaire de la situation des enfants et faiblesses dans la défense de leurs droits | Certains bureaux de pays ne disposaient pas de données et d'informations à jour sur la situation des enfants de sorte qu'ils ne pouvaient pas définir correctement leurs besoins prioritaires ni le programme de pays et les plans de plaidoyer. Ils n'aidaient pas suffisamment les partenaires à recueillir et à analyser les données nationales. Certains n'avaient pas de plan de plaidoyer structuré, avec des stratégies claires, des responsabilités, des ressources et des objectifs bien définis qui leur permettent de mesurer les progrès faits dans la réalisation des droits de l'enfant. |
| Gestion des opérations | Faiblesses dans le traitement des opérations financières et dans les contrôles financiers | Dans l'échantillon contrôlé, les paiements pour l'achat de biens et de services n'étaient pas toujours traités à temps, étayés par les documents requis, assortis des codes voulus ou conformes aux prévisions de dépenses. Dans la majorité des bureaux contrôlés, les biens reçus n'étaient pas toujours enregistrés comme tels. Dans les bureaux qui avaient adopté la procédure harmonisée de virement d'espèces, les demandes de virement direct des partenaires étaient traitées en retard. |
| | Faiblesses de l'achat de fournitures et la sélection des fournisseurs | Les études de marché étaient souvent dépassées; la base de données fournisseurs n'existait pas ou n'était pas à jour; les contrats étaient parfois passés avant que l'offre n'ait été examinée par le comité de contrôle des marchés; et les soumissions n'étaient parfois pas traitées comme il le faudrait. |

| <i>Domaine</i> | <i>Principaux problèmes</i> | <i>Exemples</i> |
|----------------|---|--|
| | Mauvaise gestion des stocks et des avoirs | Dans certains bureaux de pays, il n'y avait en général pas d'inventaire physique des stocks; les recommandations du comité de contrôle du matériel étaient appliquées en retard, ou l'application n'en était pas suffisamment contrôlée; un système manuel était utilisé pour l'enregistrement des biens, en parallèle avec la base de données; et les fournitures étaient distribuées en retard aux partenaires d'exécution du programme. |

235. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, le Bureau de la vérification interne des comptes a effectué 18 audits, dont des audits des services du siège, des audits de systèmes et des audits thématiques. Les principales observations suscitées par ces audits sont résumées au tableau II.12 ci-après.

Tableau II.12

Principales observations issues des audits des services du siège, des audits de système et des audits thématiques entrepris durant l'exercice biennal 2008-2009

| <i>Sujet</i> | <i>Principaux points faibles</i> |
|--|---|
| Audit des directives et des services fournis par l'UNICEF pour aider au renforcement de l'efficacité des bureaux de pays | Il n'y avait pas de directives sur l'évaluation de l'efficacité des principales fonctions d'appui dans les bureaux de pays ni d'indicateurs de l'efficacité générale (reliant les dépenses et les résultats obtenus par les principales fonctions d'appui) qui auraient permis à l'UNICEF de contrôler l'efficacité des bureaux de pays. |
| Audit de la gestion de trésorerie | Des améliorations étaient nécessaires en ce qui concerne le rôle, les attributions et la composition du comité de contrôle; les prévisions de trésorerie; l'exhaustivité des directives pour la gestion de la trésorerie, et des accords avec les banques partenaires; et la sélection des valeurs de référence permettant d'apprécier le rendement des placements. |
| Audit de la gestion de l'évaluation au niveau des bureaux de pays | La proportion d'évaluations effectuées par les bureaux de pays qui soient de bonne qualité est faible, les directives pour la sélection stratégique des évaluations sont insuffisantes, et la distinction entre l'évaluation des programmes et l'évaluation des institutions n'est pas claire. |
| Audit des activités de contrôle et d'appui aux opérations des bureaux de pays assurées par les bureaux régionaux | L'élaboration de directives et des normes devrait être améliorée pour faire en sorte que l'appui approprié soit fourni aux bureaux de pays au moment voulu. |

| <i>Sujet</i> | <i>Principaux points faibles</i> |
|--|---|
| Audit de la gestion des technologies de l'information et des communications dans les bureaux de pays | On n'a pas défini la structure et le budget des services informatiques dans les différents endroits; aucune directive n'a été établie en ce qui concerne les structures de gouvernance des services informatiques, les stratégies et les services d'appui attendus au niveau des pays; les bureaux régionaux et les bureaux de pays n'avaient pas d'outils pour contrôler l'utilisation abusive des ordinateurs et les tentatives d'accès illicites à leurs systèmes informatiques. |

19. Activités productrices de recettes

Ressources ordinaires et fonds thématiques mondiaux

236. Selon la section 2 de la directive relative à la mobilisation de fonds (CF/Exd/2003-013), l'UNICEF devrait s'efforcer d'accroître les ressources ordinaires et les fonds thématiques qui font partie des autres ressources destinées à financer la réalisation des cinq priorités. Les fonds thématiques mondiaux offrent le meilleur substitut aux ressources ordinaires.

237. Les ressources ordinaires de l'UNICEF ont diminué de 0,5 %, passant de 2,16 milliards de dollars en 2006-2007 à 2,15 milliards de dollars durant l'exercice 2008-2009. La proportion des ressources ordinaires dans le montant total des ressources a diminué de 5 %, passant de 37 % en 2006-2007 à 32 % en 2008-2009. Par ailleurs, d'après les états financiers de l'exercice 2008-2009, au 31 décembre 2009, le montant des fonds à mobiliser au titre des ressources ordinaires pour les programmes et les ouvertures de crédit approuvés était de 1,73 milliard de dollars, contre 717 millions de dollars au 31 décembre 2007, soit une hausse de 1,01 milliard de dollars (141 %). Il faudrait donc que l'UNICEF redouble d'efforts pour mobiliser davantage de ressources ordinaires.

238. Globalement, les fonds thématiques mondiaux ont augmenté de 6 %, passant de 600 millions de dollars en 2006-2007 à 638 millions de dollars en 2008-2009. Mais, leur proportion dans le montant total des autres ressources a diminué de 3 %, passant de 17 % en 2006-2007 à 14 % en 2008-2009. L'UNICEF a expliqué qu'à cause de la crise financière de 2008, il avait eu des difficultés à mobiliser des ressources ordinaires. De plus, plusieurs des principaux bailleurs de fonds ont réduit leurs contributions en raison de compressions budgétaires. La baisse des fonds thématiques est due à beaucoup de facteurs, dont l'intérêt des donateurs pour de nouveaux modes de financement, la décision prise par certains de financer d'autres organismes ou le changement de politique ou de gouvernance chez certains d'autres.

239. La baisse de la proportion des ressources ordinaires dans le montant total des recettes et celle de la proportion des fonds thématiques dans le montant total des autres ressources pourraient compromettre le rôle de chef de file de l'UNICEF pour la défense des intérêts des enfants, et la réalisation de son plan stratégique à moyen terme pour la période 2006-2011.

240. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de renforcer ses activités de plaidoyer et de communication auprès des bailleurs de fonds actuels et potentiels, afin d'accroître les ressources ordinaires et les fonds thématiques mondiaux.

Rétention par les comités nationaux des recettes provenant de la vente de cartes de vœux et d'articles-cadeaux

241. Selon l'accord-type de coopération entre les comités nationaux et l'UNICEF, les comités nationaux peuvent être autorisés à conserver jusqu'à 25 % de leurs recettes (y compris des recettes brutes provenant de la vente de cartes de vœux et d'articles-cadeaux ainsi que des activités de mobilisation de fonds auprès du secteur privé).

242. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 185 à 188), le Comité avait noté que le pourcentage des recettes provenant de la vente de cartes de vœux et d'articles-cadeaux conservé par les comités nationaux avait dépassé les 25 % et recommandé à l'UNICEF de faire respecter sa règle de gestion financière relative aux recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver, et d'étudier si le pourcentage de 25 % était vraiment applicable à tous les comités nationaux. Dans son rapport (A/63/474), le CCQAB s'était rangé à l'avis du Comité selon lequel l'UNICEF devrait veiller à ce que soit appliquée la limite de rétention de 25 % et à ce que toute dérogation à cette règle soit étudiée et formalisée.

243. En 2008 et 2009, il y a eu respectivement 29 et 27 comités nationaux qui ont conservé plus de 25 % des recettes provenant de la vente de cartes de vœux et d'articles-cadeaux. Vingt-quatre comités nationaux ont conservé en 2008 et en 2009 plus de 25 % de l'ensemble de leurs recettes (provenant aussi bien de la vente de cartes de vœux et d'articles-cadeaux que des activités de mobilisation de fonds auprès du secteur privé).

244. L'UNICEF a expliqué qu'il avait prévu d'évaluer les pourcentages de rétention lors de la définition du plan stratégique commun et de la renégociation de l'accord de coopération avec les comités nationaux. Le processus de renégociation n'était pas encore terminé au moment de l'audit.

245. Le Comité recommande à nouveau que la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés respecte rigoureusement la règle de gestion financière de l'UNICEF relative à la proportion des recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver.

Plan stratégique commun

246. Le Plan stratégique commun est le principal mécanisme qui permet à l'UNICEF et aux comités nationaux de travailler ensemble pour accroître les recettes qui doivent servir à financer l'exécution des programmes et la réalisation des objectifs de l'UNICEF. Au 20 avril 2010, deux plans stratégiques communs portant sur la période 2009-2011 et 14 plans stratégiques communs portant sur la période 2010-2012 attendaient d'être signés par l'UNICEF et les comités nationaux. L'UNICEF a expliqué que sur les 16 comités nationaux qui n'avaient pas signé les plans stratégiques communs, 4 négociaient encore certaines dispositions avec l'UNICEF, 6 devaient signer les plans dans le courant de 2010, et les 6 autres n'avaient pas encore décidé quand ils signeraient les plans.

247. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de veiller à ce que la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés accélèrent les négociations avec les comités nationaux pour que les plans stratégiques communs soient signés le plus rapidement possible.

Présentation des rapports aux donateurs

248. Le Manuel de politiques et procédures de programmation stipule que les bureaux de l'UNICEF présentent en temps voulu des rapports de qualité pour justifier l'utilisation des ressources confiées à l'organisation et aider à mobiliser des ressources supplémentaires. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 39), le Comité avait relevé que les rapports aux donateurs de sept bureaux extérieurs avaient été présentés après les délais prévus et avait recommandé à l'UNICEF de déterminer les causes des retards et de prendre des mesures pour que les rapports soient bien présentés conformément aux accords conclus avec les donateurs.

249. En examinant les mesures prises par l'UNICEF pour appliquer cette recommandation, le Comité a constaté que le pourcentage de rapports présentés à temps aux donateurs par les bureaux de pays est passé de 77 % en 2007 à 82 % en 2009. D'après le rapport établi par le siège de l'UNICEF à New York, sur les 3 324 rapports aux donateurs, 596 (soit 18 %) avaient été présentés en retard par les bureaux de pays en 2009. Par ailleurs, dans 10 bureaux (Centre de recherche Innocenti, Bureau régional de l'Asie du Sud, Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, bureaux de pays du Cambodge, du Tadjikistan, du Niger, du Sénégal et du Népal), 155 rapports aux donateurs n'avaient pas été présentés à temps, avec des retards allant de 1 à 437 jours (voir ci-après tableau II.13).

Tableau II.13

Retard pris dans les bureaux de l'UNICEF dans la présentation de rapports aux donateurs au cours de la période à l'examen

| <i>Bureau</i> | <i>Nombre de rapports dus</i> | <i>Nombre de rapports présentés en retard</i> | <i>Durée du retard</i> |
|---|-------------------------------|---|------------------------|
| 1 Centre de recherche Innocenti | 25 | 20 | Non précisé |
| 2 Bureau régional de l'Asie du Sud | 13 | 6 | De 3 à 106 jours |
| 3 Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique | 22 | 8 | De 6 à 36 jours |
| 4 Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre | 48 | 30 | De 30 à 437 jours |
| 5 Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord | 22 | 4 | Plus de 30 jours |
| 6 Bureau du Cambodge | 22 | 3 | Non précisé |
| 7 Bureau du Tadjikistan | 14 | 2 | Non précisé |
| 8 Bureau du Népal | – | 31 | Non précisé |
| 9 Bureau du Niger | 76 | 33 | De 7 à 30 jours |
| 10 Bureau du Sénégal | 28 | 18 | De 1 à 135 jours |

250. L'UNICEF a expliqué que ces retards étaient principalement dus : a) au manque de capacités en raison des taux élevés de vacance de postes et de renouvellement du personnel chargé du programme; b) aux difficultés liées à la collecte de données dans les zones éloignées où les homologues nationaux sont particulièrement dépourvus de moyens; c) à des facteurs externes comme les crises humanitaires qui se répercutent sur l'activité ordinaire des bureaux.

251. La présentation tardive des rapports aux donateurs pourrait provoquer le mécontentement de ceux-ci, qui s'attendent à recevoir des rapports fiables dans les délais prévus, et les rendre moins disposés à contribuer aux activités de programme de l'UNICEF à l'avenir.

252. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de déterminer les causes des retards pris par les bureaux de pays dans la présentation de rapports aux donateurs et de prendre les mesures qui s'imposent pour que les rapports soient présentés conformément aux accords conclus avec les donateurs.

Liste de vérification des rapports aux donateurs

253. Le Manuel de politiques et procédures de programmation dispose que les bureaux de l'UNICEF élaborent les rapports destinés aux donateurs selon une liste de vérification et joignent la liste pointée aux rapports qu'ils présentent aux donateurs. Dans sept bureaux extérieurs (Bureaux régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour l'Asie orientale et le Pacifique, pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et pour l'Asie du Sud, bureaux de pays du Cambodge, du Sénégal et du Népal), certains rapports aux donateurs n'ont pas été établis conformément au Manuel, comme expliqué ci-après :

a) Aux bureaux de pays du Cambodge, du Sénégal et du Népal et au Bureau régional de l'Asie du Sud, les fonctionnaires chargés de cette tâche n'ont pas pointé les listes de vérification lorsqu'ils examinaient le contenu des rapports aux donateurs et n'ont pas joint les listes aux rapports;

b) Aux Bureaux régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour l'Asie orientale et le Pacifique et pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et au bureau de pays du Népal, certains éléments importants, comme le plan des futurs travaux, la comparaison entre les résultats prévus et atteints et le compte rendu de l'utilisation des fonds, manquaient dans les rapports aux donateurs.

254. L'absence des listes pointées et de certains éléments importants dans les rapports aux donateurs risquent d'entraîner une qualité moindre des rapports et de rendre plus difficile pour l'UNICEF de mobiliser des fonds.

255. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de veiller à ce que tous les bureaux extérieurs se conforment strictement au Manuel de politiques et procédures de programmation pour l'élaboration et la présentation des rapports aux donateurs.

Contrôle de la présentation des rapports aux donateurs

256. Le Manuel de politiques et procédures de programmation de l'UNICEF dispose que les bureaux régionaux contrôlent et évaluent les rapports établis par les

bureaux de pays à l'intention des donateurs. Des lacunes ont été constatées à cet égard dans quatre bureaux régionaux, comme expliqué ci-après :

a) Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique et le Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants et les États baltes n'ont pas évalué sur échantillon les rapports établis par les bureaux de pays à l'intention des donateurs durant la période considérée. Les deux premiers avaient établi une liste de contrôle de la qualité des rapports, mais ne l'ont pas utilisée;

b) Le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a engagé un consultant pour examiner les rapports aux donateurs établis par les bureaux de pays mais n'a pas appliqué les recommandations formulées dans le rapport du consultant.

257. Selon l'UNICEF, certains bureaux régionaux accordaient plus d'attention au respect des délais impartis pour la présentation des rapports aux donateurs qu'à la qualité de ceux-ci.

258. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait le Comité, de veiller à ce que tous les bureaux régionaux contrôlent et évaluent les rapports des bureaux de pays aux donateurs en suivant les prescriptions du Manuel de politiques et procédures de programmation.

20. Gestion des voyages

Programme de voyages

259. Le Manuel d'administration de l'UNICEF dispose que chaque bureau extérieur établit un programme de voyages, qui doit être mis à jour tous les trois mois et approuvé par le chef du bureau. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 204 et 205), le Comité avait constaté que trois bureaux extérieurs n'avaient pas élaboré de programme de voyages et recommandé à l'UNICEF de veiller à ce que les bureaux en cause établissent un programme de voyages conformément aux dispositions du Manuel d'administration. Le Comité a examiné les mesures prises par ces trois bureaux extérieurs pour donner suite à cette recommandation, et estimé que celle-ci avait été suivie d'effet. Il a toutefois constaté que le bureau chargé de la collecte de fonds et des partenariats privés et trois autres bureaux de pays avaient mal établi leur programme de voyages, comme expliqué ci-après :

a) Dans les bureaux du Népal, du Sénégal et du Tadjikistan, il n'y avait pas de programme de voyages pour l'ensemble du bureau. Par exemple, durant la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 30 août 2009, le bureau du Sénégal n'avait pas établi de programme de voyages pour l'ensemble du bureau. Quatre sections associées au programme avaient établi leur programme de voyages, qui avaient été approuvés par les chefs de section et non par le chef du bureau. Au bureau du Népal, seules quatre sections associées au programme avaient établi leur programme de voyages pour 2008, mais ceux-ci n'avaient pas été approuvés par le chef du bureau et ne couvraient pas l'année entière;

b) Au bureau chargé de la collecte de fonds et des partenariats privés, quatre sections n'avaient pas de programme de voyages pour la période à l'examen.

260. L'absence de programme de voyages au niveau des bureaux de pays risque de nuire à la gestion des voyages.

261. L'UNICEF a accepté, comme le recommandait à nouveau le Comité, de veiller à ce que tous les bureaux établissent un programme de voyages conformément aux dispositions de son manuel d'administration.

262. L'UNICEF a signalé que ses bureaux avaient établi leur programme de voyages pour 2010.

Demandes d'autorisation de voyage

263. Le Manuel des ressources humaines de l'UNICEF dispose que les fonctionnaires présentent une demande d'autorisation de voyage au moins deux semaines avant la date prévue de départ. Dans son rapport précédent (A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 203), le Comité avait constaté qu'au bureau de pays de la Bolivie, un certain nombre de fonctionnaires n'avaient pas présenté leur demande d'autorisation de voyage au moins deux semaines avant la date prévue de départ, et recommandé à l'UNICEF de veiller à ce que le bureau de pays de la Bolivie présente les demandes d'autorisation de voyage en temps voulu. Après avoir examiné les mesures prises par ce bureau pour donner suite à cette recommandation, le Comité a estimé que celle-ci avait bien été appliquée. Toutefois, la situation ne s'était pas améliorée au siège et dans certains autres bureaux extérieurs de l'UNICEF.

264. Selon le rapport de l'UNICEF sur la présentation des demandes d'autorisation de voyage, 10 476 demandes en tout ont été déposées par les divisions du siège durant l'exercice biennal 2008-2009, sur lesquelles 7 753 (74 %) ont été présentées dans les deux semaines précédant la date de départ et 309 (3 %) après la date de départ.

265. Au Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, en examinant un échantillon de 10 demandes d'autorisation de voyage, le Comité a constaté que six d'entre elles avaient été présentées moins de 10 jours avant la date de départ. Au bureau de pays du Kenya, 1 022 voyages ont été effectués de janvier à août 2009; 931 (91 %) des demandes d'autorisation correspondantes n'avaient pas été déposées deux semaines avant la date de départ prévue, comme le prescrit le Manuel des ressources humaines de l'UNICEF.

266. D'après l'UNICEF, il n'était pas toujours possible de présenter des demandes d'autorisation de voyage deux semaines avant la date de départ en raison des situations d'urgence. La présentation tardive des demandes d'autorisation risque de faire augmenter les frais de voyage.

267. Le Comité recommande à nouveau à l'UNICEF de veiller à ce que dans tous les bureaux, les demandes d'autorisation de voyage soient présentées deux semaines au moins avant la date de départ prévue, conformément aux dispositions du Manuel des ressources humaines.

268. L'UNICEF a indiqué qu'il prendrait d'autres mesures pour améliorer le taux de présentation en temps voulu de demandes d'autorisation de voyage.

C. Informations fournies par la direction

1. Passation par profits et pertes de liquidités, de créances ou de biens

269. Conformément aux dispositions 112.15 et 112.16 de ses règles de gestion financière, l'UNICEF a signalé au Comité que des biens d'un montant de 30,71 millions de dollars avaient été passés par profits et pertes au cours de l'exercice biennal 2008-2009 (contre 20,98 millions de dollars en 2006-2007) (voir tableau II.14).

Tableau II.14

Passation par profits et pertes de liquidités, de créances ou de biens durant l'exercice biennal 2008-2009

(En dollars des États Unis)

| <i>Type</i> | <i>Montant</i> |
|--|-------------------|
| Liquidités | 348 050 |
| Stocks | 850 866 |
| Contributions irrécouvrables | 23 262 172 |
| Autres biens | 6 244 147 |
| Total | 30 705 235 |

Note : Sur la base des données fournies par l'UNICEF.

2. Versements à titre gracieux

270. Conformément à sa règle de gestion financière 113.9, l'UNICEF a informé le Comité qu'il n'y avait pas eu de versements à titre gracieux au cours de la période considérée.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

271. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, l'UNICEF a signalé au Comité 29 cas de fraude ou de présomption de fraude (contre 58 cas au cours de l'exercice 2006-2007). Vingt d'entre eux avaient entraîné des pertes financières d'un montant de 146 418 dollars, mais au 22 avril 2010 l'UNICEF avait pu recouvrer 103 779 dollars (voir tableau II.15).

Tableau II. 15

Cas de fraude et de présomption de fraude signalés durant l'exercice biennal 2008-2009

(En dollars des États-Unis)

| | <i>Nombre de cas</i> | <i>Montant de la perte</i> | <i>Montant recouvré</i> |
|--------------------------------------|----------------------|----------------------------|-------------------------|
| Tentative de vol | 17 | 90 212 | 57 977 |
| Fautes professionnelles | 4 | 4 645 | 0 |
| Fraude sur les prestations | 4 | 45 761 | 40 402 |
| Endommagement/mauvais usage de biens | 2 | 5 800 | 5 400 |

| | <i>Nombre de cas</i> | <i>Montant de la perte</i> | <i>Montant recouvré</i> |
|-----------------|----------------------|----------------------------|-------------------------|
| Vol/pots de vin | 2 | 0 | 0 |
| Total | 29 | 146 418 | 103 779 |

Note : Sur la base des données fournies par l'UNICEF.

D. Remerciements

272. Le Comité tient à remercier le Directeur général et le personnel du Fonds des Nations Unies pour l'enfance de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Vérificateur général des comptes
d'Afrique du sud,
Président du Comité
des Commissaires aux comptes
(*Signé*) Terence **Nombembe**

Le Vérificateur général
des comptes de la Chine,
Vérificateur principal
(*Signé*) **Liu Jiayi**

Le Premier Président de la Cour
des comptes de la France
(*Signé*) Didier **Migaud**

30 juin 2010

Annexe I

Bureaux de l'UNICEF ayant fait l'objet de vérifications durant l'exercice biennal 2008-2009

1. Siège à New York
2. Division des approvisionnements
3. Division de la collecte de fonds et des partenariats privés
4. Centre de recherche Innocenti
5. Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique
6. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
7. Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
8. Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
9. Bureau régional pour l'Asie du Sud
10. Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants
11. Bureau de pays au Cambodge
12. Bureau de pays à Madagascar
13. Bureau de pays au Tadjikistan
14. Bureau de pays en République démocratique populaire lao
15. Bureau de pays au Népal
16. Bureau de pays au Niger
17. Bureau de pays au Yémen
18. Bureau de pays en Chine
19. Bureau de pays au Kenya
20. Bureau de pays au Sénégal
21. Bureau de pays en République-Unie de Tanzanie

Annexe II

**Suite donnée aux recommandations relatives
à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007^a**

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|---|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| | | | | | | | Total |
| 1. Engagements budgétaires non réglés : comptabiliser l'annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs en ajustant en conséquence les réserves et les soldes des fonds et enregistrer l'annulation d'engagements relatifs à l'exercice en cours en tant que réduction des dépenses plutôt que comme recettes (siège à New York) | 24 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 2. Contributions à recevoir : évaluer périodiquement la probabilité de recouvrement des montants inscrits en tant que contributions à recevoir et prévoir des provisions suffisantes pour tout montant jugé douteux (siège à New York) | 31 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 3. Engagements budgétaires en instance : demander au siège d'annuler les reliquats des engagements en instance dès que ceux-ci ont été intégralement réglés (tous les bureaux extérieurs) | 36 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 4. Présentation de rapports aux donateurs : déterminer les causes des retards dans la présentation de rapports aux donateurs et prendre des mesures pour que les rapports soient présentés conformément aux accords conclus avec les donateurs (tous les bureaux extérieurs) | 42 | 2006-2007 | | X | | | 1 mentionné |
| 5. Contributions : fixer un objectif annuel de contributions qui serve de référence pour l'évaluation des activités de programme concernant la collecte de fonds (bureau de Tokyo) | 47 | 2006-2007 | X | | | | 1 |

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 5B et rectificatif (A/63/5/Add.2 et Corr.1), chap. II.

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|---|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 6. Assistance en espèces consentie aux gouvernements : respecter les dispositions de la circulaire financière 15 (Rev. 3) sur la fourniture de reçus officiels par les bénéficiaires d'une assistance en espèces (tous les bureaux extérieurs) | 52 | 2006-2007 | | X | | | 1 mentionné |
| 7. Assistance en espèces consentie aux gouvernements : suivre de près l'assistance en espèces consentie aux gouvernements pour s'assurer que les fonds sont employés conformément aux objectifs des projets approuvés; régler tous les cas d'assistance en espèces en instance; et n'effectuer de nouveaux transferts d'espèces aux partenaires d'exécution qu'après que ceux-ci auront remis les rapports sur l'utilisation des fonds déjà reçus (tous les bureaux extérieurs) | 61 | 2006-2007 | | X | | | 1 mentionné |
| 8. Contrôles financiers : contrôler régulièrement les modifications effectuées dans le tableau des autorisations de gestion de documents; mettre périodiquement à jour le tableau des pouvoirs; et fixer des procédures garantissant que les autorisations financières paramétrées dans le système de gestion des programmes soient conformes aux données du tableau des pouvoirs (tous les bureaux extérieurs) | 69 | 2006-2007 | | X | | | 1 mentionné |
| 9. Disponibilités et dépôts à terme : passer en revue tous les éléments de rapprochement apparaissant sur les états de rapprochement bancaires mensuels des bureaux extérieurs et apporter aux écritures les ajustements nécessaires immédiatement après chaque examen mensuel (tous les bureaux extérieurs) | 76 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 10. Contributions à recevoir : examiner le montant de 2,7 millions de dollars comptabilisé comme sommes à recevoir de donateurs ayant entièrement honoré leurs engagements (siège à New York) | 79 | 2006-2007 | X | | | | 1 |

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|---|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 11. Annonces de contributions confirmées : prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que les annonces de contributions confirmées par écrit soient comptabilisées sans délai comme recettes et comme contributions à recevoir (siège à New York) | 81 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 12. Comptes débiteurs : examiner de près les soldes négatifs de la rubrique Débiteurs divers (fonctionnaires) et procéder aux ajustements appropriés (siège à New York) | 83 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 13. Soldes des comptes d'inventaire : déterminer les causes des écarts constatés dans le compte d'inventaire, en particulier dans le cas des comptes faisant apparaître des soldes négatifs, et procéder à une évaluation du système SAP pour y apporter éventuellement des améliorations (Division des approvisionnements) | 90 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 14. Biens fonciers : procéder à l'inventaire complet de tous les biens fonciers de l'UNICEF et en rapprocher les résultats des éléments d'actifs s'y rapportant, afin d'en déterminer correctement la valeur pour l'inscrire dans les documents comptables (siège à New York) | 96 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 15. Bail : fournir des informations dans les notes relatives aux états financiers concernant les clauses du bail, le coût des biens fonciers considérés et la charge à approvisionner au titre des loyers restant à payer jusqu'à l'expiration du bail (siège à New York) | 102 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 16. Comptes créditeurs : examiner les comptes créditeurs présentant des soldes négatifs et apporter les ajustements nécessaires dans les documents comptables (siège à New York) | 107 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 17. Charges liées à la cessation de service : envisager d'indiquer dans ses états financiers proprement dits | 114 | 2006-2007 | | X | | | 1 |

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|--|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| les charges liées à la cessation de service qui doivent être provisionnées; et mettre en place des mécanismes permettant de les provisionner intégralement (siège à New York) | | | | | | | |
| 18. Placements : présenter des informations détaillées sur le portefeuille de placements, y compris sur la valeur marchande des placements, à la fois pour les placements à court terme et les placements à long terme (siège à New York) | 117 | 2006-2007 | | X | | | 1 |
| 19. Réserves : envisager de présenter dans les états financiers des informations sur la source de financement des réserves en ce qui concerne les services d'achat, les assurances et les biens immobilisés (siège à New York) | 119 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 20. Normes IPSAS : établir un plan exposant les diverses mesures à prendre en vue de la mise en œuvre complète des normes IPSAS d'ici à 2010 (siège à New York) | 121 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 21. Gestion des achats et des marchés : établir des évaluations écrites de tous les fournisseurs afin de réduire le risque d'adjuger par inadvertance des marchés à des fournisseurs qui n'ont pas donné satisfaction (Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | 126 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 22. Gestion des achats et des marchés : inclure dans les bons de commande une clause prévoyant une pénalisation en cas de retard de livraison, conformément aux dispositions du Manuel des approvisionnements de l'UNICEF (bureaux de pays aux Philippines, au Myanmar et en Éthiopie) | 130 | 2006-2007 | X | | | | 1 mentionné |
| 23. Gestion des biens durables : mettre en place une stratégie d'achats permettant de garantir que les fournitures soient distribuées rapidement aux bénéficiaires après qu'elles ont été livrées (bureau de pays au Myanmar); et veiller à ce | 141 | 2006-2007 | X | | | | 1 |

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|---|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| que les besoins en fournitures fassent l'objet d'estimations réalistes et à ce que les fournitures soient distribuées aux programmes dans les délais prévus (bureau de pays de l'État plurinational de Bolivie) | | | | | | | |
| 24. Gestion des biens durables : joindre des listes de distribution aux demandes de fournitures; et demander aux autorités éthiopiennes de débloquer les fournitures destinées aux programmes qui se trouvent dans des entrepôts de stockage, conformément au chapitre 14 du Manuel des approvisionnements (bureau de pays en Éthiopie) | 142 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 25. Gestion des biens durables : prendre des mesures en vue d'améliorer la fiabilité des inventaires établis dans les bureaux extérieurs (tous les bureaux extérieurs) | 146 | 2006-2007 | | X | | | 1 |
| 26. Gestion des biens durables : examiner les processus de gestion des biens durables et les mécanismes de contrôle de la comptabilité matières (siège à New York) | 150 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 27. Consultants, experts et personnel temporaire : respecter les conditions fixées pour le recrutement de consultants dans le Manuel des ressources humaines et les instructions administratives pertinentes s'agissant des procédures de sélection, de la signature d'accords de services spéciaux avant le début des travaux, des certificats médicaux et de l'appréciation du comportement professionnel (tous les bureaux extérieurs) | 157 | 2006-2007 | | X | | | 1 |
| 28. Informatique : évaluer les fonctions existantes dans le domaine du traitement de la paie en vue d'assurer une séparation adéquate des tâches (siège à New York) | 164 | 2006-2007 | X | | | | 1 |

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|--|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| 29. Informatique : respecter la règle qui interdit d'accorder des pouvoirs financiers quelconques à l'Administrateur des applications (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et bureau de pays en Jordanie) | 169 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 30. Gestion des programmes et des projets : fournir des chiffres de référence et des objectifs précis afin d'améliorer encore la mesurabilité des résultats des projets (tous les bureaux extérieurs) | 171 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 31. Gestion des programmes et des projets : utiliser pleinement le système ProMS en tant qu'instrument de suivi de l'exécution des programmes et des demandes de ressources; et former tous les chefs de secteur et les administrateurs de programmes et de projets à l'utilisation des outils de gestion des programmes inclus dans le système (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes et bureau de zone du Sud-Soudan) | 175 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 32. Gestion des programmes et des projets : mentionner dans les directives relatives aux rapports annuels des bureaux de pays pour 2008 la nécessité d'incorporer dans la section 2.2 du document une analyse comparative du plan de travail annuel par rapport aux résultats effectivement obtenus, tels qu'ils sont enregistrés dans l'instrument de suivi du plan de travail (siège à New York) | 179 | 2006-2007 | X | | | | 1 |
| 33. Gestion des programmes et des projets : évaluer les propositions de projets pour déterminer si les financements demandés par les partenaires d'exécution sont adéquats et identifier les facteurs qui pourront entraver leur mise en œuvre; renforcer le contrôle de l'exécution des projets; et contrôler la reprogrammation et l'utilisation des fonds remboursés et enregistrer | 184 | 2006-2007 | X | | | | 1 |

| <i>Sujet</i> | <i>Paragraphe du rapport</i> | <i>Exercice au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i> | <i>Recommandation intégralement appliquée</i> | <i>Recommandation en cours d'application</i> | <i>Recommandation non appliquée</i> | <i>Recommandation devenue caduque</i> | <i>Référence dans le présent rapport</i> |
|---|------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|--|
| des informations à ce sujet (bureau de pays en Inde) | | | | | | | |
| 34. Activités productrices de recettes : faire respecter la règle de gestion financière 9.04 relative aux recettes que les comités nationaux sont autorisés à conserver (Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | 189 | 2006-2007 | | X | | | 1 mentionné |
| 35. Activités productrices de recettes : étudier la possibilité d'appliquer le pourcentage de 25 % à tous les comités nationaux pour la part des recettes à conserver (Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | 190 | 2006-2007 | | X | | | 1 |
| 36. Activités productrices de recettes : agissant en consultation avec les comités nationaux, revoir le calendrier de soumission afin que la date limite de présentation des déclarations définitives de recettes et de dépenses soit synchronisée avec celle fixée pour la présentation du rapport financier (Division de la collecte de fonds et des partenariats privés) | 196 | 2006-2007 | | X | | | 1 |
| 37. Gestion des voyages : respecter les consignes et directives concernant la présentation des documents relatifs aux voyages; et veiller à ce que les avances sur frais de voyage soient régularisées dans un délai de 15 jours après l'accomplissement du voyage (tous les bureaux extérieurs) | 200 | 2006-2007 | | X | | | 1 |
| 38. Gestion des voyages : présenter les demandes d'autorisation de voyage en temps voulu; et établir un programme de voyages conformément aux dispositions du Manuel d'administration de l'UNICEF (bureaux de pays de l'État plurinational de Bolivie et aux Philippines et bureau de zone du Sud-Soudan) | 206 | 2006-2007 | X | | | | 1 mentionné |
| Total | | | 26 | 12 | 0 | 0 | 38 |
| Pourcentage par rapport au nombre total de recommandations | | | 68 | 32 | 0 | 0 | 100 |

Chapitre III

Rapport financier de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Introduction

1. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fait tenir ci-après le rapport financier sur ses comptes, assorti de 10 états, 3 tableaux et 2 annexes. Les états I à IV sont présentés conformément aux modèles adoptés par le Conseil des chefs de secrétariat en vue de l'harmonisation des comptes des organismes des Nations Unies. Le rapport financier récapitule les résultats financiers des activités de l'UNICEF pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009.

Recettes

2. Le montant total des recettes de l'UNICEF pour l'exercice biennal 2008-2009 s'élève à 6 milliards 610 millions de dollars. Les recettes se répartissent comme suit : 2 milliards 114 millions de dollars au titre des ressources ordinaires, 3 milliards 98 millions de dollars au titre des autres ressources affectées aux opérations ordinaires et 1 milliard 398 millions de dollars au titre des autres ressources affectées aux opérations d'urgence. L'origine de ces recettes se décompose comme suit : 60 % (3 milliards 959 millions de dollars) proviennent de gouvernements et d'organismes intergouvernementaux; 29 % (1 milliard 902 millions de dollars) des campagnes de collecte de fonds, de la vente de cartes de vœux et de dons individuels; 8 % (552 millions de dollars) de mécanismes interorganisations; et 3 % (197 millions de dollars) de sources diverses, notamment les intérêts créditeurs et les ajustements et gains de change nets.

Dépenses

3. Les dépenses de l'UNICEF pour l'exercice biennal se sont élevées à 6 milliards 324 millions de dollars, imputés, au titre de la coopération opérationnelle, sur les ressources ordinaires pour 1 milliard 883 millions de dollars et sur les autres ressources affectées aux opérations ordinaires pour 2 milliards 793 millions de dollars, tandis que 1 milliard 443 millions de dollars étaient imputés sur les autres ressources affectées aux opérations d'urgence, 172 millions de dollars sur les activités de gestion et d'administration, et 33 millions de dollars sur la sécurité.

Dons en nature gérés par l'UNICEF pour le compte de tiers

4. Durant l'exercice, l'UNICEF a livré pour le compte de tiers, des fournitures d'un montant total estimé à 625 millions de dollars. Bien qu'elles soient gérées par les services administratifs du Fonds, ces opérations financées par des partenaires extérieurs ne sont pas comptabilisées dans les états financiers de l'UNICEF.

Fonds d'affectation spéciale

5. En ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale, les rentrées de fonds se chiffrent à 1 milliard 986 millions de dollars et les décaissements et engagements de dépenses à 1 milliard 852 millions de dollars pour l'exercice biennal 2008-2009. Les fonds d'affectation spéciale ne sont pas pris en compte dans les recettes de

l'UNICEF : ils correspondent à des ressources affectées à des fins particulières que diverses entités (gouvernements, autres organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales notamment) versent au Fonds pour financer l'achat de fournitures principalement, mais aussi pour que le Fonds assure des services en leur nom; ils comprennent également des fonds que versent des gouvernements, dans le cadre d'un parrainage, pour couvrir les dépenses liées au Programme des administrateurs auxiliaires.

Disponibilités et placements

6. Au 31 décembre 2009, le montant total des disponibilités et des placements de l'UNICEF était de 2 milliards 977 millions de dollars, y compris le solde inutilisé des fonds d'affectation spéciale (448 millions de dollars). Quelque 2 milliards 70 millions de dollars se trouvaient sur des comptes de dépôt à terme rémunérés, 839 millions de dollars prenaient la forme de placements et 67 millions de dollars étaient en dépôt sur des comptes courants. Le montant total de l'encaisse se chiffrait à 1 million de dollars.

Programmes approuvés

7. En 2008-2009, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 7 milliards 804 millions de dollars au titre de programmes dans des pays avec lesquels l'UNICEF coopère, ainsi que de projets régionaux et interrégionaux. Ce montant comprend 3 milliards 488 millions de dollars pour des programmes financés par les ressources ordinaires et 2 milliards 907 millions de dollars pour les programmes financés par les autres ressources affectées aux opérations ordinaires, ainsi que 1 milliard 409 millions de dollars pour les programmes et projets financés par les promesses de contribution aux ressources affectées aux opérations d'urgence.

La Directrice générale du Fonds
des Nations Unies pour l'enfance
(Signé) Ann M. Veneman

Chapitre IV

États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009

A. États financiers

État I

Recettes, dépenses et variations des réserves et du solde des fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | | 2008-2009 | | | 2006-2007 | |
|---|------------------------|-----------------------|---|--|------------------|------------------|
| | | Ressources ordinaires | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | Total | Total |
| Recettes | | | | | | |
| Contributions volontaires | | | | | | |
| De gouvernements et d'organismes intergouvernementaux | (tableau 1) | 1 209 979 | 1 901 425 | 883 540 | 3 994 944 | 3 348 829 |
| À déduire : Versement au budget d'appui biennal | (note 3/ tableau 1) | (36 095) | | | (36 095) | (29 086) |
| | | 1 173 884 | 1 901 425 | 883 540 | 3 958 849 | 3 319 743 |
| De sources non gouvernementales et privées | (tableau 1) | 3 292 | 965 464 | 193 308 | 1 162 064 | 883 515 |
| Fonds reçus au titre de mécanismes interorganisations | (tableau 1) | 243 | 230 711 | 321 178 | 552 132 | 412 056 |
| Division – Collecte de fonds et partenariats privés | (note 4) | 740 051 | | | 740 051 | 783 569 |
| Autres recettes | | | | | | |
| Intérêts créditeurs | | 170 032 | | | 170 032 | 262 160 |
| Recettes accessoires | (note 5) | 33 907 | | | 33 907 | 49 224 |
| Ajustements et gains de change nets | (note 6) | (7 023) | | | (7 023) | 35 052 |
| Total des recettes | | 2 114 386 | 3 097 600 | 1 398 026 | 6 610 012 | 5 745 319 |
| Dépenses | | | | | | |
| Assistance au titre des programmes | (état VII) | 1 515 575 | 2 793 365 | 1 442 648 | 5 751 588 | 4 635 529 |
| Appui aux programmes | (état IV) | 367 828 | | | 367 828 | 298 557 |
| Total, coopération au titre des programmes | | 1 883 403 | 2 793 365 | 1 442 648 | 6 119 416 | 4 934 086 |
| Gestion et administration | (état IV) | 171 511 | | | 171 511 | 148 964 |
| Sécurité | (état IV) | 32 850 | | | 32 850 | 20 736 |
| Total des dépenses | | 2 087 764 | 2 793 365 | 1 442 648 | 6 323 777 | 5 103 786 |

| | 2008-2009 | | | 2006-2007 | |
|--|------------------------------|--|---|------------------|------------------|
| | <i>Ressources ordinaires</i> | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | <i>Total</i> | <i>Total</i> |
| Excédent (déficit) | 26 622 | 304 235 | (44 622) | 286 235 | 641 533 |
| Sommes passées par profits et pertes et ajustements relatifs à des exercices antérieurs (note 7) | 7 947 | 16 133 | 6 625 | 30 705 | 21 590 |
| Provision pour contributions à recevoir non recouvrables (note 8) | (4 985) | 5 566 | 5 582 | 6 163 | |
| Excédent (déficit) net | 23 660 | 282 536 | (56 829) | 249 367 | 619 943 |
| Solde des fonds au 1 ^{er} janvier | 833 332 | 1 149 079 | 460 411 | 2 442 822 | 1 903 349 |
| Réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs | 28 987 | | | 28 987 | 19 530 |
| Dotation à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service (note 9) | (60 000) | | | (60 000) | (90 000) |
| Dotation à la réserve pour les prestations dues à la cessation de service (note 9) | | | | | (10 000) |
| Solde des réserves au 1 ^{er} janvier (note 9) | 197 520 | | | 197 520 | 89 081 |
| Augmentation des réserves (note 9) | 69 852 | | | 69 852 | 108 439 |
| Réserves et solde des fonds au 31 décembre | 1 093 351 | 1 431 615 | 403 582 | 2 928 548 | 2 640 342 |

Les notes explicatives font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

État II

Actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | | 2009 | 2007 |
|---|---------------------|------------------|------------------|
| Actif | | | |
| Disponibilités et dépôts à terme | (note 10) | 2 138 491 | 2 229 829 |
| Placements | (note 11) | 838 952 | 445 000 |
| Comptes débiteurs | | | |
| Contributions à recevoir | (note 12/tableau 2) | 329 723 | 251 288 |
| À déduire : Provisions pour contributions à recevoir non recouvrables | (note 8) | (11 163) | (5 000) |
| Montant net des contributions à recevoir | | 318 560 | 246 288 |
| Débiteurs divers | (note 13) | 441 654 | 454 576 |
| Stocks | (note 14) | 43 791 | 46 079 |
| Bâtiments | (note 15) | 18 625 | 17 831 |
| Total de l'actif | | 3 800 073 | 3 439 603 |
| Passif | | | |
| Contributions reçues d'avance | (note 16) | 19 901 | 40 500 |
| Engagements non réglés | (note 17) | 264 378 | 273 724 |
| Comptes créditeurs | (note 18) | 86 041 | 123 445 |
| Fonds d'affectation spéciale | (note 19/tableau 3) | 447 722 | 314 570 |
| Régime d'assurance maladie | (note 20) | 53 483 | 47 022 |
| Total du passif | | 871 525 | 799 261 |
| Réserves et soldes des fonds | | | |
| Réserves | | | |
| Pour les services d'achats | (note 9) | 2 000 | 2 000 |
| Pour l'assurance | (note 9) | 115 | 115 |
| Pour les immobilisations | (note 9) | 27 286 | 27 126 |
| Pour l'assurance maladie après la cessation de service | (note 9) | 210 000 | 150 000 |
| Pour les prestations dues à la cessation de service | (note 9) | 27 971 | 18 279 |
| Total des réserves | | 267 372 | 197 520 |
| Solde des fonds | | | |
| Ressources ordinaires | | 825 979 | 833 332 |
| Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | 1 431 615 | 1 149 079 |
| Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | 403 582 | 460 411 |
| Total des fonds | | 2 661 176 | 2 442 822 |
| Total des réserves et du solde des fonds | | 2 928 548 | 2 640 342 |
| Total du passif, des réserves et du solde des fonds | | 3 800 073 | 3 439 603 |

Les notes explicatives font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

État III

Flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|--|------------------|------------------|
| Flux de trésorerie provenant du fonctionnement | | |
| Excédent net des recettes sur les dépenses | 249 367 | 619 943 |
| Diminution (augmentation) des contributions à recevoir | (78 435) | (64 239) |
| Augmentation de la provision pour contributions à recevoir non recouvrables | 6 163 | |
| Diminution (augmentation) des débiteurs divers | 12 922 | (101 257) |
| Diminution (augmentation) des stocks | 2 288 | (20 537) |
| (Diminution) augmentation des contributions reçues d'avance | (20 599) | 22 442 |
| (Diminution) augmentation des comptes créditeurs | (37 404) | 22 572 |
| Augmentation du solde du régime d'assurance maladie | 6 461 | 7 453 |
| (Diminution) des engagements non réglés | (9 346) | (10 003) |
| À déduire : intérêts créditeurs | (170 032) | (262 160) |
| Encaisse nette provenant du fonctionnement | (38 615) | 214 214 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de placement | | |
| Diminution (augmentation) des placements | (393 952) | (445 000) |
| Diminution (augmentation) de la rubrique Bâtiments | (794) | (2 010) |
| À ajouter : intérêts créditeurs | 170 032 | 262 160 |
| Encaisse nette provenant des activités de placement | (224 714) | (184 850) |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | |
| Réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs | 28 987 | 19 530 |
| Augmentation (diminution) du solde des fonds d'affectation spéciale | 133 152 | (22 015) |
| Dotations à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service | 60 000 | 90 000 |
| Dotations à la réserve pour les prestations dues à la cessation de service | | 10 000 |
| Prélèvements sur les ressources ordinaires | (60 000) | (100 000) |
| Augmentation de la rubrique Immobilisations | 160 | 160 |
| Augmentation de la réserve pour les prestations dues à la cessation de service | 9 692 | 8 279 |
| Encaisse nette provenant des activités de financement | 171 991 | 5 954 |
| (Diminution) augmentation nette des disponibilités et dépôts à terme | (91 338) | 35 318 |
| Disponibilités et dépôts à terme au 1^{er} janvier | 2 229 829 | 2 194 511 |
| Disponibilités et dépôts à terme au 31 décembre | 2 138 491 | 2 229 829 |

État IV

État des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009, au 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Crédits ouverts | | | Dépenses | | | Total | Solde inutilité |
|--|-----------------|--------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|---------------------------|----------------|-----------------|
| | Montant initial | Montants supplémentaires | Transferts et ajustements | Montant révisé | Appui aux programmes | Gestion et administration | | |
| Appui aux programmes | | | | | | | | |
| Bureaux de pays et bureaux régionaux | 462 043 | | (144) | 461 899 | 443 137 | | 443 137 | 18 762 |
| Siège | 139 857 | | 2 013 | 141 870 | 131 312 | | 131 312 | 10 558 |
| Total partiel | 601 900 | | 1 869 | 603 769 | 574 449 | | 574 449 | 29 320 |
| Gestion et administration | 310 900 | | (1 869) | 309 031 | | 285 238 | 285 238 | 23 793 |
| Total partiel | 912 800 | | | 912 800 | 574 449 | 285 238 | 859 687 | 53 113 |
| Sécurité | 26 200 | 21 400 | | 47 600 | | | 32 850 | 32 850 |
| Total | 939 000 | 21 400 | | 960 400 | 574 449 | 285 238 | 32 850 | 892 537 |
| Dépenses | | | | | | | | |
| À déduire : Recouvrements au titre des activités d'emballage et de manutention | | | | | 16 093 | | | 16 093 |
| Recouvrements d'autres ressources affectées aux opérations ordinaires | | | | | 116 455 | 59 992 | | 176 447 |
| Recouvrements d'autres ressources affectées aux opérations d'urgence | | | | | 58 387 | 30 079 | | 88 466 |
| Commissions au titre de l'administration des fonds d'affectation spéciale non liés à des passations de marchés et du programme des administrateurs auxiliaires | | | | | | 3 247 | | 3 247 |
| Contributions des gouvernements au titre des dépenses locales | | | | | 524 | | | 524 |
| Prélèvement sur les recettes au titre du remboursement de l'impôt national sur le revenu | | | | | 15 162 | 20 409 | | 35 571 |
| Total partiel | | | | | 206 621 | 113 727 | | 320 348 |
| Montant net des dépenses | | | | | 367 828 | 171 511 | 32 850 | 572 189 |

État V

**Recettes et autres rentrées de fonds, dépenses
et décaissements, et variations des réserves et des soldes
des fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008-2009 | | | | 2006-2007 | |
|---|------------------------------|--|---|---|-------------------|------------------|
| | <i>Ressources ordinaires</i> | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | <i>Fonds d'affectation spéciale</i> | Total | Total |
| Soldes en début d'exercice | 833 332 | 1 149 079 | 460 411 | 304 628 | 2 747 450 | 2 235 241 |
| Recettes/rentrées de fonds | 2 114 386 | 3 097 600 | 1 398 026 | 1 985 799 | 8 595 811 | 7 347 778 |
| Fonds disponibles | 2 947 718 | 4 246 679 | 1 858 437 | 2 290 427 | 11 343 261 | 9 583 019 |
| Dépenses/décaissements | 2 087 764 | 2 793 365 | 1 442 648 | 1 852 185 | 8 175 962 | 6 733 509 |
| Passations par profits et pertes et ajustements relatifs à des exercices antérieurs | 7 947 | 16 133 | 6 625 | | 30 705 | 21 590 |
| Provision pour contributions à recevoir non recouvrables | (4 985) | 5 566 | 5 582 | | 6 163 | |
| Réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs | (28 987) | | | | (28 987) | (19 530) |
| Dotations à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service | 60 000 | | | | 60 000 | 90 000 |
| Dotations à la réserve pour les prestations dues à la cessation de service | | | | | | 10 000 |
| Soldes en fin d'exercice | 825 979 | 1 431 615 | 403 582 | 438 242 | 3 099 418 | 2 747 450 |

État VI

État au 31 décembre 2009 des engagements approuvés et des ouvertures de crédits

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Ressources ordinaires | Autres ressources | | Total |
|--|--------------------------|---|--|-------------------|
| | | Affectées aux opérations ordinaires | Affectées aux opérations d'urgence | |
| Solde inutilisé des fonds alloués aux programmes au 1 ^{er} janvier 2008 | 1 550 777 | 1 503 538 | 466 343 | 3 520 658 |
| Engagements approuvés par le Conseil d'administration | | | | |
| Nouveaux programmes ou nouvelles ouvertures de crédits | 3 255 449 | | | 3 255 449 |
| Programmes complémentaires | 233 314 | 2 906 543 | 1 408 750 | 4 548 607 |
| Sommes passées par profits et pertes et ajustements relatifs à des exercices antérieurs | | (16 133) | (6 625) | (22 758) |
| Solde inutilisé du budget d'appui biennal | (67 863) | | | (67 863) |
| Soldes inutilisés de programmes arrivés à échéance | (13 237) | | | (13 237) |
| Recouvrements imputés au compte budgétaire | (320 348) | | | (320 348) |
| Total partiel | 4 638 092 | 4 393 948 | 1 868 468 | 10 900 508 |
| Dépenses | 2 087 764 | 2 793 365 | 1 442 648 | 6 323 777 |
| Solde inutilisé des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009 | 2 550 328 | 1 600 583 | 425 820 | 4 576 731 |
| Provision pour contributions à recevoir non recouvrables | 4 985 | (5 566) | (5 581) | (6 162) |
| Solde des fonds au 31 décembre 2009 | 825 979 | 1 431 615 | 403 582 | 2 661 176 |
| Engagements à imputer sur les recettes futures | 1 729 334 | 163 402 | 16 657 | 1 909 393 |

État VII

**État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 :
ressources ordinaires, autres ressources affectées aux opérations ordinaires et autres ressources affectées aux opérations d'urgence**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|----------------------------------|--|--|--|-------------------------------|---|
| Afrique | | | | | |
| Afrique du Sud | 20 521 | 20 673 | 41 194 | 24 632 | 16 562 |
| Angola | 38 740 | 118 956 | 157 696 | 103 580 | 54 116 |
| Bénin | 22 011 | 39 428 | 61 439 | 32 711 | 28 728 |
| Botswana | 3 845 | 8 711 | 12 556 | 7 432 | 5 124 |
| Burkina Faso | 30 821 | 67 403 | 98 224 | 70 578 | 27 646 |
| Burundi | 15 172 | 82 561 | 97 733 | 41 757 | 55 976 |
| Cameroun | 21 115 | 16 036 | 37 151 | 25 970 | 11 181 |
| Cap-Vert | 2 850 | 673 | 3 523 | 1 992 | 1 531 |
| Comores | 5 408 | 3 138 | 8 546 | 5 333 | 3 213 |
| Congo | 4 958 | 22 675 | 27 633 | 13 411 | 14 222 |
| Côte d'Ivoire | 12 362 | 85 629 | 97 991 | 61 518 | 36 473 |
| Érythrée | 17 064 | 37 679 | 54 743 | 41 835 | 12 908 |
| Éthiopie | 136 868 | 232 978 | 369 846 | 264 547 | 105 299 |
| Gabon | 3 100 | 4 043 | 7 143 | 3 284 | 3 859 |
| Gambie | 5 669 | 5 594 | 11 263 | 6 540 | 4 723 |
| Ghana | 35 213 | 34 269 | 69 482 | 42 854 | 26 628 |
| Guinée | 20 083 | 24 867 | 44 950 | 27 965 | 16 985 |
| Guinée-Bissau | 11 885 | 14 256 | 26 141 | 15 985 | 10 156 |
| Guinée équatoriale | 4 539 | 1 532 | 6 071 | 2 495 | 3 576 |
| Kenya | 27 653 | 127 475 | 155 128 | 87 861 | 67 267 |
| Lesotho | 24 304 | 8 864 | 33 168 | 13 370 | 19 798 |
| Libéria | 46 329 | 32 149 | 78 478 | 49 783 | 28 695 |
| Madagascar | 48 831 | 55 620 | 104 451 | 63 208 | 41 243 |
| Malawi | 54 349 | 61 215 | 115 564 | 79 078 | 36 486 |
| Mali | 73 701 | 41 436 | 115 137 | 55 328 | 59 809 |
| Maurice | 25 | | 25 | | 25 |
| Mauritanie | 5 713 | 19 770 | 25 483 | 15 321 | 10 162 |
| Mozambique | 70 368 | 73 132 | 143 500 | 118 326 | 25 174 |
| Namibie | 8 158 | 9 596 | 17 754 | 11 225 | 6 529 |
| Niger | 31 046 | 133 451 | 164 497 | 81 514 | 82 983 |
| Nigéria | 77 546 | 264 842 | 342 388 | 181 647 | 160 741 |
| Ouganda | 46 024 | 191 541 | 237 565 | 107 679 | 129 886 |
| République centrafricaine | 13 939 | 37 426 | 51 365 | 40 658 | 10 707 |
| République démocratique du Congo | 231 448 | 222 496 | 453 944 | 327 516 | 126 428 |
| République-Unie de Tanzanie | 51 155 | 51 764 | 102 919 | 63 342 | 39 577 |
| Rwanda | 47 371 | 28 468 | 75 839 | 38 713 | 37 126 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|--|--|--|--|-------------------------------|---|
| Sao Tomé-et-Principe | 3 134 | 600 | 3 734 | 2 113 | 1 621 |
| Sénégal | 20 386 | 18 806 | 39 192 | 24 345 | 14 847 |
| Sierra Leone | 32 184 | 56 616 | 88 800 | 49 292 | 39 508 |
| Somalie | 57 389 | 136 580 | 193 969 | 152 596 | 41 373 |
| Swaziland | 10 319 | 11 979 | 22 298 | 17 379 | 4 919 |
| Tchad | 21 474 | 71 567 | 93 041 | 71 157 | 21 884 |
| Togo | 20 251 | 15 609 | 35 860 | 19 789 | 16 071 |
| Zambie | 20 983 | 41 800 | 62 783 | 40 009 | 22 774 |
| Zimbabwe | 50 224 | 215 793 | 266 017 | 178 456 | 87 561 |
| Coopération régionale | 8 222 | 16 738 | 24 960 | 11 086 | 13 874 |
| Total pour la région | 1 514 750 | 2 766 434 | 4 281 184 | 2 695 210 | 1 585 974 |
| Amériques et Caraïbes | | | | | |
| Argentine | 4 078 | 16 509 | 20 587 | 10 808 | 9 779 |
| Barbade | 266 | (54) | 212 | | 212 |
| Belize | 2 907 | 2 049 | 4 956 | 2 370 | 2 586 |
| Bolivie (État plurinational de) | 14 242 | 16 882 | 31 124 | 19 753 | 11 371 |
| Brésil | 12 327 | 30 776 | 43 103 | 33 430 | 9 673 |
| Chili | 1 302 | 2 933 | 4 235 | 3 026 | 1 209 |
| Colombie | 11 416 | 23 322 | 34 738 | 22 542 | 12 196 |
| Costa Rica | 3 411 | 1 681 | 5 092 | 2 238 | 2 854 |
| Cuba | 4 130 | 6 275 | 10 405 | 4 250 | 6 155 |
| El Salvador | 4 877 | 2 749 | 7 626 | 4 532 | 3 094 |
| Équateur | 3 645 | 12 018 | 15 663 | 7 943 | 7 720 |
| Guatemala | 7 190 | 20 179 | 27 369 | 12 924 | 14 445 |
| Guyana | 4 184 | 3 959 | 8 143 | 5 139 | 3 004 |
| Haïti | 16 828 | 43 690 | 60 518 | 41 196 | 19 322 |
| Honduras | 6 820 | 11 870 | 18 690 | 11 700 | 6 990 |
| Jamaïque | 5 404 | 4 667 | 10 071 | 5 833 | 4 238 |
| Mexique | 9 563 | 9 568 | 19 131 | 12 374 | 6 757 |
| Nicaragua | 11 153 | 13 047 | 24 200 | 13 586 | 10 614 |
| Panama | 2 045 | 2 224 | 4 269 | 2 812 | 1 457 |
| Paraguay | 3 593 | 2 199 | 5 792 | 3 352 | 2 440 |
| Pérou | 7 775 | 8 053 | 15 828 | 12 550 | 3 278 |
| République dominicaine | 5 092 | 1 874 | 6 966 | 3 913 | 3 053 |
| Suriname | 1 877 | (1 877) | | | |
| Uruguay | 1 520 | 2 727 | 4 247 | 3 425 | 822 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 3 132 | 6 557 | 9 689 | 5 337 | 4 352 |
| Coopération régionale | 19 294 | 13 044 | 32 338 | 20 469 | 11 869 |
| Total pour la région | 168 071 | 256 921 | 424 992 | 265 502 | 159 490 |
| Asie de l'Est et Pacifique | | | | | |
| Cambodge | 43 977 | 24 547 | 68 524 | 42 795 | 25 729 |
| Chine | 49 243 | 67 236 | 116 479 | 78 102 | 38 377 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|--|--|--|--|-------------------------------|---|
| Îles du Pacifique | 31 926 | 17 710 | 49 636 | 22 165 | 27 471 |
| Indonésie | 193 059 | 60 531 | 253 590 | 197 043 | 56 547 |
| Malaisie | 2 156 | 3 644 | 5 800 | 3 392 | 2 408 |
| Mongolie | 5 992 | 3 254 | 9 246 | 5 306 | 3 940 |
| Myanmar | 41 504 | 135 914 | 177 418 | 142 615 | 34 803 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 14 254 | 8 626 | 22 880 | 11 475 | 11 405 |
| Philippines | 19 495 | 32 092 | 51 587 | 33 384 | 18 203 |
| République démocratique populaire lao | 18 019 | 23 470 | 41 489 | 28 184 | 13 305 |
| République populaire démocratique de Corée | 10 294 | 24 730 | 35 024 | 24 882 | 10 142 |
| Thaïlande | 9 550 | 15 438 | 24 988 | 17 752 | 7 236 |
| Timor-Leste | 13 377 | 15 250 | 28 627 | 15 444 | 13 183 |
| Viet Nam | 21 798 | 31 660 | 53 458 | 33 915 | 19 543 |
| Coopération régionale | 1 893 | 3 232 | 5 125 | 3 193 | 1 932 |
| Total pour la région | 476 537 | 467 334 | 943 871 | 659 647 | 284 224 |
| Asie du Sud | | | | | |
| Afghanistan | 46 844 | 346 502 | 393 346 | 175 048 | 218 298 |
| Bangladesh | 137 172 | 106 855 | 244 027 | 143 378 | 100 649 |
| Bhoutan | 8 110 | 5 638 | 13 748 | 8 128 | 5 620 |
| Inde | 205 186 | 203 119 | 408 305 | 222 356 | 185 949 |
| Maldives | 8 808 | 154 | 8 962 | 7 053 | 1 909 |
| Népal | 35 418 | 30 326 | 65 744 | 46 685 | 19 059 |
| Pakistan | 90 923 | 195 260 | 286 183 | 179 079 | 107 104 |
| Sri Lanka | 65 612 | 55 344 | 120 956 | 74 990 | 45 966 |
| Coopération régionale | 666 | 1 432 | 2 098 | 2 091 | 7 |
| Total pour la région | 598 739 | 944 630 | 1 543 369 | 858 808 | 684 561 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | | | | | |
| Algérie | 4 999 | 2 247 | 7 246 | 3 032 | 4 214 |
| Djibouti | 7 036 | 11 952 | 18 988 | 13 048 | 5 940 |
| Égypte | 18 937 | 10 770 | 29 707 | 19 952 | 9 755 |
| Enfants et mères palestiniens | 24 563 | 44 752 | 69 315 | 55 676 | 13 639 |
| Iran (République islamique d') | 6 880 | 3 477 | 10 357 | 5 959 | 4 398 |
| Iraq | 42 297 | 100 969 | 143 266 | 87 674 | 55 592 |
| Jordanie | 9 132 | 17 012 | 26 144 | 14 151 | 11 993 |
| Koweït | 30 | (30) | | | |
| Liban | 13 128 | 8 652 | 21 780 | 13 970 | 7 810 |
| Maroc | 9 121 | 5 533 | 14 654 | 9 073 | 5 581 |
| Oman | 1 129 | 2 139 | 3 268 | 2 292 | 976 |
| République arabe syrienne | 17 121 | 24 648 | 41 769 | 25 787 | 15 982 |
| Soudan | 70 285 | 353 879 | 424 164 | 334 691 | 89 473 |
| Tunisie | 3 188 | 1 172 | 4 360 | 2 511 | 1 849 |
| Yémen | 26 422 | 22 088 | 48 510 | 30 718 | 17 792 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|--|--|--|--|-------------------------------|---|
| Coopération régionale | 7 744 | 3 639 | 11 383 | 3 579 | 7 804 |
| Total pour la région | 262 012 | 612 899 | 874 911 | 622 113 | 252 798 |
| Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants | | | | | |
| Albanie | 5 669 | 9 611 | 15 280 | 10 864 | 4 416 |
| Arménie | 2 030 | 5 830 | 7 860 | 2 699 | 5 161 |
| Azerbaïdjan | 2 819 | 3 070 | 5 889 | 4 488 | 1 401 |
| Bélarus | 2 275 | 1 413 | 3 688 | 1 845 | 1 843 |
| Bosnie-Herzégovine | 3 395 | 16 142 | 19 537 | 8 042 | 11 495 |
| Bulgarie | 1 930 | 4 660 | 6 590 | 3 356 | 3 234 |
| Croatie | 1 221 | 3 317 | 4 538 | 2 752 | 1 786 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 3 333 | 8 195 | 11 528 | 4 294 | 7 234 |
| Fédération de Russie | 10 664 | 12 898 | 23 562 | 18 945 | 4 617 |
| Géorgie | 4 229 | 17 953 | 22 182 | 13 855 | 8 327 |
| Kazakhstan | 4 143 | 7 469 | 11 612 | 3 842 | 7 770 |
| Kirghizistan | 3 855 | 3 993 | 7 848 | 5 767 | 2 081 |
| Kosovo (Serbie) | 2 296 | 7 589 | 9 885 | 7 424 | 2 461 |
| Monténégro | 1 590 | 2 795 | 4 385 | 2 533 | 1 852 |
| Ouzbékistan | 3 265 | 30 881 | 34 146 | 11 656 | 22 490 |
| République de Moldova | 5 815 | 7 617 | 13 432 | 8 626 | 4 806 |
| Roumanie | 4 094 | 5 547 | 9 641 | 5 932 | 3 709 |
| Serbie | 5 724 | 6 921 | 12 645 | 6 411 | 6 234 |
| Tadjikistan | 5 528 | 27 623 | 33 151 | 16 851 | 16 300 |
| Turkménistan | 1 883 | 6 698 | 8 581 | 3 179 | 5 402 |
| Turquie | 8 540 | 10 877 | 19 417 | 12 145 | 7 272 |
| Ukraine | 6 148 | 6 073 | 12 221 | 6 813 | 5 408 |
| Coopération régionale | 7 912 | 4 723 | 12 635 | 6 201 | 6 434 |
| Total pour la région | 98 358 | 211 895 | 310 253 | 168 520 | 141 733 |
| Assistance mondiale | | | | | |
| Centre international pour le développement de l'enfant (Centre Innocenti) | 8 369 | 12 074 | 20 443 | 9 808 | 10 635 |
| Fonds de programmation pour les secours d'urgence | 54 066 | 113 832 | 167 898 | 34 085 | 133 813 |
| Grippe aviaire | 5 860 | 1 199 | 7 059 | 6 554 | 505 |
| Programmes multinationaux | 298 982 | 436 476 | 735 458 | 428 862 | 306 596 |
| Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants | (3) | 3 | | | |
| Vaccination | 3 317 | 364 | 3 681 | 2 479 | 1 202 |
| Total assistance mondiale | 370 591 | 563 948 | 934 539 | 481 788 | 452 751 |
| Total, assistance au titre des programmes | 3 489 058 | 5 824 061 | 9 313 119 | 5 751 588 | 3 561 531 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|--|--|--|--|-------------------------------|---|
| Budget d'appui | | | | | |
| Appui aux programmes | 21 600 | 1 208 824 | 1 230 424 | 574 449 | 655 975 |
| Gestion et administration | 10 000 | 594 263 | 604 263 | 285 238 | 319 025 |
| Recouvrements imputés au compte budgétaire | | (320 348) | (320 348) | (320 348) | |
| Sécurité | | 73 050 | 73 050 | 32 850 | 40 200 |
| Total, budget d'appui | 31 600 | 1 555 789 | 1 587 389 | 572 189 | 1 015 200 |
| Total | 3 520 658 | 7 379 850 | 10 900 508 | 6 323 777 | 4 576 731 |

État VII.1

**État des fonds alloués aux programmes, des dépenses
et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2009 : ressources ordinaires**

(En milliers de dollars de États-Unis)

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|----------------------------------|--|--|--|-------------------------------|---|
| Afrique | | | | | |
| Afrique du Sud | 5 280 | 2 306 | 7 586 | 6 144 | 1 442 |
| Angola | 13 866 | 38 708 | 52 574 | 24 749 | 27 825 |
| Bénin | 5 017 | 24 709 | 29 726 | 10 328 | 19 398 |
| Botswana | 1 349 | 4 358 | 5 707 | 1 881 | 3 826 |
| Burkina Faso | 19 042 | 32 181 | 51 223 | 33 544 | 17 679 |
| Burundi | 7 476 | 61 542 | 69 018 | 19 053 | 49 965 |
| Cameroun | 17 834 | 1 166 | 19 000 | 11 940 | 7 060 |
| Cap-Vert | 2 320 | 57 | 2 377 | 1 467 | 910 |
| Comores | 3 723 | 561 | 4 284 | 1 647 | 2 637 |
| Congo | 1 917 | 7 936 | 9 853 | 4 073 | 5 780 |
| Côte d'Ivoire | 5 138 | 34 607 | 39 745 | 16 114 | 23 631 |
| Érythrée | 7 759 | 1 171 | 8 930 | 5 327 | 3 603 |
| Éthiopie | 80 950 | 45 456 | 126 406 | 81 774 | 44 632 |
| Gabon | 2 587 | (28) | 2 559 | 1 422 | 1 137 |
| Gambie | 4 044 | 704 | 4 748 | 2 553 | 2 195 |
| Ghana | 9 952 | 17 514 | 27 466 | 17 596 | 9 870 |
| Guinée | 12 528 | 9 664 | 22 192 | 13 622 | 8 570 |
| Guinée-Bissau | 8 428 | 545 | 8 973 | 4 680 | 4 293 |
| Guinée équatoriale | 3 599 | 296 | 3 895 | 1 460 | 2 435 |
| Kenya | 10 521 | 49 186 | 59 707 | 26 875 | 32 832 |
| Lesotho | 5 159 | 715 | 5 874 | 2 485 | 3 389 |
| Libéria | 19 634 | 1 467 | 21 101 | 11 300 | 9 801 |
| Madagascar | 41 511 | 626 | 42 137 | 28 683 | 13 454 |
| Malawi | 30 307 | 1 423 | 31 730 | 18 535 | 13 195 |
| Mali | 60 323 | 1 685 | 62 008 | 25 884 | 36 124 |
| Maurice | 25 | | 25 | | 25 |
| Mauritanie | 2 073 | 5 008 | 7 081 | 4 669 | 2 412 |
| Mozambique | 12 941 | 19 368 | 32 309 | 31 981 | 328 |
| Namibie | 2 459 | 735 | 3 194 | 2 143 | 1 051 |
| Niger | 15 148 | 90 431 | 105 579 | 37 678 | 67 901 |
| Nigéria | 31 127 | 176 684 | 207 811 | 92 130 | 115 681 |
| Ouganda | 19 387 | 131 495 | 150 882 | 43 517 | 107 365 |
| République centrafricaine | 9 664 | 4 628 | 14 292 | 9 470 | 4 822 |
| République démocratique du Congo | 191 068 | 6 263 | 197 331 | 113 245 | 84 086 |
| République-Unie de Tanzanie | 34 083 | 29 013 | 63 096 | 39 347 | 23 749 |
| Rwanda | 39 937 | 2 213 | 42 150 | 17 456 | 24 694 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|--|--|--|--|-------------------------------|---|
| Sao Tomé-et-Principe | 2 755 | | 2 755 | 1 427 | 1 328 |
| Sénégal | 13 136 | 5 354 | 18 490 | 11 653 | 6 837 |
| Sierra Leone | 19 576 | 6 889 | 26 465 | 16 699 | 9 766 |
| Somalie | 17 243 | 3 521 | 20 764 | 18 662 | 2 102 |
| Swaziland | 2 434 | 775 | 3 209 | 2 288 | 921 |
| Tchad | 9 460 | 26 913 | 36 373 | 24 441 | 11 932 |
| Togo | 16 569 | 1 534 | 18 103 | 8 704 | 9 399 |
| Zambie | 13 507 | 13 661 | 27 168 | 17 767 | 9 401 |
| Zimbabwe | 9 415 | 7 781 | 17 196 | 9 170 | 8 026 |
| Total pour la région | 842 271 | 870 821 | 1 713 092 | 875 583 | 837 509 |
| Amériques et Caraïbes | | | | | |
| Argentine | 806 | 3 999 | 4 805 | 1 417 | 3 388 |
| Belize | 2 484 | 455 | 2 939 | 1 305 | 1 634 |
| Bolivie (État plurinational de) | 6 528 | 74 | 6 602 | 2 570 | 4 032 |
| Brésil | 3 893 | 996 | 4 889 | 2 848 | 2 041 |
| Chili | 645 | 829 | 1 474 | 1 224 | 250 |
| Colombie | 4 444 | 247 | 4 691 | 1 783 | 2 908 |
| Costa Rica | 3 148 | (92) | 3 056 | 1 340 | 1 716 |
| Cuba | 3 264 | (94) | 3 170 | 1 315 | 1 855 |
| El Salvador | 2 825 | 192 | 3 017 | 1 590 | 1 427 |
| Équateur | 789 | 4 942 | 5 731 | 1 873 | 3 858 |
| Guatemala | 1 670 | 5 256 | 6 926 | 2 429 | 4 497 |
| Guyana | 2 394 | 933 | 3 327 | 2 329 | 998 |
| Haïti | 3 505 | 9 306 | 12 811 | 7 053 | 5 758 |
| Honduras | 3 656 | 110 | 3 766 | 1 534 | 2 232 |
| Jamaïque | 2 672 | 384 | 3 056 | 1 656 | 1 400 |
| Mexique | 3 786 | (12) | 3 774 | 1 796 | 1 978 |
| Nicaragua | 4 508 | 383 | 4 891 | 2 023 | 2 868 |
| Panama | 1 686 | 385 | 2 071 | 1 165 | 906 |
| Paraguay | 3 169 | 270 | 3 439 | 1 722 | 1 717 |
| Pérou | 2 667 | 609 | 3 276 | 1 798 | 1 478 |
| République dominicaine | 2 993 | 9 | 3 002 | 1 451 | 1 551 |
| Uruguay | 730 | 816 | 1 546 | 1 283 | 263 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 630 | 3 769 | 4 399 | 2 377 | 2 022 |
| Coopération régionale | 12 957 | 480 | 13 437 | 6 321 | 7 116 |
| Total pour la région | 75 849 | 34 246 | 110 095 | 52 202 | 57 893 |
| Asie de l'Est et Pacifique | | | | | |
| Cambodge | 12 345 | 9 219 | 21 564 | 13 613 | 7 951 |
| Chine | 37 377 | 701 | 38 078 | 22 492 | 15 586 |
| Îles du Pacifique | 27 657 | 688 | 28 345 | 11 111 | 17 234 |
| Indonésie | 16 048 | 2 853 | 18 901 | 11 519 | 7 382 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|---|--|--|--|-------------------------------|---|
| Malaisie | 1 520 | 481 | 2 001 | 1 172 | 829 |
| Mongolie | 3 968 | 0 | 3 968 | 1 926 | 2 042 |
| Myanmar | 19 555 | 29 884 | 49 439 | 30 877 | 18 562 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 7 251 | 132 | 7 383 | 2 830 | 4 553 |
| Philippines | 4 459 | 2 385 | 6 844 | 6 032 | 812 |
| République démocratique populaire lao | 7 394 | 740 | 8 134 | 4 935 | 3 199 |
| République populaire démocratique de Corée | 2 767 | 2 150 | 4 917 | 4 358 | 559 |
| Thaïlande | 4 281 | 480 | 4 761 | 1 959 | 2 802 |
| Timor-Leste | 699 | 5 143 | 5 842 | 2 239 | 3 603 |
| Viet Nam | 12 577 | | 12 577 | 7 737 | 4 840 |
| Total pour la région | 157 898 | 54 856 | 212 754 | 122 800 | 89 954 |
| Asie du Sud | | | | | |
| Afghanistan | 27 084 | 206 894 | 233 978 | 75 234 | 158 744 |
| Bangladesh | 34 400 | 33 659 | 68 059 | 42 943 | 25 116 |
| Bhoutan | 4 871 | 60 | 4 931 | 2 349 | 2 582 |
| Inde | 163 482 | 37 | 163 519 | 78 624 | 84 895 |
| Maldives | 2 221 | 118 | 2 339 | 1 221 | 1 118 |
| Népal | 20 438 | 1 222 | 21 660 | 13 401 | 8 259 |
| Pakistan | 15 118 | 41 823 | 56 941 | 36 863 | 20 078 |
| Sri Lanka | 4 124 | (42) | 4 082 | 1 563 | 2 519 |
| Total pour la région | 271 738 | 283 771 | 555 509 | 252 198 | 303 311 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | | | | | |
| Algérie | 4 652 | 59 | 4 711 | 2 086 | 2 625 |
| Djibouti | 4 002 | 1 651 | 5 653 | 3 158 | 2 495 |
| Égypte | 10 815 | 1 206 | 12 021 | 6 412 | 5 609 |
| Enfants et mères palestiniens | 7 951 | 695 | 8 646 | 8 610 | 36 |
| Iran (République islamique d') | 2 182 | 1 348 | 3 530 | 3 145 | 385 |
| Iraq | 7 159 | (22) | 7 137 | 4 050 | 3 087 |
| Jordanie | 3 382 | 70 | 3 452 | 1 366 | 2 086 |
| Liban | 692 | 4 449 | 5 141 | 1 360 | 3 781 |
| Maroc | 5 740 | (213) | 5 527 | 2 788 | 2 739 |
| Oman | 151 | | 151 | 150 | 1 |
| République arabe syrienne | 4 176 | (202) | 3 974 | 1 543 | 2 431 |
| Soudan | 8 553 | 41 633 | 50 186 | 27 664 | 22 522 |
| Tunisie | 2 847 | 99 | 2 946 | 1 582 | 1 364 |
| Yémen | 18 771 | 7 344 | 26 115 | 18 587 | 7 528 |
| Coopération régionale | 204 | 213 | 417 | 373 | 44 |
| Total pour la région | 81 277 | 58 330 | 139 607 | 82 874 | 56 733 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|--|--|--|--|-------------------------------|---|
| Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants | | | | | |
| Albanie | 1 968 | 494 | 2 462 | 1 711 | 751 |
| Arménie | 1 206 | 4 866 | 6 072 | 1 410 | 4 662 |
| Azerbaïdjan | 1 480 | 842 | 2 322 | 1 956 | 366 |
| Bélarus | 2 001 | 219 | 2 220 | 1 293 | 927 |
| Bosnie-Herzégovine | 891 | 4 550 | 5 441 | 1 498 | 3 943 |
| Bulgarie | 1 230 | 2 444 | 3 674 | 1 400 | 2 274 |
| Croatie | 128 | 752 | 880 | 692 | 188 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 1 448 | 4 577 | 6 025 | 1 519 | 4 506 |
| Fédération de Russie | 2 950 | | 2 950 | 1 580 | 1 370 |
| Géorgie | 1 919 | 400 | 2 319 | 1 438 | 881 |
| Kazakhstan | 1 806 | 5 854 | 7 660 | 2 055 | 5 605 |
| Kirghizistan | 2 472 | 1 063 | 3 535 | 2 381 | 1 154 |
| Kosovo (Serbie) | 1 214 | 2 400 | 3 614 | 2 720 | 894 |
| Monténégro | 1 265 | 1 647 | 2 912 | 1 410 | 1 502 |
| Ouzbékistan | 2 648 | 23 922 | 26 570 | 6 434 | 20 136 |
| République de Moldova | 3 024 | (81) | 2 943 | 1 494 | 1 449 |
| Roumanie | 1 463 | 2 389 | 3 852 | 1 427 | 2 425 |
| Serbie | 1 870 | 598 | 2 468 | 1 596 | 872 |
| Tadjikistan | 2 405 | 15 835 | 18 240 | 5 653 | 12 587 |
| Turkménistan | 1 663 | 5 341 | 7 004 | 1 736 | 5 268 |
| Turquie | 3 536 | 574 | 4 110 | 2 835 | 1 275 |
| Ukraine | 3 112 | 250 | 3 362 | 1 991 | 1 371 |
| Assistance régionale et nationale | | | | | |
| Coopération régionale | 2 007 | 1 402 | 3 409 | 2 023 | 1 386 |
| Total pour la région | 43 706 | 80 338 | 124 044 | 48 252 | 75 792 |
| Assistance mondiale | | | | | |
| Fonds de programmation pour les secours d'urgence | 23 8 | 90 675 | 114 550 | 31 711 | 82 839 |
| Vaccination | 737 | | 737 | | 737 |
| Programmes multinationaux | 21 826 | 58 489 | 80 315 | 49 955 | 30 360 |
| Total, assistance mondiale | 46 438 | 149 164 | 195 602 | 81 666 | 113 936 |
| Total, assistance au titre des programmes | 1 519 177 | 1 531 526 | 3 050 703 | 1 515 575 | 1 535 128 |
| Budget d'appui | | | | | |
| Appui aux programmes | 21 600 | 1 208 824 | 1 230 424 | 574 449 | 655 975 |
| Gestion et administration | 10 000 | 594 263 | 604 263 | 285 238 | 319 025 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes ou crédits et annulations</i> | <i>Total des programmes et crédits</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|---|--|--|--|-------------------------------|---|
| Sécurité | 0 | 73 050 | 73 050 | 32 850 | 40 200 |
| Recouvrements imputés au compte budgétaire | | (320 348) | (320 348) | (320 348) | |
| Total, budget d'appui | 31 600 | 1 555 789 | 1 587 389 | 572 189 | 1 015 200 |
| Total | 1 550 777 | 3 087 315 | 4 638 092 | 2 087 764 | 2 550 328 |

État VII.2

État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 : autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|-------------------------------------|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Afrique | | | | | |
| Afrique du Sud | 15 241 | 18 367 | 33 608 | 18 488 | 15 120 |
| Angola | 24 219 | 77 971 | 102 190 | 76 247 | 25 943 |
| Bénin | 16 045 | 14 514 | 30 559 | 21 272 | 9 287 |
| Botswana | 2 496 | 4 353 | 6 849 | 5 551 | 1 298 |
| Burkina Faso | 8 744 | 23 640 | 32 384 | 25 302 | 7 082 |
| Burundi | 4 540 | 15 086 | 19 626 | 14 364 | 5 262 |
| Cameroun | 3 281 | 12 676 | 15 957 | 11 845 | 4 112 |
| Cap-Vert | 530 | 456 | 986 | 492 | 494 |
| Comores | 1 660 | 2 181 | 3 841 | 3 266 | 575 |
| Congo | 1 439 | 13 558 | 14 997 | 8 079 | 6 918 |
| Côte d'Ivoire | 5 505 | 44 271 | 49 776 | 37 710 | 12 066 |
| Érythrée | 4 764 | 18 407 | 23 171 | 16 689 | 6 482 |
| Éthiopie | 49 500 | 93 711 | 143 211 | 105 616 | 37 595 |
| Gabon | 513 | 4 071 | 4 584 | 1 862 | 2 722 |
| Gambie | 1 538 | 4 830 | 6 368 | 3 844 | 2 524 |
| Ghana | 24 603 | 16 555 | 41 158 | 24 424 | 16 734 |
| Guinée | 6 525 | 12 214 | 18 739 | 11 118 | 7 621 |
| Guinée-Bissau | 3 238 | 11 732 | 14 970 | 9 271 | 5 699 |
| Guinée équatoriale | 940 | 1 236 | 2 176 | 1 035 | 1 141 |
| Kenya | 14 488 | 48 750 | 63 238 | 42 020 | 21 218 |
| Lesotho | 17 516 | 6 666 | 24 182 | 7 871 | 16 311 |
| Libéria | 18 987 | 21 850 | 40 837 | 26 378 | 14 459 |
| Madagascar | 6 716 | 40 713 | 47 429 | 21 337 | 26 092 |
| Malawi | 23 797 | 56 216 | 80 013 | 56 811 | 23 202 |
| Mali | 12 301 | 23 972 | 36 273 | 23 284 | 12 989 |
| Mauritanie | 2 726 | 10 846 | 13 572 | 7 629 | 5 943 |
| Mozambique | 57 202 | 47 980 | 105 182 | 80 356 | 24 826 |
| Namibie | 5 687 | 7 206 | 12 893 | 7 955 | 4 938 |
| Niger | 11 157 | 27 944 | 39 101 | 30 831 | 8 270 |
| Nigéria | 46 419 | 88 158 | 134 577 | 89 517 | 45 060 |
| Ouganda | 17 642 | 24 807 | 42 449 | 28 191 | 14 258 |
| République centrafricaine | 2 252 | 17 679 | 19 931 | 16 167 | 3 764 |
| République démocratique du Congo | 22 680 | 94 908 | 117 588 | 87 391 | 30 197 |
| République-Unie de Tanzanie | 16 732 | 21 577 | 38 309 | 22 286 | 16 023 |
| Rwanda | 8 137 | 26 319 | 34 456 | 21 257 | 13 199 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|---|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Sao Tomé-et-Principe | 373 | 600 | 973 | 687 | 286 |
| Sénégal | 6 598 | 12 790 | 19 388 | 12 299 | 7 089 |
| Sierra Leone | 12 069 | 49 992 | 62 061 | 32 403 | 29 658 |
| Somalie | 29 924 | 44 781 | 74 705 | 54 473 | 20 232 |
| Swaziland | 6 761 | 10 101 | 16 862 | 12 859 | 4 003 |
| Tchad | 3 898 | 17 845 | 21 743 | 16 815 | 4 928 |
| Togo | 1 926 | 12 170 | 14 096 | 7 507 | 6 589 |
| Zambie | 7 609 | 23 188 | 30 797 | 17 659 | 13 138 |
| Zimbabwe | 34 346 | 95 838 | 130 184 | 89 736 | 40 448 |
| Coopération régionale | 2 068 | 11 828 | 13 896 | 6 503 | 7 393 |
| Total pour la région | 565 332 | 1 234 553 | 1 799 885 | 1 216 697 | 583 188 |
| Amériques et Caraïbes | | | | | |
| Argentine | 3 286 | 12 496 | 15 782 | 9 391 | 6 391 |
| Barbade | 54 | (54) | | | 0 |
| Belize | 423 | 1 594 | 2 017 | 1 065 | 952 |
| Bolivie (État plurinational de) | 7 487 | 12 869 | 20 356 | 13 023 | 7 333 |
| Brésil | 8 434 | 29 780 | 38 214 | 30 582 | 7 632 |
| Chili | 657 | 2 104 | 2 761 | 1 802 | 959 |
| Colombie | 6 144 | 20 018 | 26 162 | 17 008 | 9 154 |
| Costa Rica | 265 | 1 773 | 2 038 | 898 | 1 140 |
| Cuba | 860 | 4 153 | 5 013 | 1 265 | 3 748 |
| El Salvador | 2 331 | 2 088 | 4 419 | 2 832 | 1 587 |
| Équateur | 2 856 | 6 916 | 9 772 | 5 910 | 3 862 |
| Guatemala | 5 085 | 13 903 | 18 988 | 8 978 | 10 010 |
| Guyana | 1 790 | 3 026 | 4 816 | 2 810 | 2 006 |
| Haïti | 10 641 | 24 813 | 35 454 | 22 540 | 12 914 |
| Honduras | 3 135 | 9 049 | 12 184 | 7 688 | 4 496 |
| Jamaïque | 2 548 | 4 283 | 6 831 | 3 992 | 2 839 |
| Mexique | 4 129 | 8 167 | 12 296 | 7 544 | 4 752 |
| Nicaragua | 5 460 | 12 071 | 17 531 | 10 071 | 7 460 |
| Panama | 359 | 1 839 | 2 198 | 1 647 | 551 |
| Paraguay | 424 | 1 929 | 2 353 | 1 630 | 723 |
| Pérou | 3 617 | 6 228 | 9 845 | 7 978 | 1 867 |
| République dominicaine | 1 603 | 1 172 | 2 775 | 1 442 | 1 333 |
| Suriname | 1 877 | (1 877) | | | 0 |
| Uruguay | 790 | 1 911 | 2 701 | 2 142 | 559 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 2 500 | 2 788 | 5 288 | 2 962 | 2 326 |
| Coopération régionale | 5 790 | 10 873 | 16 663 | 13 106 | 3 557 |
| Total pour la région | 82 545 | 193 912 | 276 457 | 178 306 | 98 151 |
| Asie de l'Est et Pacifique | | | | | |
| Cambodge | 31 632 | 15 278 | 46 910 | 29 130 | 17 780 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|---|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Chine | 11 764 | 23 196 | 34 960 | 24 314 | 10 646 |
| Îles du Pacifique | 3 846 | 15 955 | 19 801 | 10 016 | 9 785 |
| Indonésie | 51 968 | 53 041 | 105 009 | 75 685 | 29 324 |
| Malaisie | 309 | 3 163 | 3 472 | 1 879 | 1 593 |
| Mongolie | 2 010 | 3 268 | 5 278 | 3 380 | 1 898 |
| Myanmar | 18 725 | 23 256 | 41 981 | 30 650 | 11 331 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 7 003 | 8 143 | 15 146 | 8 645 | 6 501 |
| Philippines | 14 660 | 17 171 | 31 831 | 18 944 | 12 887 |
| République démocratique populaire lao | 10 625 | 18 913 | 29 538 | 20 706 | 8 832 |
| République populaire démocratique de Corée | 2 198 | 6 157 | 8 355 | 6 044 | 2 311 |
| Thaïlande | 2 115 | 14 958 | 17 073 | 12 572 | 4 501 |
| Timor-Leste | 11 050 | 9 343 | 20 393 | 11 010 | 9 383 |
| Viet Nam | 9 178 | 31 703 | 40 881 | 26 178 | 14 703 |
| Coopération régionale | 619 | 1 918 | 2 537 | 1 543 | 994 |
| Total pour la région | 177 702 | 245 463 | 423 165 | 280 696 | 142 469 |
| Asie du Sud | | | | | |
| Afghanistan | 17 382 | 91 413 | 108 795 | 77 168 | 31 627 |
| Bangladesh | 91 886 | 69 298 | 161 184 | 85 947 | 75 237 |
| Bhoutan | 3 239 | 5 194 | 8 433 | 5 494 | 2 939 |
| Inde | 39 787 | 196 875 | 236 662 | 136 828 | 99 834 |
| Maldives | 902 | 892 | 1 794 | 746 | 1 048 |
| Népal | 10 682 | 23 347 | 34 029 | 24 363 | 9 666 |
| Pakistan | 38 607 | 74 979 | 113 586 | 64 883 | 48 703 |
| Sri Lanka | 9 567 | 26 526 | 36 093 | 14 501 | 21 592 |
| Coopération régionale | | 1 440 | 1 440 | 1 408 | 32 |
| Total pour la région | 212 052 | 489 964 | 702 016 | 411 338 | 290 678 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | | | | | |
| Algérie | 237 | 1 685 | 1 922 | 589 | 1 333 |
| Djibouti | 2 655 | 5 472 | 8 127 | 6 039 | 2 088 |
| Égypte | 8 102 | 9 169 | 17 271 | 13 308 | 3 963 |
| Enfants et mères palestiniens | 4 163 | 12 267 | 16 430 | 10 345 | 6 085 |
| Iran (République islamique d') | 4 876 | 2 138 | 7 014 | 2 591 | 4 423 |
| Iraq | 37 092 | 41 498 | 78 590 | 39 742 | 38 848 |
| Jordanie | 2 007 | 2 249 | 4 256 | 2 435 | 1 821 |
| Liban | 2 070 | 3 532 | 5 602 | 2 109 | 3 493 |
| Maroc | 3 380 | 5 748 | 9 128 | 6 285 | 2 843 |
| Oman | 978 | 2 139 | 3 117 | 2 142 | 975 |
| République arabe syrienne | 1 226 | 405 | 1 631 | 919 | 712 |
| Soudan | 31 134 | 132 168 | 163 302 | 117 098 | 46 204 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|---|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Tunisie | 341 | 1 073 | 1 414 | 929 | 485 |
| Yémen | 7 562 | 6 106 | 13 668 | 6 037 | 7 631 |
| Coopération régionale | 1 844 | 2 633 | 4 477 | 2 651 | 1 826 |
| Total pour la région | 107 667 | 228 282 | 335 949 | 213 219 | 122 730 |
| Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants | | | | | |
| Albanie | 3 649 | 9 117 | 12 766 | 9 153 | 3 613 |
| Arménie | 824 | 964 | 1 788 | 1 289 | 499 |
| Azerbaïdjan | 1 339 | 2 228 | 3 567 | 2 532 | 1 035 |
| Bélarus | 274 | 1 194 | 1 468 | 552 | 916 |
| Bosnie-Herzégovine | 1 914 | 11 652 | 13 566 | 6 544 | 7 022 |
| Bulgarie | 700 | 2 216 | 2 916 | 1 956 | 960 |
| Croatie | 874 | 2 565 | 3 439 | 2 060 | 1 379 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 1 857 | 3 643 | 5 500 | 2 775 | 2 725 |
| Fédération de Russie | 8 773 | 12 374 | 21 147 | 15 208 | 5 939 |
| Géorgie | 2 280 | 10 767 | 13 047 | 6 918 | 6 129 |
| Kazakhstan | 2 337 | 1 307 | 3 644 | 1 479 | 2 165 |
| Kirghizistan | 1 383 | 2 691 | 4 074 | 3 148 | 926 |
| Kosovo (Serbie) | 2 501 | 5 357 | 7 858 | 4 695 | 3 163 |
| Monténégro | 325 | 1 148 | 1 473 | 1 123 | 350 |
| Ouzbékistan | 617 | 6 585 | 7 202 | 4 849 | 2 353 |
| République de Moldova | 2 791 | 7 698 | 10 489 | 7 132 | 3 357 |
| Roumanie | 2 625 | 1 928 | 4 553 | 3 421 | 1 132 |
| Serbie | 2 973 | 6 355 | 9 328 | 4 815 | 4 513 |
| Tadjikistan | 3 068 | 7 842 | 10 910 | 7 631 | 3 279 |
| Turkménistan | 220 | 1 357 | 1 577 | 1 443 | 134 |
| Turquie | 5 056 | 10 303 | 15 359 | 9 310 | 6 049 |
| Ukraine | 3 035 | 5 824 | 8 859 | 4 822 | 4 037 |
| Coopération régionale | 2 938 | 3 454 | 6 392 | 4 178 | 2 214 |
| Total pour la région | 52 353 | 118 569 | 170 922 | 107 033 | 63 889 |
| Assistance mondiale | | | | | |
| Grippe aviaire | 5 860 | 1 199 | 7 059 | 6 554 | 505 |
| Centre international pour le développement de l'enfant (Centre Innocenti) | 8 369 | 12 074 | 20 443 | 9 808 | 10 635 |
| Fonds de programmation pour les secours d'urgence | 8 670 | (253) | 8 417 | 751 | 7 666 |
| Programmes multinationaux | 280 411 | 366 280 | 646 691 | 366 484 | 280 207 |
| Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants | -3 | 3 | | | 0 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2009</i> |
|--|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Vaccination | 2 580 | 364 | 2 944 | 2 479 | 465 |
| Total, assistance mondiale | 305 887 | 379 667 | 685 554 | 386 076 | 299 478 |
| Total, assistance au titre des programmes | 1 503 538 | 2 890 410 | 4 393 948 | 2 793 365 | 1 600 583 |

État VII.3

État des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009 : autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|----------------------------------|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Afrique | | | | | |
| Angola | 655 | 2 277 | 2 932 | 2 584 | 348 |
| Bénin | 949 | 205 | 1 154 | 1 111 | 43 |
| Burkina Faso | 3 035 | 11 582 | 14 617 | 11 732 | 2 885 |
| Burundi | 3 156 | 5 933 | 9 089 | 8 340 | 749 |
| Cameroun | | 2 194 | 2 194 | 2 185 | 9 |
| Cap-Vert | | 160 | 160 | 33 | 127 |
| Comores | 25 | 396 | 421 | 420 | 1 |
| Congo | 1 602 | 1 181 | 2 783 | 1 259 | 1 524 |
| Côte d'Ivoire | 1 719 | 6 751 | 8 470 | 7 694 | 776 |
| Érythrée | 4 541 | 18 101 | 22 642 | 19 819 | 2 823 |
| Éthiopie | 6 418 | 93 811 | 100 229 | 77 157 | 23 072 |
| Gambie | 87 | 60 | 147 | 143 | 4 |
| Ghana | 658 | 200 | 858 | 834 | 24 |
| Guinée | 1 149 | 2 989 | 4 138 | 3 225 | 913 |
| Guinée-Bissau | 100 | 1 979 | 2 079 | 2 034 | 45 |
| Kenya | 2 644 | 29 539 | 32 183 | 18 966 | 13 217 |
| Lesotho | 1 629 | 1 483 | 3 112 | 3 014 | 98 |
| Libéria | 7 708 | 8 832 | 16 540 | 12 105 | 4 435 |
| Madagascar | 604 | 14 281 | 14 885 | 13 188 | 1 697 |
| Malawi | 245 | 3 576 | 3 821 | 3 732 | 89 |
| Mali | 1 077 | 15 779 | 16 856 | 6 160 | 10 696 |
| Mauritanie | 914 | 3 916 | 4 830 | 3 023 | 1 807 |
| Mozambique | 225 | 5 784 | 6 009 | 5 989 | 20 |
| Namibie | 12 | 1 655 | 1 667 | 1 127 | 540 |
| Niger | 4 741 | 15 076 | 19 817 | 13 005 | 6 812 |
| Ouganda | 8 995 | 35 239 | 44 234 | 35 971 | 8 263 |
| République centrafricaine | 2 023 | 15 119 | 17 142 | 15 021 | 2 121 |
| République démocratique du Congo | 17 700 | 121 325 | 139 025 | 126 880 | 12 145 |
| République-Unie de Tanzanie | 340 | 1 174 | 1 514 | 1 709 | (195) |
| Rwanda | (703) | (64) | (767) | | (767) |
| Sao Tomé-et-Principe | 6 | | 6 | (1) | 7 |
| Sénégal | 652 | 662 | 1 314 | 393 | 921 |
| Sierra Leone | 539 | (265) | 274 | 190 | 84 |
| Somalie | 10 222 | 88 278 | 98 500 | 79 461 | 19 039 |
| Swaziland | 1 124 | 1 103 | 2 227 | 2 232 | (5) |
| Tchad | 8 116 | 26 809 | 34 925 | 29 901 | 5 024 |
| Togo | 1 756 | 1 905 | 3 661 | 3 578 | 83 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|--|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Zambie | (133) | 4 951 | 4 818 | 4 583 | 235 |
| Zimbabwe | 6 463 | 112 174 | 118 637 | 79 550 | 39 087 |
| Coopération régionale | 6 154 | 4 910 | 11 064 | 4 583 | 6 481 |
| Total pour la région | 107 147 | 661 060 | 768 207 | 602 930 | 165 277 |
| Amériques et Caraïbes | | | | | |
| Argentine | (14) | 14 | | | |
| Barbade | 212 | | 212 | | 212 |
| Bolivie (État plurinational de) | 227 | 3 939 | 4 166 | 4 160 | 6 |
| Colombie | 828 | 3 057 | 3 885 | 3 751 | 134 |
| Costa Rica | (2) | | (2) | | (2) |
| Cuba | 6 | 2 216 | 2 222 | 1 670 | 552 |
| El Salvador | (279) | 469 | 190 | 110 | 80 |
| Équateur | | 160 | 160 | 160 | |
| Guatemala | 435 | 1 020 | 1 455 | 1 517 | (62) |
| Haïti | 2 682 | 9 571 | 12 253 | 11 603 | 650 |
| Honduras | 29 | 2 711 | 2 740 | 2 478 | 262 |
| Jamaïque | 184 | | 184 | 185 | (1) |
| Mexique | 1 648 | 1 413 | 3 061 | 3 034 | 27 |
| Nicaragua | 1 185 | 593 | 1 778 | 1 492 | 286 |
| Pérou | 1 491 | 1 216 | 2 707 | 2 774 | (67) |
| République dominicaine | 496 | 693 | 1 189 | 1 020 | 169 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 2 | | 2 | (2) | 4 |
| Coopération régionale | 547 | 1 691 | 2 238 | 1 042 | 1 196 |
| Total pour la région | 9 677 | 28 763 | 38 440 | 34 994 | 3 446 |
| Asie de l'Est et Pacifique | | | | | |
| Cambodge | | 50 | 50 | 52 | (2) |
| Chine | 102 | 43 339 | 43 441 | 31 296 | 12 145 |
| Îles du Pacifique | 423 | 1 067 | 1 490 | 1 038 | 452 |
| Indonésie | 125 043 | 4 637 | 129 680 | 109 839 | 19 841 |
| Malaisie | 327 | | 327 | 341 | (14) |
| Mongolie | 14 | (14) | | | |
| Myanmar | 3 224 | 82 774 | 85 998 | 81 088 | 4 910 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | | 351 | 351 | | 351 |
| Philippines | 376 | 12 536 | 12 912 | 8 408 | 4 504 |
| République démocratique populaire lao | | 3 817 | 3 817 | 2 543 | 1 274 |
| République populaire démocratique de Corée | 5 329 | 16 423 | 21 752 | 14 480 | 7 272 |
| Thaïlande | 3 154 | | 3 154 | 3 221 | (67) |
| Timor-Leste | 1 628 | 764 | 2 392 | 2 195 | 197 |
| Viet Nam | 43 | (43) | | | |
| Coopération régionale | 1 274 | 1 314 | 2 588 | 1 650 | 938 |
| Total pour la région | 140 937 | 167 015 | 307 952 | 256 151 | 51 801 |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|--|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Asie du Sud | | | | | |
| Afghanistan | 2 378 | 48 195 | 50 573 | 22 646 | 27 927 |
| Bangladesh | 10 886 | 3 898 | 14 784 | 14 488 | 296 |
| Bhoutan | | 384 | 384 | 285 | 99 |
| Inde | 1 917 | 6 207 | 8 124 | 6 904 | 1 220 |
| Maldives | 5 685 | (856) | 4 829 | 5 086 | (257) |
| Népal | 4 298 | 5 757 | 10 055 | 8 921 | 1 134 |
| Pakistan | 37 198 | 78 458 | 115 656 | 77 333 | 38 323 |
| Sri Lanka | 51 921 | 28 860 | 80 781 | 58 926 | 21 855 |
| Coopération régionale | 666 | (8) | 658 | 683 | (25) |
| Total pour la région | 114 949 | 170 895 | 285 844 | 195 272 | 90 572 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | | | | | |
| Algérie | 110 | 503 | 613 | 357 | 256 |
| Djibouti | 379 | 4 829 | 5 208 | 3 851 | 1 357 |
| Égypte | 20 | 395 | 415 | 232 | 183 |
| Enfants et mères palestiniens | 12 449 | 31 790 | 44 239 | 36 721 | 7 518 |
| Iran (République islamique d') | (178) | (9) | (187) | 223 | (410) |
| Iraq | (1 954) | 59 493 | 57 539 | 43 882 | 13 657 |
| Jordanie | 3 743 | 14 693 | 18 436 | 10 350 | 8 086 |
| Koweït | 30 | (30) | | | |
| Liban | 10 366 | 671 | 11 037 | 10 501 | 536 |
| Maroc | 1 | (2) | (1) | | (1) |
| République arabe syrienne | 11 719 | 24 445 | 36 164 | 23 325 | 12 839 |
| Soudan | 30 598 | 180 078 | 210 676 | 189 929 | 20 747 |
| Yémen | 89 | 8 638 | 8 727 | 6 094 | 2 633 |
| Coopération régionale | 5 696 | 793 | 6 489 | 555 | 5 934 |
| Total pour la région | 73 068 | 326 287 | 399 355 | 326 020 | 73 335 |
| Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants | | | | | |
| Albanie | 52 | | 52 | | 52 |
| Bosnie-Herzégovine | 590 | (60) | 530 | | 530 |
| Croatie | 219 | | 219 | | 219 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 28 | (25) | 3 | | 3 |
| Fédération de Russie | (1 059) | 524 | (535) | 2 157 | (2 692) |
| Géorgie | 30 | 6 786 | 6 816 | 5 499 | 1 317 |
| Kazakhstan | | 308 | 308 | 308 | |
| Kirghizistan | | 239 | 239 | 238 | 1 |
| Kosovo (Serbie) | (1 419) | (168) | (1 587) | 9 | (1 596) |
| Ouzbékistan | | 374 | 374 | 373 | 1 |
| Roumanie | 6 | 1 230 | 1 236 | 1 084 | 152 |
| Serbie | 881 | (32) | 849 | | 849 |
| Tadjikistan | 55 | 3 946 | 4 001 | 3 567 | 434 |
| Turquie | (52) | | (52) | | (52) |

| | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 1^{er} janv. 2008</i> | <i>Nouveaux programmes et annulations</i> | <i>Total des programmes</i> | <i>Total des dépenses</i> | <i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 déc. 2009</i> |
|--|--|---|---------------------------------|-------------------------------|---|
| Ukraine | 1 | (1) | | | |
| Coopération régionale | 2 967 | (133) | 2 834 | | 2 834 |
| Total pour la région | 2 299 | 12 988 | 15 287 | 13 235 | 2 052 |
| Assistance mondiale | | | | | |
| Fonds de programmation pour les secours d'urgence | 21 521 | 23 410 | 44 931 | 1 623 | 43 308 |
| Programmes multinationaux | (3 255) | 11 707 | 8 452 | 12 423 | (3 971) |
| Total, assistance mondiale | 18 266 | 35 117 | 53 383 | 14 046 | 39 337 |
| Total, assistance au titre des programmes | 466 343 | 1 402 125 | 1 868 468 | 1 442 648 | 425 820 |

B. Tableaux correspondant aux états financiers

Tableau 1

Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|---------------------------------|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|---------------|----------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| Pays | | | | | | | | | | | |
| Algérie | 48 | | | 48 | | 22 | 22 | | | | 70 |
| Afrique du Sud | 45 | | | 45 | | 1 244 | 1 244 | | | | 1 289 |
| Allemagne | 17 400 | | | 17 400 | 15 925 | 51 279 | 67 204 | 985 | 33 531 | 34 516 | 119 120 |
| Andorre | 128 | | | 128 | 590 | 851 | 1 441 | 94 | 163 | 257 | 1 826 |
| Angola | | | | | 1 740 | 350 | 2 090 | | | | 2 090 |
| Arabie saoudite | 2 000 | | | 2 000 | 1 000 | 432 | 1 432 | | 1 018 | 1 018 | 4 450 |
| Argentine | 10 | | | 10 | | 12 206 | 12 206 | | | | 12 216 |
| Arménie | 9 | | | 9 | | 72 | 72 | | | | 81 |
| Australie | 38 375 | | | 38 375 | 76 875 | 9 615 | 86 490 | 35 103 | 1 211 | 36 314 | 161 179 |
| Autriche | 4 094 | | | 4 094 | 1 808 | 3 230 | 5 038 | 289 | 26 | 315 | 9 447 |
| Azerbaïdjan | 30 | | | 30 | | 90 | 90 | | | | 120 |
| Bahamas | 1 | | | 1 | | | 0 | | | | 1 |
| Bahreïn | 5 | | | 5 | | | | | | | 5 |
| Bangladesh | 69 | | | 69 | 7 019 | | 7 019 | | | | 7 088 |
| Barbade | 8 | | | 8 | | | | | | | 8 |
| Bélarus | | | | | | 16 | 16 | | | | 16 |
| Belgique | 32 378 | | | 32 378 | 4 517 | 15 107 | 19 624 | 12 866 | 2 107 | 14 973 | 66 975 |
| Belize | | | | | 188 | | 188 | | | | 188 |
| Bénin | | | | | | 10 | 10 | | | | 10 |
| Bhoutan | 15 | | | 15 | | | | | | | 15 |
| Bolivie (État plurinational de) | 236 | | | 236 | 228 | 60 | 288 | | 320 | 320 | 844 |
| Bosnie-Herzégovine | | | | | | 78 | 78 | | | | 78 |
| Botswana | | | | | | | 0 | 151 | | 151 | 151 |
| Brésil | | | | | 5 635 | 13 129 | 18 764 | | | | 18 764 |
| Bulgarie | 7 | | | 7 | | 1 681 | 1 681 | | | | 1 688 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|---------------------------------------|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|----------------|----------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| Burkina Faso | 9 | | | 9 | | | | 531 | | 531 | 540 |
| Cameroun | 2 | | | 2 | | 153 | 153 | | | | 155 |
| Canada | 33 822 | | | 33 822 | 176 719 | 8 076 | 184 795 | 44 802 | 4 630 | 49 432 | 268 049 |
| Chili | 147 | | (7) | 140 | 117 | 978 | 1 095 | | 2 | 2 | 1 237 |
| Chine | 2 506 | | (70) | 2 436 | | 4 125 | 4 125 | | 4 140 | 4 140 | 10 701 |
| Chypre | 28 | | | 28 | | | | | | | 28 |
| Colombie | 400 | | | 400 | | 5 473 | 5 473 | | | | 5 873 |
| Congo | | | | | 16 | | 16 | | | | 16 |
| Costa Rica | 32 | | (32) | 0 | | 63 | 63 | | | | 63 |
| Côte d'Ivoire | | | | | 10 200 | | 10 200 | | | | 10 200 |
| Croatie | 69 | | | 69 | | 2 593 | 2 593 | | 510 | 510 | 3 172 |
| Cuba | 20 | | | 20 | | | | | | | 20 |
| Danemark | 68 490 | | | 68 490 | 31 405 | 12 042 | 43 447 | 43 020 | 2 531 | 45 551 | 157 488 |
| Égypte | 147 | | | 147 | 1 443 | 391 | 1 834 | | | | 1 981 |
| El Salvador | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 |
| Émirats arabes unis | 200 | | | 200 | 18 717 | 967 | 19 684 | 3 000 | 440 | 3 440 | 23 324 |
| Équateur | 22 | | | 22 | | 1 629 | 1 629 | | | | 1 651 |
| Espagne | 54 381 | | | 54 381 | 129 844 | 26 908 | 156 752 | 31 010 | 7 834 | 38 844 | 249 977 |
| Estonie | 122 | | | 122 | 169 | 20 | 189 | 396 | | 396 | 707 |
| États-Unis d'Amérique | 257 955 | | (35 572) | 222 383 | 193 856 | 74 138 | 267 994 | 149 058 | 22 482 | 171 540 | 661 917 |
| Éthiopie | 100 | | | 100 | | | | | | | 100 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 3 | | | 3 | | | | | | | 3 |
| Fédération de Russie | 2 000 | | | 2 000 | | 2 653 | 2 653 | | | | 4 653 |
| Finlande | 44 564 | | | 44 564 | 5 125 | 7 723 | 12 848 | 11 701 | 1 566 | 13 267 | 70 679 |
| France | 31 276 | | | 31 276 | 2 109 | 30 322 | 32 431 | 2 436 | 12 699 | 15 135 | 78 842 |
| Gabon | | | | | 316 | 100 | 416 | | | | 416 |
| Grèce | 600 | | | 600 | 225 | 2 886 | 3 111 | 328 | | 328 | 4 039 |
| Guinée | | | | | | 10 | 10 | | | | 10 |
| Guyana | 11 | | | 11 | | | | | | | 11 |
| Haïti | 20 | | | 20 | | | | | 1 | 1 | 21 |
| Honduras | 60 | | | 60 | | | | | | | 60 |
| Hong Kong | | | | | | 7 866 | 7 866 | | 21 988 | 21 988 | 29 854 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|--------------------------------|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|----------------|----------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| | | | | | | | | | | | |
| Hongrie | 284 | | | 284 | | 643 | 643 | | | | 927 |
| Inde | 886 | | | 886 | 3 448 | 3 901 | 7 349 | | 47 | 47 | 8 282 |
| Indonésie | 200 | | | 200 | | 4 445 | 4 445 | | 56 | 56 | 4 701 |
| Iran (République islamique de) | 55 | | | 55 | | 323 | 323 | | 12 | 12 | 390 |
| Irlande | 35 876 | | | 35 876 | 6 303 | 2 026 | 8 329 | 7 899 | 982 | 8 881 | 53 086 |
| Islande | 822 | | | 822 | 1 050 | 1 704 | 2 754 | 200 | 41 | 241 | 3 817 |
| Israël | 240 | | | 240 | | 65 | 65 | | | | 305 |
| Italie | 21 652 | | | 21 652 | 18 505 | 43 829 | 62 334 | 29 155 | 11 735 | 40 890 | 124 876 |
| Japon | 31 148 | | | 31 148 | 166 939 | 20 674 | 187 613 | 119 637 | 24 083 | 143 720 | 362 481 |
| Kazakhstan | 100 | | | 100 | | | | | | | 100 |
| Kenya | | | | | | 208 | 208 | | 26 | 26 | 234 |
| Koweït | 400 | | | 400 | | | | | | | 400 |
| Lesotho | 3 | | | 3 | | | | | | | 3 |
| Liban | 5 | | | 5 | | 1 250 | 1 250 | | | | 1 255 |
| Liechtenstein | 69 | | | 69 | 263 | | 263 | 88 | | 88 | 420 |
| Lituanie | | | | | | 57 | 57 | 31 | | 31 | 88 |
| Luxembourg | 7 411 | | | 7 411 | 11 620 | 1 033 | 12 653 | 1 386 | 51 | 1 437 | 21 501 |
| Madagascar | | | | | 4 875 | | 4 875 | 1 481 | | 1 481 | 6 356 |
| Malaisie | 168 | | | 168 | 1 000 | 1 896 | 2 896 | | 315 | 315 | 3 379 |
| Malawi | 6 | | | 6 | | | | | | | 6 |
| Mali | 46 | | | 46 | | | | | | | 46 |
| Malte | 7 | | | 7 | | | | | | | 7 |
| Maroc | 162 | | | 162 | 419 | 67 | 486 | | | | 648 |
| Maurice | 9 | | | 9 | | | | | | | 9 |
| Mauritanie | 11 | | | 11 | | | | | | | 11 |
| Mexique | 214 | | | 214 | | 6 687 | 6 687 | | 804 | 804 | 7 705 |
| Monaco | 22 | | | 22 | 220 | | 220 | 81 | | 81 | 323 |
| Mongolie | 22 | | | 22 | 477 | | 477 | | | | 499 |
| Myanmar | 1 | | (1) | | | | | | | | 0 |
| Namibie | 3 | | | 3 | | 192 | 192 | | | | 195 |
| Népal | | | | | 246 | | 246 | | | | 246 |
| Nicaragua | 11 | | | 11 | | 4 | 4 | | | | 15 |
| Nigéria | | | | | 455 | 319 | 774 | | | | 774 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|---|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|----------------|----------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| Norvège | 143 474 | | | 143 474 | 216 080 | 24 728 | 240 808 | 36 416 | 673 | 37 089 | 421 371 |
| Nouvelle-Zélande | 6 872 | | | 6 872 | 2 249 | 2 286 | 4 535 | 2 591 | 484 | 3 075 | 14 482 |
| Oman | | | | | 1 997 | 92 | 2 089 | | 9 | 9 | 2 098 |
| Ouganda | | | | | | 7 | 7 | | 2 | 2 | 9 |
| Ouzbékistan | | | | | 300 | | 300 | | | | 300 |
| Pakistan | 158 | | (79) | 79 | | 47 | 47 | | | | 126 |
| Panama | 54 | | | 54 | 450 | 206 | 656 | | | | 710 |
| Pays-Bas | 99 781 | | | 99 781 | 219 933 | 30 837 | 250 770 | 67 309 | 10 759 | 78 068 | 428 619 |
| Pérou | | | | | | 1 236 | 1 236 | | 30 | 30 | 1 266 |
| Philippines | 110 | | (43) | 67 | | 3 605 | 3 605 | | | | 3 672 |
| Pologne | 400 | | | 400 | | 4 360 | 4 360 | 220 | 6 | 226 | 4 986 |
| Portugal | 600 | | | 600 | 40 | 4 790 | 4 830 | | | | 5 430 |
| Qatar | 100 | | | 100 | | | | | | | 100 |
| République de Corée | 5 800 | | | 5 800 | 430 | 8 842 | 9 272 | 11 161 | 2 600 | 13 761 | 28 833 |
| République démocratique du Congo | | | | | 2 433 | | 2 433 | | | | 2 433 |
| République de Moldova | 8 | | | 8 | 663 | | 663 | | | | 671 |
| République populaire démocratique de Corée | 159 | | (159) | | | | | | | | |
| République tchèque | 360 | | | 360 | 142 | 1 852 | 1 994 | 526 | 104 | 630 | 2 984 |
| Roumanie | 89 | | | 89 | | 1 514 | 1 514 | | 1 236 | 1 236 | 2 839 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 72 331 | | | 72 331 | 233 026 | 61 152 | 294 178 | 89 490 | 14 566 | 104 056 | 470 565 |
| Saint-Marin | | | | | | 91 | 91 | 77 | | 77 | 168 |
| Samoa | 2 | | | 2 | | | | | | | 2 |
| Sénégal | | | | | 116 | | 116 | | | | 116 |
| Serbie | 10 | | | 10 | | 877 | 877 | | | | 887 |
| Singapour | 100 | | | 100 | | | | 30 | | 30 | 130 |
| Slovaquie | 26 | | | 26 | 42 | 391 | 433 | | | | 459 |
| Slovénie | 118 | | | 118 | 54 | 1 183 | 1 237 | 101 | 497 | 598 | 1 953 |
| Soudan | | | | | 13 471 | | 13 471 | | | | 13 471 |
| Sri Lanka | 31 | | | 31 | | | | | | | 31 |
| Suède | 144 289 | | | 144 289 | 128 034 | 71 784 | 199 818 | 68 461 | 6 238 | 74 699 | 418 806 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|--|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|----------------|------------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| | Suisse | 34 703 | | | 34 703 | 7 310 | 31 385 | 38 695 | 2 069 | | 827 |
| Tadjikistan | | | | | 931 | | 931 | | | | 931 |
| Thaïlande | 470 | | (120) | 350 | | 10 700 | 10 700 | | 91 | 91 | 11 141 |
| Togo | 2 | | | 2 | | | | | | | 2 |
| Trinité-et-Tobago | 30 | | | 30 | | | | | | | 30 |
| Tunisie | 74 | | (12) | 62 | | 228 | 228 | | 2 | 2 | 292 |
| Turquie | 450 | | | 450 | | 2 193 | 2 193 | 660 | 84 | 744 | 3 387 |
| Ukraine | | | | | | 22 | 22 | | | | 22 |
| Uruguay | 41 | | | 41 | | 1 154 | 1 154 | | | | 1 195 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 50 | | | 50 | | 1 163 | 1 163 | | | | 1 213 |
| Viet Nam | 14 | | | 14 | | 4 | 4 | | | | 18 |
| Yémen | 10 | | | 10 | | | | | | | 10 |
| Zambie | | | | | | 192 | 192 | | | | 192 |
| Total partiel, pays | 1 202 394 | | (36 095) | 1 166 299 | 1 729 307 | 654 832 | 2 384 139 | 774 839 | 193 559 | 968 398 | 4 518 836 |
| Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs | 1 125 | 1 482 | | 2 607 | 126 | (828) | (702) | (714) | (704) | (1 418) | 487 |
| Remboursement de contributions | | | | | (5 934) | (147) | (6 081) | (7 975) | | (7 975) | (14 056) |
| Total, pays | 1 203 519 | 1 482 | (36 095) | 1 168 906 | 1 723 499 | 653 857 | 2 377 356 | 766 150 | 192 855 | 959 005 | 4 505 267 |
| Organismes intergouvernementaux | | | | | | | | | | | |
| Banque africaine de développement | | | | | 2 534 | | 2 534 | 500 | | 500 | 3 034 |
| Banque asiatique de développement | | | | | 70 | | 70 | | | | 70 |
| Banque de développement du Conseil de l'Europe | | | | | 607 | | 607 | | | | 607 |
| Commission européenne | | | | | 174 635 | | 174 635 | 122 192 | | 122 192 | 296 827 |
| Fonds de l'OPEP pour le développement international | | | | | 1 953 | | 1 953 | | | | 1 953 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|---|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|------------------|------------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies | | | | | 105 | | 105 | | | | 105 |
| Secrétariat général de la Communauté du Pacifique | | | | | 248 | | 248 | | | | 248 |
| Total partiel, organismes intergouvernementaux | | | | | 180 152 | | 180 152 | 122 692 | | 122 692 | 302 844 |
| Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs | 6 460 | | | 6 460 | (2 195) | | (2 195) | (4 266) | | (4 266) | |
| Remboursement de contributions | | | | | (31) | | (31) | (1 036) | | (1 036) | (1 067) |
| Total, organismes intergouvernementaux | 6 460 | | | 6 460 | 177 926 | | 177 926 | 117 390 | | 117 390 | 301 776 |
| Gouvernements et organismes intergouvernementaux | 1 209 979 | 1 482 | (36 095) | 1 175 366 | 1 901 425 | 653 857 | 2 555 282 | 883 540 | 192 855 | 1 076 395 | 4 807 043 |
| Organisations non gouvernementales | | | | | | | | | | | |
| Algérie | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| Afrique du Sud | | 9 | | 9 | | | | | | | 9 |
| Allemagne | | | | | | 6 | 6 | | | | 6 |
| Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination | | | | | | 17 550 | 17 550 | | | | 17 550 |
| Canada | | | | | | 25 312 | 25 312 | | | | 25 312 |
| Émirats arabes unis | | 2 | | 2 | | | | 532 | 532 | 534 | 534 |
| États-Unis d'Amérique | | 31 | | 31 | 161 150 | 161 150 | 161 150 | 16 | 16 | 161 197 | 161 197 |
| Éthiopie | | 10 | | 10 | | | | | | | 10 |
| Fidji | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| Fondation Alexander Bodini | | | | | | 25 | 25 | | | | 25 |
| Îles Caïmanes | | 2 | | 2 | | | | | | | 2 |
| Jamaïque | | 2 | | 2 | | | | | | | 2 |
| Japon | | 1 097 | | 1 097 | | 1 623 | 1 623 | | | | 2 720 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|--|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|------------------|------------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| Kenya | | | | | | | | 98 | | 98 | 98 |
| Pays-Bas | | | | | | 649 | 649 | | | | 649 |
| Personnel des organismes des Nations Unies – opérations d'urgence | | | | | | | | 1 | | 1 | 1 |
| Rotary International | | | | | | 89 608 | 89 608 | | | | 89 608 |
| Roumanie | | 6 | | 6 | | | | | | | 6 |
| Singapour | | | | | | | | 36 | | 36 | 36 |
| Somalie | | 4 | | 4 | | 552 | 552 | | | | 556 |
| Suisse | | 10 | | 10 | | 13 944 | 13 944 | | | | 13 954 |
| Thaïlande | | 53 | | 53 | | | | | | | 53 |
| Tunisie | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| Université de Notre-Dame | | | | | | 2 669 | 2 669 | | | | 2 669 |
| Total partiel, organisations non gouvernementales | | 1 229 | | 1 229 | | 313 088 | 313 088 | 683 | 683 | | 315 000 |
| Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs | | 586 | | 586 | | (344) | (344) | (213) | (213) | | 29 |
| Remboursement de contributions | | (5) | | (5) | | (1 137) | (1 137) | (17) | (17) | | (1 159) |
| Total, organisations non gouvernementales | | 1 810 | | 1 810 | | 311 607 | 311 607 | 453 | 453 | | 313 870 |
| Total, gouvernements, organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales | 1 209 979 | 3 292 | (36 095) | 1 177 176 | 1 901 425 | 965 464 | 2 866 889 | 883 540 | 193 308 | 1 076 848 | 5 120 913 |
| Mécanismes interorganisations | | | | | | | | | | | |
| Banque mondiale | | | | | | 15 935 | 15 935 | 5 909 | 5 909 | | 21 844 |
| Bureau de la coordination des affaires humanitaires | | | | | | | | 218 548 | 218 548 | | 218 548 |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | | | | | | 27 | 27 | | | | 27 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total | |
|---|--|------------------------------|-------------------------------------|---|--|------------------------------|--|--|------------------------------|---------|---------------|
| | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Versement au budget d'appui biennal | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouvernementaux | Sources non gouvernementales | | Total partiel |
| Département des opérations de maintien de la paix | | | | | | 529 | 529 | | | | 529 |
| Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine | | | | | | 3 103 | 3 103 | | | | 3 103 |
| Fonds de développement des Nations Unies pour la femme | | | | | | 100 | 100 | | | | 100 |
| Fonds des Nations Unies pour la population | | | | | | 10 615 | 10 615 | | | | 10 615 |
| Groupe des Nations Unies pour le développement | | | | | | 21 916 | 21 916 | | | | 21 916 |
| Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | | | | | | | | 114 | 114 | 114 | 114 |
| Office des Nations Unies à Genève | | | | | | 118 | 118 | | | | 118 |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | | | | | | 353 | 353 | | | | 353 |
| Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture | | | | | | 3 324 | 3 324 | | | | 3 324 |
| Organisation mondiale de la Santé | | | | | | 20 680 | 20 680 | 140 | 140 | 20 820 | 20 820 |
| Programme alimentaire mondial | | | | | | 255 | 255 | | | | 255 |
| Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida | | | | | | 24 321 | 24 321 | 38 | 38 | 24 359 | 24 359 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | | | | | | 110 073 | 110 073 | 103 382 | 103 382 | 213 455 | 213 455 |
| Programme des Nations Unies pour l'environnement | | | | | | 310 | 310 | | | | 310 |
| Programme des Nations Unies pour les établissements humains | | | | | | 63 | 63 | 140 | 140 | 203 | 203 |

| | <i>Ressources ordinaires</i> | | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | | | Total | |
|---|---|-------------------------------------|--|--|---|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|------------------|----------------------|
| | <i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i> | <i>Sources non gouvernementales</i> | <i>Versement au budget d'appui biennal</i> | Total partiel | <i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i> | <i>Sources non gouvernementales</i> | Total partiel | <i>Gouvernements et organismes intergouvernementaux</i> | <i>Sources non gouvernementales</i> | | Total partiel |
| <i>Donateur</i> | | | | | | | | | | | |
| Programmes conjoints menés avec d'autres organismes des Nations Unies | | | | | | 19 756 | 19 756 | | 3 064 | 3 064 | 22 820 |
| Secrétariat de l'ONU | | | | | | 173 | 173 | | | | 173 |
| Total partiel, mécanismes interorganisations | | | | | | 231 651 | 231 651 | | 331 335 | 331 335 | 562 986 |
| Ajustements de recettes afférents à des exercices antérieurs | | 243 | | 243 | | (150) | (150) | | (154) | (154) | (61) |
| Remboursement de contributions | | | | | | (790) | (790) | | (10 003) | (10 003) | (10 793) |
| Total, mécanismes interorganisations | | 243 | | 243 | | 230 711 | 230 711 | | 321 178 | 321 178 | 552 132 |
| Total | 1 209 979 | 3 535 | (36 095) | 1 177 419 | 1 901 425 | 1 196 175 | 3 097 600 | 883 540 | 514 486 | 1 398 026 | 5 673 045 |
| <i>Récapitulatif</i> | | | | | | | | | | | |
| | | | | <i>Ressources ordinaires</i> | | | | | | | <i>Total</i> |
| Comités nationaux | | | | 1 482 | | | 653 857 | | 192 855 | | 848 194 |
| Gouvernements | | | | 1 167 424 | | | 1 723 499 | | 766 150 | | 3 657 073 |
| Mécanismes interorganisations | | | | 243 | | | 230 711 | | 321 178 | | 552 132 |
| Organismes intergouvernementaux | | | | 6 460 | | | 177 926 | | 117 390 | | 301 776 |
| Organisations non gouvernementales | | | | 1 810 | | | 311 607 | | 453 | | 313 870 |
| Total | | | | 1 177 419 | | | 3 097 600 | | 1 398 026 | | 5 673 045 |
| Contributions en espèces | | | | | | | | | | | 5 652 097 |
| Contributions en nature | | | | | | | | | | | 20 948 |
| Total des contributions | | | | | | | | | | | 5 673 045 |

Tableau 2

**Contributions à recevoir au 31 décembre 2009 au titre des ressources ordinaires
et des autres ressources (affectées aux opérations ordinaires et aux opérations d'urgence)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Donateur</i> | <i>Ressources ordinaires</i> | | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | | | Total |
|---|---|---|--------------------------|---|---|--------------------------|---|---|--------------------------|--------------|
| | <i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i> | <i>Sources non gouverne- mentales</i> | Total partiel | <i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i> | <i>Sources non gouverne- mentales</i> | Total partiel | <i>Gouvernements et organisations intergouver- nementales</i> | <i>Sources non gouverne- mentales</i> | Total partiel | |
| Gouvernements | | | | | | | | | | |
| Australie | | | | 3 913 | | 3 913 | | | | 3 913 |
| Autriche | | | | 4 | | 4 | 289 | | 289 | 293 |
| Belgique | | | | 1 198 | | 1 198 | 4 098 | | 4 098 | 5 296 |
| Bhoutan | 15 | | 15 | | | | | | | 15 |
| Canada | | | | 16 380 | | 16 380 | | | | 16 380 |
| Danemark | | | | 7 399 | | 7 399 | 874 | | 874 | 8 272 |
| États-Unis d'Amérique | | | | 61 242 | | 61 242 | 72 975 | | 72 975 | 134 217 |
| France | | | | 216 | | 216 | | | | 216 |
| Gabon | | | | 110 | | 110 | | | | 110 |
| Italie | | | | 5 217 | | 5 217 | | | | 5 217 |
| Japon | | | | 4 397 | | 4 397 | | | | 4 397 |
| Lesotho | 2 | | 2 | | | | | | | 2 |
| Maroc | 16 | | 16 | | | | | | | 16 |
| Mauritanie | 11 | | 11 | | | | | | | 11 |
| Mexique | 214 | | 214 | | | | | | | 214 |
| Mongolie | | | | 294 | | 294 | | | | 294 |
| Népal | | | | 209 | | 209 | | | | 209 |
| Nouvelle-Zélande | | | | 20 | | 20 | | | | 20 |
| Pays-Bas | | | | 5 303 | | 5 303 | | | | 5 303 |
| République populaire démocratique de Corée | 159 | | 159 | | | | | | | 159 |
| Royaume-Uni | | | | 232 | | 232 | 4 581 | | 4 581 | 4 813 |
| Samoa | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| Suède | | | | 5 579 | | 5 579 | | | | 5 579 |
| Suisse | | | | 100 | | 100 | 255 | | 255 | 355 |

| Donateur | Ressources ordinaires | | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | | Total |
|--|---|--------------------------------------|------------------|---|--------------------------------------|------------------|---|--------------------------------------|------------------|----------------|
| | Gouvernements et organismes intergouver- nementaux | Sources non gouverne- mentales | Total partiel | Gouvernements et organismes intergouver- nementaux | Sources non gouverne- mentales | Total partiel | Gouvernements et organisations intergouver- nementales | Sources non gouverne- mentales | Total partiel | |
| | Viet Nam | 14 | | 14 | | | | | | |
| Total partiel, gouvernements | 431 | | 431 | 111 812 | | 111 812 | 83 071 | | 83 071 | 195 314 |
| Organismes intergouvernementaux | | | | | | | | | | |
| Commission européenne | | | | 72 813 | | 72 813 | 3 025 | | 3 025 | 75 838 |
| Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) | | | | 1 732 | | 1 732 | 19 190 | | 19 190 | 20 921 |
| Total partiel, organismes intergouvernementaux | | | | 74 545 | | 74 545 | 22 215 | | 22 215 | 96 760 |
| Organisations non gouvernementales | | | | | | | | | | |
| Initiative micronutriments | | | | | | 72 | 72 | | | 72 |
| Rotary International | | | | | | 22 071 | 22 071 | | | 22 071 |
| Total partiel, organisations non gouvernementales | | | | | | 22 143 | 22 143 | | | 22 143 |
| Mécanismes interorganisations | | | | | | | | | | |
| Nations Unies | | | | | | | | | | 306 |
| Bureau de la coordination des affaires humanitaires | | | | | | | | 306 | 306 | |
| Banque mondiale | | | | | | 15 000 | 15 000 | | | 15 000 |
| Total partiel, mécanisme interorganisations | | | | | | 15 000 | 15 000 | 306 | 306 | 15 306 |
| Ajustements divers | 157 | 43 | 200 | | | | | | | 200 |
| Total partiel, ajustements divers | 157 | 43 | 200 | | | | | | | 200 |
| Total | 588 | 43 | 631 | 186 357 | 37 143 | 223 500 | 105 286 | 306 | 105 592 | 329 723 |
| Récapitulatif | | | | | | | | | | |
| Gouvernements | | | 431 | | | 111 812 | | 83 071 | | 195 314 |
| Organismes intergouvernementaux | | | | | | 74 545 | | 22 215 | | 96 760 |
| Organisations non gouvernementales | | | | | | 22 143 | | | | 22 143 |

| <i>Donateur</i> | <i>Ressources ordinaires</i> | | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | | | Total |
|--------------------|---|---|--------------------------|---|---|--------------------------|---|---|--------------------------|----------------|
| | <i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i> | <i>Sources non gouverne- mentales</i> | Total partiel | <i>Gouvernements et organismes intergouver- nementaux</i> | <i>Sources non gouverne- mentales</i> | Total partiel | <i>Gouvernements et organisations intergouver- nementales</i> | <i>Sources non gouverne- mentales</i> | Total partiel | |
| | Mécanismes interorganisations | | | | | | 15 000 | | | |
| Ajustements divers | | | 200 | | | | | | | 200 |
| Total | | | 631 | | | 223 500 | | | 105 592 | 329 723 |

Tableau 3

Fonds d'affectation spéciale, montants reçus, décaissements et soldes pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Soldes au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Montants reçus et ajustements</i> | <i>Montants décaissés</i> | <i>Soldes au 31 décembre 2009</i> |
|--|--|--|-------------------------------|---------------------------------------|
| Gouvernements et autres entités | | | | |
| Services d'achats | 236 897 | 1 004 536 | 911 861 | 329 572 |
| Services d'achats agissant pour le compte de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination | (6 227) | 698 445 | 698 115 | (5 897) |
| Programme des administrateurs auxiliaires | 16 740 | 26 450 | 24 675 | 18 515 |
| Autres fonds d'affectation spéciale | 43 490 | 69 510 | 86 298 | 26 701 |
| Total partiel | 290 900 | 1 798 941 | 1 720 949 | 368 891 |
| Organisme des Nations Unies | | | | |
| Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida | 19 | (19) | | |
| Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants | | 1 203 | 158 | 1 045 |
| Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | 1 | 438 | 385 | 54 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | 3 655 | 79 223 | 64 318 | 18 560 |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | | 431 | 334 | 97 |
| Fonds des Nations Unies pour la population | 429 | 716 | 1 093 | 52 |
| Programme alimentaire mondial | 16 | 1 040 | 945 | 111 |
| Organisation mondiale de la Santé | 6 652 | 50 082 | 8 331 | 48 403 |
| Autres | 231 | (7) | 224 | |
| Activités de service partagées avec d'autres organismes des Nations Unies | 354 | 2 294 | 2 288 | 360 |
| Programmes conjoints menés avec d'autres organismes des Nations Unies | 2 371 | 51 458 | 53 160 | 669 |
| Total partiel | 13 728 | 186 859 | 131 236 | 69 351 |
| Solde (montant net) | 304 628 | 1 985 800 | 1 852 185 | 438 242 |
| Comptes débiteurs | 9 942 | | | 9 480 |
| Solde (montant brut) | 314 570 | | | 447 722 |

C. Notes relatives aux états financiers

Note 1

Présentation des objectifs et des activités du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a donné pour mission à l'UNICEF de plaider la cause des droits des enfants, de contribuer à satisfaire leurs besoins élémentaires et de faciliter leur épanouissement. Le Fonds mobilise volonté politique et ressources matérielles afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement, à faire passer les enfants d'abord et à renforcer leurs capacités de mettre au point des politiques appropriées et de proposer des services aux enfants et à leur famille.

Note 2

Récapitulation des principales conventions comptables

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Normes comptables

2. Les états financiers sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF ainsi qu'aux normes comptables du système des Nations Unies.

3. Conformément à l'objectif d'harmonisation de la présentation des comptes des organismes des Nations Unies, les états financiers suivent maintenant les modèles convenus par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

Exercice budgétaire

4. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, les comptes sont tenus sur la base d'un exercice biennal.

Unité de compte

5. L'unité de compte est le dollar des États-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des États-Unis aux taux de change opérationnels de l'ONU.

Comptabilisation des opérations exprimées en monnaies nationales

6. Les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués à des fins comptables aux taux de change opérationnels de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée comme gain ou perte dans l'état des recettes et des dépenses. Conformément à la décision 1990/28 du Conseil d'administration de l'UNICEF, les gains ou pertes de change sur le montant des contributions annoncées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont comptabilisés comme majoration ou diminution de ces contributions.

Recettes

7. Les recettes comprennent les ressources ordinaires, les autres ressources affectées aux opérations ordinaires et les autres ressources affectées aux secours d'urgence et au relèvement. Les ressources ordinaires comprennent les contributions volontaires annuelles de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales, les recettes nettes de la Division collecte de fonds et partenariats privés, les contributions non affectées à des fins particulières recueillies auprès du public et d'autres recettes. Les autres ressources affectées aux opérations ordinaires sont des contributions volontaires versées à l'UNICEF à des fins spéciales par des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil d'administration. Les autres ressources affectées aux secours d'urgence et au relèvement correspondent aux montants versés pour des opérations d'urgence.

8. Les recettes sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'exercice en cours. Les contributions annoncées et reçues pour les exercices futurs à des fins spécifiées par les donateurs sont considérées comme des recettes comptabilisées d'avance.

9. Les contributions reçues des comités nationaux sont comptabilisées comme recettes sur la base des encaissements, à l'exception des contributions aux autres ressources (affectées aux opérations ordinaires ou aux opérations d'urgence), qui peuvent être comptabilisées dès que l'annonce de contribution faite par un comité national est considérée comme valable. Une annonce de contribution est jugée valable lorsque des fonds ont été recueillis et que le Comité national s'est engagé à les verser à l'UNICEF.

10. L'état des recettes et des dépenses ne comprend pas les recettes des fonds d'affectation spéciale ni les décaissements effectués par ces fonds.

11. Toutes les autres recettes perçues par l'UNICEF sont comptabilisées parmi les ressources ordinaires.

12. Les contributions en nature sont évaluées par l'Administration, en fonction des coûts que le Fonds supporterait normalement pour des articles analogues.

13. Les dons en nature gérés pour le compte de tiers ne sont pas comptabilisés dans les états financiers de l'UNICEF, bien qu'ils soient gérés par ses services administratifs.

Dépenses

14. Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité en droits constatés, excepté certaines dépenses relatives aux rémunérations et prestations versées au personnel, qui sont comptabilisées uniquement sur la base des sommes effectivement décaissées.

Disponibilités

15. Tous les fonds reçus sont déposés sur des comptes bancaires ouverts au nom de l'UNICEF et comptabilisés comme disponibilités.

Provision pour contributions à recevoir non recouvrables

16. Conformément à la recommandation des vérificateurs externes des comptes (voir A/51/5/Add.2, chap. II, par. 37, et A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 31), l'UNICEF maintient une provision pour les contributions à recevoir dont le recouvrement est douteux.

Stocks

17. Les fournitures destinées à l'exécution des programmes et stockées dans les entrepôts de la Division des approvisionnements de l'UNICEF sont comptabilisées au coût moyen. Tous les frais de transport des fournitures jusqu'à l'entrepôt sont considérés comme faisant partie du coût moyen. Les marchandises en transit sont évaluées au coût effectif.

Immobilisations

18. Les immobilisations comprennent des bâtiments à usage de bureaux et des logements pour le personnel. Elles sont comptabilisées au prix d'achat.

Engagements non réglés

19. Les annulations d'engagements non réglés sont portées en déduction des dépenses si le compte budgétaire concerné reste actif ou comme réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs si le compte a été clôturé.

Consolidation

20. Le rapport et les états financiers indiquent le résultat d'exploitation net ainsi que l'actif et le passif de la Division collecte de fonds et partenariats privés. Les opérations effectuées entre l'UNICEF et la Division collecte de fonds et partenariats privés sont éliminées lors de la consolidation.

Assurance maladie après la cessation de service et prestations dues à la cessation de service

21. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé annuel accumulés et des prestations liées au rapatriement sont indiqués dans les notes relatives aux états financiers. L'UNICEF fait appel à un actuaire indépendant et qualifié pour effectuer une évaluation actuarielle du montant des engagements correspondants.

Gestion des biens durables

22. Le mobilier, le matériel et les autres biens durables ne sont pas portés en immobilisations. Les achats correspondants sont imputés sur les comptes budgétaires de l'exercice au cours duquel ils ont été effectués.

Reclassements

23. Certains montants comptabilisés comme recettes accessoires de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été reclassés pour permettre la comparaison avec les montants correspondants pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

24. Afin de rendre compte de manière plus précise de l'incidence financière des taux de change, l'UNICEF a modifié sa méthode de comptabilisation des gains et pertes de change. Ceux-ci étaient précédemment inscrits à la rubrique Recettes accessoires, tandis que les ajustements de change constituaient une rubrique distincte. Ces deux catégories de recettes sont désormais regroupées dans la rubrique Ajustements et gains de change nets, à la section Autres recettes de l'état des recettes et des dépenses. Le reclassement des montants figurant dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2007 s'est traduit par une diminution des recettes accessoires et une augmentation de 10,1 millions de dollars du montant comptabilisé à la rubrique Ajustements de change, celle-ci portant désormais le nouveau libellé « Ajustements et gains de change nets ».

25. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, l'annulation d'engagements non réglés relatifs à des comptes budgétaires clôturés est imputée sur le solde des fonds, à la rubrique Réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, les montants correspondants avaient été comptabilisés comme recettes accessoires. Leur reclassement a entraîné une réduction de 19,5 millions de dollars des recettes accessoires, cette même somme ayant été créditée à la rubrique Réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs.

Division collecte de fonds et partenariats privés

Normes comptables

26. Les comptes de la Division collecte de fonds et partenariats privés sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, ainsi qu'au supplément spécial concernant l'opération Cartes de vœux.

Unité de compte

27. L'unité de compte est le dollar des États-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des États-Unis aux taux de change opérationnels de l'ONU.

Comptabilisation des opérations exprimées en monnaies nationales

28. Les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués à des fins comptables aux taux de change en vigueur pour les opérations de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée comme gain ou perte de change dans l'état des recettes et des dépenses, à la rubrique Ajustements et gains de change nets.

Recettes

29. Le produit brut des ventes de cartes de vœux et autres marchandises est comptabilisé en monnaie locale sur la base des relevés provisoires de ventes reçus des partenaires à la fin de l'année. Il est converti en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU au 31 décembre. Le produit est ajusté l'année suivante, une fois reçu le relevé définitif. À la fin de l'année, si un partenaire n'a pas transmis son relevé provisoire des ventes, le produit brut est calculé sur la base des fournitures livrées à ce partenaire pendant l'année, moins une provision pour invendus.

30. Les recettes provenant des collectes de fonds privés ainsi que les dépenses connexes sont inscrites sur des lignes distinctes dans les comptes de la Division. Le produit net de la collecte de fonds privés alimentant les ressources ordinaires effectuée par les comités nationaux est comptabilisé sur la base des rapports provisoires qu'ils présentent. Les montants sont ensuite ajustés l'année suivante à la réception des rapports définitifs. Les fonds privés collectés par les bureaux extérieurs sont en revanche comptabilisés lors du versement des fonds.

Provisions pour créances douteuses

31. Conformément aux principes comptables appliqués par la Division, une provision peut être constituée pour couvrir des créances jugées douteuses. Celle-ci est portée en diminution des comptes débiteurs dans l'état de l'actif et du passif.

Stocks

32. Les stocks d'articles en cours de fabrication et de produits finis sont évalués au coût standard, tandis que les matières premières sont évaluées suivant la méthode de la moyenne mobile. La Division Collecte de fonds et partenariats privés a pour politique de constater la dépréciation des produits invendus, à la fin de la première année de la campagne de vente pour les cartes de vœux et les cadeaux datés et à la fin de la deuxième année de la campagne de vente pour tous les autres cadeaux. Les cadeaux qui ont été amortis et maintenus en stock sont portés à leur valeur de réalisation nette. Tous les supports publicitaires et promotionnels produits dans l'année de la campagne mais destinés aux campagnes suivantes sont comptabilisés dans les stocks au coût standard.

Passif

33. Les charges à payer sont comptabilisées dans les comptes de la Division conformément aux normes comptables reconnues et les procédures de séparation des exercices pertinentes sont appliquées de la même manière d'un exercice à l'autre.

Note 3

Versements au budget d'appui biennal

34. Une partie des recettes est versée au budget d'appui biennal au titre de l'harmonisation des budgets du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'UNICEF, comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008-2009 | 2006-2007 |
|--|---------------|---------------|
| Contributions des gouvernements aux dépenses locales | 523 | 462 |
| Remboursement de l'impôt national sur le revenu | 35 572 | 28 624 |
| Total | 36 095 | 29 086 |

Note 4
Division Collecte de fonds et partenariats privés

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008 | 2009 | Total | 2006-2007 |
|---------------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|
| Recettes | | | | |
| Produit brut des ventes | 130 092 | 119 561 | 249 653 | 303 188 |
| Collecte de fonds privés | 332 741 | 385 155 | 717 896 | 711 357 |
| Autres recettes | 22 611 | 27 588 | 50 199 | 40 730 |
| Total | 485 444 | 532 304 | 1 017 748 | 1 055 275 |
| Total des dépenses | | | | |
| | 124 811 | 152 886 | 277 697 | 271 706 |
| Recettes nettes | 360 633 | 379 418 | 740 051 | 783 569 |

Note 5
Recettes accessoires

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008-2009 | 2006-2007 |
|--|---------------|---------------|
| Recettes provenant de la vente de matériel excédentaire ou vétuste | 3 369 | 2 754 |
| Commissions pour des services d'achat | 12 814 | 23 402 |
| Divers | 17 724 | 23 068 |
| Total | 33 907 | 49 224 |

Note 6
Ajustements et gains de change nets

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008-2009 | 2006-2007 |
|---------------------------|----------------|---------------|
| Ajustements de change | (43 208) | 24 939 |
| Gains et pertes de change | 36 185 | 10 113 |
| Total | (7 023) | 35 052 |

Note 7
Sommes passées par profits et pertes et ajustements relatifs
à des exercices antérieurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Ressources ordinaires</i> | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | <i>Total 2008-2009</i> | <i>Total 2006-2007</i> |
|---|------------------------------|--|---|------------------------|------------------------|
| Contributions irrécouvrables | 441 | 16 331 | 6 491 | 23 263 | 19 479 |
| Passation de stocks par profits et pertes et autres annulations | 7 387 | | | 7 387 | 1 500 |
| Ajustements au titre d'exercices antérieurs | 119 | (198) | 134 | 55 | 611 |
| Total | 7 947 | 16 133 | 6 625 | 30 705 | 21 590 |

Note 8
Provision pour contributions à recevoir non recouvrables

35. Conformément à la recommandation des vérificateurs externes des comptes (voir A/51/5/Add.2, chap. II, par. 37 et A/63/5/Add.2 et Corr.1, chap. II, par. 31), l'UNICEF maintient une provision pour les contributions à recevoir dont le recouvrement est douteux. Son montant est fixé à 11,2 millions de dollars.

Note 9
Réserves

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Solde au 1^{er} janvier 2008</i> | <i>Fonds reçus</i> | <i>Décaissements</i> | <i>Solde au 31 décembre 2009</i> |
|--|---|--------------------|----------------------|----------------------------------|
| Réserve pour les services d'achats | 2 000 | | | 2 000 |
| Réserve pour assurance | 115 | | | 115 |
| Réserve pour les immobilisations | 27 126 | 160 | | 27 286 |
| Réserve pour assurance maladie après la cessation de service | 150 000 | 60 000 | | 210 000 |
| Réserve pour les prestations dues à la cessation de service | 18 279 | 41 913 | 32 221 | 27 971 |
| Total | 197 520 | 102 073 | 32 221 | 267 372 |

Réserve pour les services d'achats

36. En 1993, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour les services d'achat d'un montant de 2 millions de dollars, afin d'absorber les éventuels déficits futurs. Cette réserve a été financée par le solde excédentaire des frais de traitement comptabilisés pour chaque demande d'achat, diminués du

montant des dépenses de personnel et charges connexes, prélevé par la Division des approvisionnements. Il n'y a pas eu de changements dans la réserve au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

37. Les recettes et les dépenses correspondant aux services d'achats ont été les suivantes :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008-2009 | 2006-2007 |
|---|---------------|---------------|
| Fonds reçus | 38 684 | 44 261 |
| À déduire : dépenses de personnel et charges connexes | (25 870) | (20 859) |
| Virement aux recettes accessoires | 12 814 | 23 402 |

Réserve pour assurance

38. En 1950, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour assurance d'un montant de 200 000 dollars, afin de couvrir les pertes de fournitures et de matériel destinés aux programmes de l'UNICEF non couvertes par une police souscrite auprès d'une compagnie d'assurances. Ce montant a été financé au moyen de fonds prélevés sur le montant des crédits ouverts aux fins du transport. En 1987, l'UNICEF a ajouté à la réserve un complément de 100 000 dollars issu des ressources ordinaires, pour s'assurer en propre contre le risque de pertes matérielles non couvertes. Il n'y a pas eu de changements dans la réserve au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Réserve pour les immobilisations

39. En 1990, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour les immobilisations d'un montant de 22 millions de dollars prélevé sur les ressources ordinaires, afin de pouvoir mieux contrôler les achats futurs d'immobilisations, principalement les immeubles à usage de bureaux et les logements du personnel en poste dans des bureaux hors siège. La hausse du montant de cette réserve au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 est due aux loyers versés par les fonctionnaires à qui l'UNICEF loue des logements.

Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service

40. En 2003, le Conseil d'administration a autorisé la constitution d'une réserve capitalisée pour l'assurance maladie après la cessation de service, avec une première dotation de 30 millions de dollars provenant des ressources ordinaires. Cette réserve a ensuite été augmentée chaque année, son solde atteignant 210 millions de dollars au 31 décembre 2009. Les dépenses consacrées aux retraités sont actuellement imputées sur les crédits budgétaires des exercices au cours desquels les versements seront effectués.

Réserve pour les prestations dues à la cessation de service

41. En 2006, le Conseil d'administration a autorisé la constitution d'une réserve pour les prestations dues à la cessation de service, y compris les indemnités de licenciement, avec une première dotation de 10 millions de dollars provenant des

ressources ordinaires. Cette réserve est alimentée chaque année par le montant total net des contributions minoré des versements effectués. La réserve a augmenté de 9,7 millions de dollars pendant l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009.

Note 10
Disponibilités et dépôts à terme

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| Dépôts à terme | 2 070 226 | 2 100 992 |
| Dépôts à vue convertibles | 57 101 | 116 130 |
| Dépôts à vue non convertibles | 11 164 | 12 707 |
| Total | 2 138 491 | 2 229 829 |

Note 11
Placements

42. Les placements comprennent les valeurs mobilières et autres titres négociables achetés par l'UNICEF pour produire des recettes. Les placements sont comptabilisés à la valeur nominale des titres, majorée ou minorée de toute prime d'émission amortie. Au 31 décembre 2009, 839 millions de dollars étaient investis dans des valeurs à revenu fixe, contre 445 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent.

43. La valeur de réalisation des placements s'élevait à 839 millions de dollars au 31 décembre 2009 et à 446 millions de dollars au 31 décembre 2007. La valeur des instruments financiers peut fluctuer pendant la période d'investissement sans affecter le montant dû à l'UNICEF à la date d'échéance.

Note 12
Contributions à recevoir

44. Le tableau ci-après donne une ventilation chronologique des contributions à recevoir :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Antérieures à 2007</i> | 2007 | 2008 | 2009 | <i>Total au 31 déc. 2009</i> | <i>Total au 31 déc. 2007</i> |
|--------------------------|-------------------------------|-------|--------|---------|----------------------------------|----------------------------------|
| Contributions à recevoir | 88 | 5 564 | 34 273 | 289 798 | 329 723 | 251 288 |

Note 13 Débiteurs divers

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|--|----------------|----------------|
| Sommes à recevoir : | | |
| De comités nationaux et d'autres partenaires de collecte de fonds privés | 388 947 | 393 074 |
| À déduire : provisions pour créances douteuses | (9 796) | (9 348) |
| De gouvernements, d'organismes des Nations Unies et d'autres sources – fonds d'affectation spéciale | 9 480 | 9 942 |
| D'organismes des Nations Unies | 3 978 | 12 790 |
| De gouvernements | 7 601 | 6 496 |
| Des fonctionnaires | 20 655 | 21 578 |
| Intérêts acquis | 15 800 | 18 258 |
| Divers | 4 989 | 1 786 |
| Total | 441 654 | 454 576 |

Note 14 Stocks

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|---|---------------|---------------|
| Fournitures en stock destinées aux programmes | 33 708 | 32 080 |
| Matériel d'emballage | 326 | 332 |
| Cartes de vœux et cadeaux | | |
| Matières premières | 2 451 | 3 358 |
| Produits en cours de fabrication | 40 | 33 |
| Produits finis | 7 266 | 10 276 |
| Total | 43 791 | 46 079 |

Note 15 Bâtiments

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Immeubles à usage de bureaux | Logements du personnel | Total 2008-2009 | Total 2006-2007 |
|---|---------------------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|
| Solde en début d'exercice, au 1^{er} janvier | 17 204 | 627 | 17 831 | 15 821 |
| À ajouter : ajouts | 1 052 | 62 | 1 114 | 2 010 |
| À déduire : cessions | (261) | (59) | (320) | |
| Solde en fin d'exercice, au 31 décembre | 17 995 | 630 | 18 625 | 17 831 |

Note 16
Contributions reçues d'avance

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|--|---------------|---------------|
| Gouvernements et organismes intergouvernementaux | 4 334 | 40 500 |
| Mécanismes interorganisations | 15 567 | |
| Total | 19 901 | 40 500 |

45. Outre les contributions reçues d'avance, des contributions d'un montant de 178 millions de dollars ont été annoncées pour les années à venir.

Note 17
Engagements non réglés

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|-------------------------|----------------|----------------|
| Comptes des programmes | 226 772 | 252 170 |
| Budget d'administration | 37 606 | 21 554 |
| Total | 264 378 | 273 724 |

Note 18
Comptes créditeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|-------------------------------|---------------|----------------|
| Organismes des Nations Unies | 11 280 | 26 670 |
| Fournitures, services et fret | 67 905 | 71 376 |
| Divers | 6 856 | 25 399 |
| Total | 86 041 | 123 445 |

Note 19
Fonds d'affectation spéciale

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|-----------------------------|----------------|----------------|
| Solde (montant net) | 438 242 | 304 628 |
| Comptes débiteurs | 9 480 | 9 942 |
| Solde (montant brut) | 447 722 | 314 570 |

Note 20**Régime d'assurance maladie du personnel recruté sur le plan local**

46. Le régime d'assurance maladie du personnel recruté sur le plan local est un régime d'assurance soins médicaux et dentaires offert par l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'UNICEF, dans certains lieux d'affectation, aux agents des services généraux recrutés sur le plan local et aux administrateurs recrutés sur le plan national, et aux anciens fonctionnaires ainsi qu'aux membres de leur famille qui y ont droit. Le coût des primes est partagé entre les fonctionnaires et leur organisation. Le solde de clôture correspond au solde d'ouverture augmenté des primes et diminué des dépenses.

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2008-2009 | 2006-2007 |
|----------------------------------|---------------|---------------|
| Solde en début d'exercice | 47 022 | 39 569 |
| À ajouter : Primes | 29 788 | 23 833 |
| À déduire : Dépenses | (23 327) | (16 380) |
| Solde en fin d'exercice | 53 483 | 47 022 |

Note 21**Assurance maladie après la cessation de service et prestations dues à la cessation de service**

47. D'après une évaluation actuarielle, les engagements de l'UNICEF au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé annuel accumulés et des prestations liées au rapatriement se présentaient comme suit au 31 décembre 2009 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Au 31 décembre 2009 | Au 31 décembre 2007 |
|---|---------------------|---------------------|
| Assurance maladie après la cessation de service | | |
| Montant brut des engagements | 732 335 | 613 961 |
| À déduire : Primes versées par les participants | (268 346) | (131 248) |
| Total | 463 989 | 482 713 |
| Congés annuels accumulés | 37 619 | |
| Prestations liées au rapatriement | 76 676 | |
| Total | 114 295 | |

48. Les engagements ont été calculés à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Celle-ci consiste à déterminer la valeur actualisée de l'ensemble des prestations auxquelles un fonctionnaire aura droit au titre des services rendus au cours des exercices passés et des périodes futures, puis de calculer le montant des

engagements accumulés entre la date d'embauche de l'intéressé et la date de l'évaluation.

49. Pour les congés annuels accumulés et les prestations liées au rapatriement, l'UNICEF ne dispose pas d'un calcul actuariel de ses engagements au 31 décembre 2007.

Hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle

50. Deux hypothèses fondamentales utilisées par l'actuaire pour calculer le montant de ces engagements sont le taux d'actualisation et, pour l'assurance maladie après la cessation de service, le rythme d'augmentation des frais médicaux.

51. Le calcul des engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé accumulés et des prestations liées au rapatriement repose sur un taux d'actualisation de 6 % au 31 décembre 2009. Le tableau ci-après indique l'incidence sur le montant des engagements d'une variation de 1 % du taux d'actualisation :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Variation du taux d'actualisation</i> | <i>Incidence sur le montant des engagements cumulés</i> | | |
|--|---|---------------------------------|--|
| | <i>Assurance maladie après la cessation de service</i> | <i>Congés annuels accumulés</i> | <i>Prestations liées au rapatriement</i> |
| Augmentation de 1 % | (78 878) | (2 257) | (6 134) |
| Diminution de 1 % | 102 078 | 2 633 | 6 901 |

52. Le calcul des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service repose aussi sur les taux de croissance des dépenses de santé (également appelés taux tendanciels des dépenses de santé) indiqués ci-après :

| <i>Année</i> | <i>Taux de croissance des dépenses de santé aux États-Unis</i> | <i>Taux de croissance des dépenses de santé en dehors des États-Unis</i> |
|--------------|--|--|
| 2010 | 8,4 % | 6,0 % |
| 2011-2027 | 8,1 – 4,5 % | 5,9 – 4,5 % |

53. Le tableau ci-après précise l'incidence d'une variation de 1 % du taux tendanciel des dépenses de santé sur le montant des engagements cumulés :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Variation du taux tendanciel des dépenses de santé</i> | <i>Incidence sur le montant des engagements cumulés</i> |
|---|---|
| Augmentation de 1,0 % | 97 224 |
| Diminution de 1,0 % | (76 042) |

54. Au 31 décembre 2007, le calcul des engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé accumulés et des prestations liées au rapatriement reposait sur un taux d'actualisation de 5,5 % et sur les taux de croissance des dépenses de santé indiqués ci-après :

| <i>Année</i> | <i>Taux de croissance des dépenses de santé aux États-Unis</i> | <i>Taux de croissance des dépenses de santé en dehors des États-Unis</i> |
|--------------|--|--|
| 2008 | 9,5 % | 5,7 % |
| 2009-2015 | 8,8 – 5,0 % | 5,4 – 4,5 % |

55. Un autre facteur entrant en jeu dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est la somme des primes payées par tous les participants, qui est déduite du montant brut des engagements pour calculer les engagements résiduels de l'UNICEF. Les retraités et les fonctionnaires en activité participent aux mêmes régimes d'assurance maladie. La somme de leurs primes est déduite du coût global des dépenses de santé, conformément aux ratios de partage des coûts autorisés par l'Assemblée générale. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007 prenait pour principe que seules les primes des retraités devaient être déduites du montant brut des engagements. Depuis l'évaluation au 31 décembre 2009, une partie des primes des fonctionnaires en activité en a également été déduite pour parvenir au montant des engagements résiduels.

56. Du fait des changements intervenus dans les principales hypothèses utilisées par l'actuaire, l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2009 fait apparaître des gains actuariels de 113 millions de dollars.

Données démographiques

57. Les évaluations actuarielles ont été réalisées à partir de données démographiques antérieures au 31 décembre 2009, car les données actualisées au 31 décembre 2009 n'ont été disponibles qu'après l'établissement des états financiers. Le montant estimé des engagements de l'UNICEF aurait pu augmenter de 3 % – 17 millions de dollars – si ces données plus récentes avaient servi de base à l'évaluation.

Autres éléments

58. Avant l'exercice clos le 31 décembre 2009, les engagements au titre des prestations liées au rapatriement et des jours de congé accumulés étaient calculés sur la base des coûts à la date de clôture des comptes, sans actualisation ni autre ajustement. La nouvelle convention comptable consistant à mesurer ces engagements sur une base actuarielle et à intégrer dans les prestations liées au rapatriement les dispositions relatives aux voyages et à l'expédition des effets personnels n'a pas été appliquée rétroactivement vu les difficultés pratiques que soulèverait la réalisation d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2007. Si l'ancienne méthode d'évaluation avait été conservée, les engagements se seraient montés à 40,3 millions de dollars au titre des prestations liées au rapatriement et à 52,9 millions de dollars pour les jours de congé accumulés.

59. Au 31 décembre 2009, les soldes des réserves pour l'assurance maladie après la cessation de service et pour les prestations dues à la cessation de service étaient de 210 et 28 millions de dollars respectivement.

Note 22**Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies**

60. L'UNICEF est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des pensions de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime par capitalisation à prestations définies. L'UNICEF est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26.

61. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué ces dispositions.

Note 23**Contrat de location**

62. L'UNICEF est locataire de la United Nations Development Corporation (UNDC) pour un immeuble dénommé « Three UN Plaza », ainsi qu'il est spécifié dans le bail conclu entre les parties le 13 août 1984 et les avenants à ce bail en date du 11 janvier 1994 et du 29 septembre 2009. Le loyer de base, à l'exclusion des hausses de charges, est fixé aux alentours de 6,6 millions de dollars par an et la durée du bail va jusqu'à 2026. À l'expiration du contrat de location, l'UNICEF pourra devenir propriétaire du « Three UN Plaza » pour la somme de 1 dollar s'il remplit les conditions de séjour continu et ininterrompu dans l'immeuble et de maintien de son siège mondial à New York jusqu'en 2026. Au 31 décembre 2009, l'UNICEF avait payé en vertu de ce contrat de location un montant total de 94 millions de dollars, et il lui restait encore à verser 108,3 millions de dollars à ce titre entre 2010 et 2026.

Note 24**Biens durables**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2009 | 2007 |
|--|----------------|----------------|
| Coût des biens durables appartenant à l'UNICEF | 48 818 | 45 532 |
| Coût des biens durables confiés à la garde de l'UNICEF | 107 017 | 97 082 |
| Total | 155 835 | 142 614 |

Note 25**Liquidités**

63. D'après les procédures de l'UNICEF en matière de liquidités, il est recommandé que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires représentent en fin d'année au moins 10 % du montant des recettes au titre des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

64. Le plan financier pour 2009 préconisait que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires s'élèvent au minimum à 98 millions de dollars.

65. Pour respecter ces procédures, compte non tenu des fonds d'affectation spéciale, l'UNICEF est censé répartir les soldes en espèces et les placements entre ressources ordinaires et autres ressources comme indiqué ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Ressources ordinaires</i> | <i>Autres ressources</i> |
|---|------------------------------|--------------------------|
| Dépôts à terme, dépôts à vue (convertibles) et placements | 822 742 | 1 695 815 |
| Dépôts à vue non convertibles | 11 164 | |
| Total | 833 906 | 1 695 815 |

66. En 2009, l'UNICEF a atteint le montant minimal fixé pour les liquidités.

Annexe 1

Recettes, dépenses et variations des réserves et du solde des fonds pour les années civiles 2008 et 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | Ressources ordinaires | | Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) | | Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) | | Total | |
|---|-----------------------|------------------|---|------------------|--|-----------------|------------------|------------------|
| | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 |
| Recettes | | | | | | | | |
| Contributions volontaires | | | | | | | | |
| Gouvernements et organismes intergouvernementaux | 594 248 | 615 731 | 935 469 | 965 956 | 425 745 | 457 795 | 1 955 462 | 2 039 482 |
| À déduire : versement au budget d'appui biennal | (18 647) | (17 448) | | | | | (18 647) | (17 448) |
| Sources non gouvernementales et privées | 3 215 | 77 | 451 845 | 513 619 | 81 105 | 112 203 | 536 165 | 625 899 |
| Fonds reçus au titre de mécanismes interorganisations | 243 | 0 | 139 853 | 90 858 | 156 434 | 164 744 | 296 530 | 255 602 |
| Division Collecte de fonds et partenariats privés | 379 418 | 360 633 | | | | | 379 418 | 360 633 |
| Autres recettes | | | | | | | | |
| Intérêts créditeurs | 60 763 | 109 269 | | | | | 60 763 | 109 269 |
| Recettes accessoires | 16 147 | 17 760 | | | | | 16 147 | 17 760 |
| Ajustements et gains de change nets | 11 633 | (18 656) | | | | | 11 633 | (18 656) |
| Total des recettes | 1 047 020 | 1 067 366 | 1 527 167 | 1 570 433 | 663 284 | 734 742 | 3 237 471 | 3 372 541 |
| Dépenses | | | | | | | | |
| Assistance au titre des programmes | 768 999 | 746 576 | 1 477 820 | 1 315 545 | 696 429 | 746 219 | 2 943 248 | 2 808 340 |
| Appui aux programmes | 200 615 | 167 213 | | | | | 200 615 | 167 213 |
| Total, coopération au titre des programmes | 969 614 | 913 789 | 1 477 820 | 1 315 545 | 696 429 | 746 219 | 3 143 863 | 2 975 553 |
| Gestion et administration | 97 453 | 74 058 | | | | | 97 453 | 74 058 |
| Sécurité | 23 080 | 9 770 | | | | | 23 080 | 9 770 |
| Total des dépenses | 1 090 147 | 997 617 | 1 477 820 | 1 315 545 | 696 429 | 746 219 | 3 264 396 | 3 059 381 |
| Excédent (déficit) | (43 127) | 69 749 | 49 347 | 254 888 | (33 145) | (11 477) | (26 925) | 313 160 |
| Sommes passées par profits et pertes et ajustements relatifs à des exercices antérieurs | 4 080 | 3 867 | 835 | 15 298 | 3 884 | 2 741 | 8 799 | 21 906 |
| Provision pour contributions à recevoir non recouvrables | (4 985) | 0 | 5 566 | | 5 582 | | 6 163 | |
| Excédent (déficit) net | (42 222) | 65 882 | 42 946 | 239 590 | (42 611) | (14 218) | (41 887) | 291 254 |

| | <i>Ressources ordinaires</i> | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i> | | <i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i> | | Total | |
|--|------------------------------|------------------|--|------------------|---|----------------|------------------|------------------|
| | <i>2009</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2008</i> | 2009 | 2008 |
| Solde des fonds au 1 ^{er} janvier | 893 718 | 833 332 | 1 388 669 | 1 149 079 | 446 193 | 460 411 | 2 728 580 | 2 442 822 |
| Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs | 4 483 | 24 504 | | | | | 4 483 | 24 504 |
| Dotations à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service | (30 000) | (30 000) | | | | | (30 000) | (30 000) |
| Solde des réserves au 1 ^{er} janvier | 228 039 | 197 520 | | | | | 228 039 | 197 520 |
| Augmentation des réserves | 39 333 | 30 519 | | | | | 39 333 | 30 519 |
| Réserves et solde des fonds au 31 décembre | 1 093 351 | 1 121 757 | 1 431 615 | 1 388 669 | 403 582 | 446 193 | 2 928 548 | 2 956 619 |

Annexe II

Glossaire

Affectation (Earmark). Fait de limiter à certaines fins, en vertu d'un accord ou d'une mesure administrative, l'utilisation d'un compte ou de son équivalent en éléments d'actif.

Annonce de contribution (Pledge). Une promesse de don écrite par laquelle un donateur s'engage à verser à l'UNICEF une contribution volontaire, même lorsqu'elle est subordonnée à l'approbation des organes législatifs du pays concerné, est considérée comme une annonce de contribution.

Biens durables (Non-expendable property). Biens et matériel imputés sur le budget des services administratifs et dont le coût unitaire est supérieur ou égal à 1 500 dollars.

Budget (Budget). Plan financier d'exécution des activités prévues pour une période donnée.

Comptabilisation en droits constatés ou comptabilité d'exercice (Accrual basis of accounting). La comptabilisation des recettes sur la base du fait générateur consiste à les rattacher à la période au cours de laquelle elles sont dues, et non pas à celle où elles sont encaissées. La comptabilisation des dépenses sur la base du fait générateur consiste à rattacher les coûts à l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées ou les dettes sont contractées, et non pas à celui où les montants correspondants sont décaissés.

Comptes vérifiés (Accounts, audited). États financiers de l'organisation pour un exercice donné ou à une date donnée, vérifiés par les commissaires aux comptes (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies).

Contributions à recevoir (Contributions receivable). Contributions qui ont été annoncées à l'UNICEF mais qui ne seront versées que plus tard.

Contributions volontaires (Contributions, voluntary). Contributions offertes à l'UNICEF et acceptées sans référence à un barème de quotes-parts établi par un organe délibérant des Nations Unies.

Crédits budgétaires (Budget appropriation). Total des ouvertures de crédits approuvées par le Conseil d'administration pour l'appui aux programmes, les dépenses de gestion et d'administration, et l'assistance aux programmes et sur lesquelles des engagements de dépenses peuvent être imputés à concurrence du montant approuvé.

Dépenses (Expenditure). Somme des montants décaissés et des engagements valables non réglés imputés sur les crédits ouverts ou alloués pour ledit exercice.

Dépenses engagées (Obligation). Les dépenses engagées correspondent au montant des commandes et des marchés passés, des services utilisés et des autres opérations imputées sur les ressources de l'exercice en cours. Elles peuvent être soit réglées au cours de l'exercice, soit maintenues dans les livres jusqu'à leur règlement ou leur annulation.

Disponibilités (Cash holdings). Montant global de toutes les disponibilités de l'organisation : espèces (pièces et billets), chèques, soldes des comptes courants ou à vue, comptes d'épargne et dépôts productifs d'intérêts.

Disponible dans des comptes productifs d'intérêts (Cash in interest-bearing deposits). Fonds provisoirement disponibles en sus des fonds nécessaires aux besoins immédiats, placés dans des comptes de dépôt à court terme productifs d'intérêts dont ils peuvent être retirés selon les besoins.

Disponible en banque (Cash in current bank accounts). Montant total détenu dans les comptes bancaires, pour répondre aux besoins opérationnels, tel qu'il figure dans les comptes de l'UNICEF.

Élément d'actif (Asset). Un élément d'actif est une ressource possédée par l'organisation ou qui lui est due en raison d'un fait passé.

Élément du passif (Liability). Engagement existant en raison d'un fait passé, dont le règlement doit en principe entraîner pour l'organisation une sortie de fonds.

Encaisse (également dénommée « petite caisse ») (Cash-on-hand/petty cash). Sommes détenues en espèces par les fonctionnaires y autorisés afin de pouvoir régler de petites sommes pour le compte de l'organisation.

Exercice budgétaire (Financial period). Période de deux ans (« exercice biennal ») sur laquelle portent les états financiers de l'organisation.

Fonds d'affectation spéciale (Trust funds). Fonds reçus principalement pour couvrir le coût des achats de fournitures et de services effectués par l'UNICEF pour le compte de tiers. Entrent aussi dans cette catégorie les fonds offerts par des donateurs au titre du programme de formation d'administrateurs auxiliaires, ainsi que les dépenses liées aux projets financés par la Banque mondiale et à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. Ces fonds ne sont pas comptabilisés dans les recettes de l'UNICEF.

Inscription au compte de profits et pertes (Write-off). Écriture de régularisation constatant la perte ou la dépréciation d'un élément d'actif.

Liquidité obligatoire (Liquidity requirement). Pour couvrir les besoins de trésorerie, les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires doivent représenter en fin d'exercice annuel 10 % du montant des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

Monnaie locale (Local currency). Monnaie du pays ou de la région dans laquelle sont tenus les comptes financiers locaux relatifs à une activité donnée ou dans laquelle s'effectuent les opérations financières locales.

Monnaies non convertibles (Cash, non-convertible). Monnaies dont l'utilisation est limitée, notamment quant à leur cessibilité et à leur convertibilité, par les règlements de change ou par la volonté du donateur. En l'absence de limitations de ce genre, les monnaies sont considérées par l'UNICEF comme étant librement utilisables.

Politique de trésorerie (Liquidity policy). En raison de la nature de l'exécution des programmes et des mouvements de trésorerie, des déséquilibres à court terme peuvent se produire de temps à autre entre les décaissements et les encaissements des ressources ordinaires. La politique de trésorerie de l'UNICEF permet de

compenser ces déséquilibres passagers par des prélèvements d'un montant équivalant à la moitié au plus du solde des recettes diverses au titre des ressources ordinaires et des secours d'urgence et des fonds supplémentaires. Ces déséquilibres doivent être réglés à la clôture de l'exercice.

Recettes (Income). Montants en espèces ou quasi-espèces reçus ou échus au cours d'un exercice financier, qui viennent augmenter l'actif net. Les recettes de l'UNICEF sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'année en cours.

Recettes comptabilisées d'avance (Income, deferred). Fonds reçus, ou contributions annoncées et enregistrées comme étant à recevoir, au titre d'exercices financiers à venir – qui ne sont donc pas portés au crédit du compte de recettes de l'exercice sur lequel porte le rapport.

Recettes diverses (Income, other). Également désignées sous le nom de recettes accessoires en ce qui concerne les ressources ordinaires. Il s'agit des recettes autres que la valeur des contributions volontaires et des recettes nettes de la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés.

Recettes diverses : ressources ordinaires [Income, other resources (regular)]. Contributions à des fins spéciales versées au titre des programmes approuvés par le Conseil d'administration, venant s'ajouter aux ressources ordinaires et qui servent elles aussi à financer des programmes de l'UNICEF. Ces recettes se composent de fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales ou des organismes des Nations Unies et affectés expressément à des fins déterminées.

Recettes diverses : secours d'urgence [Income, other resources (emergency)]. Il s'agit des fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies en réponse à des appels d'urgence.

Recettes : ressources ordinaires (Income, regular resources). Recettes non affectées à des fins spéciales. Elles comprennent les recettes provenant des contributions volontaires annuelles des gouvernements, les recettes nettes de la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés, le produit des collectes de fonds organisées auprès du public et certaines recettes diverses ou accessoires.

Règlement financier (Financial Regulations). Jusqu'au 31 décembre 1987, les comptes étaient tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des ajustements requis par la nature des activités de l'UNICEF. Depuis le 1^{er} janvier 1988, les comptes sont tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, lesquels seront révisés en 2012 pour tenir compte des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

Services d'achat (Procurement services). L'UNICEF aide les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales œuvrant en faveur de l'enfance en se chargeant, sur demande et contre remboursement, d'effectuer pour eux des achats de biens et de services. L'UNICEF ajoute au coût de ces biens et services une commission modique destinée à le défrayer des dépenses supplémentaires (administration, démarches et formalités) occasionnées par ces achats (voir Fonds d'affectation spéciale).

Solde des fonds (Fund balance). Le solde des fonds et les réserves correspondent à la différence entre l'actif et le passif de l'organisation. Il s'agit de fonds disponibles pour l'exécution de programmes financés à l'aide de ressources ordinaires ou d'autres ressources, ainsi que de fonds disponibles pour l'achat de biens d'équipement et réservés pour les déficits liés aux achats, les pertes non couvertes par une assurance privée, et les engagements au titre de l'assurance maladie et autres prestations liées à la cessation de service.

Stocks (Inventory). Fournitures et matériel destinés aux programmes détenus par la Division des approvisionnements, et matières premières détenues par la Division de la collecte de fonds et des partenariats privés, à la fin d'un exercice.

Tableau (Schedule). Analyse explicative ou d'appui accompagnant les états financiers.

Taux de change (Rates of exchange). Les comptes de l'UNICEF sont tenus en dollars des États-Unis. En principe, les opérations libellées dans d'autres monnaies sont converties en dollars en appliquant les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

